Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 216 del 22 agosto 1973

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 22 agosto 1973** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 18 giugno 1973, n. **506.**

Ratifica ed esecuzione del quarto accordo internazionale sullo stagno, adottato a Ginevra il 15 maggio 1970.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 18 giugno 1973, n. **506.**

Ratifica ed esecuzione del quarto accordo internazionale sullo stagno, adottato a Ginevra il 15 maggio 1970.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il quarto accordo internazionale sullo stagno, adottato a Ginevra il 15 maggio 1970 e aperto alla firma a Londra il 1° luglio 1970.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 46 dell'accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'esecuzione della presente legge valutato in annue lire 3.600.000 a decorrere dal 1° luglio 1971, si provvede per l'importo di lire 1.800.000 relativo all'anno 1971, a carico delle disponibilità del fondo iscritto al capitolo n. 3523 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno medesimo, a tal uopo intendendosi prorogato per l'utilizzo delle anzidette disponibilità il termine indicato dalla legge 27 febbraio 1955, n. 64; per l'importo di lire 3.600.000 a carico del corrispondente capitolo n. 3523 per l'anno finanziario 1972 e, per lire 3.600.000, con riduzione del corrispondente capitolo n. 3523 per l'anno finanziario 1973.

Il Ministero per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 giugno 1973

LEONE

ANDREOTTI — MEDICI — MALAGODI — FERRI — MATTEOTTI

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI

Quatrième accord international sur l'étain

PRÉAMBULE

Les Gouvernements contractants, reconnaissant:

a) Que les accords sur les produits de base, en contribuant à stabiliser les prix et à promouvoir l'accroissement régulier des recettes d'exportation et l'expansion continue des marchés de matières premières, peuvent favoriser d'une manière appréciable la croissance économique, notamment dans les pays producteurs en voie de développement.

b) L'importance d'une coopération suivie entre pays producteurs et pays consommateurs dans le cadre des principes et des objectifs fondamentaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au moyen d'un accord international sur un produit de base destiné à contribuer à résoudre les problèmes concernant l'étain,

c) L'importance exceptionnelle de l'étain pour de nombreux pays dont l'économie dépend dans une large mesure de l'existence de conditions favorables et équitables pour la production, la consommation ou le commerce de l'étain,

d) Qu'il est nécessaire de protéger et stimuler la prospérité et l'expansion de l'industrie de l'étain, notamment dans les pays producteurs en voie de développement, et d'assurer ainsi des approvisionnements en étain suffisants pour sauvegarder les intérêts des consommateurs dans les pays importateurs,

e) L'importance, pour les pas producteurs d'étain, de maintenir et d'accroître leur pouvoir d'achat à l'importation, et

f) Qu'il est souhaitable d'assurer l'expansion de la consommation de l'étain aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER: OBJET

Article premier

Objet

Le présent Accord a pour objet:

a) D'établir un équilibre entre la production et la consommation mondiales d'étain et d'atténuer les difficultés graves que pourrait créer un excédent ou une pénurie d'étain;

b) D'empêcher des fluctuations excessives du prix de l'étain et des recettes d'exportation que procure l'étain;

c) De prendre des dispositions qui contribuent à accroître les recettes que les pays producteurs, et notamment ceux qui sont en voie de développement, retirent de leurs exportations d'étain, aidant ainsi lesdits pays à se procurer les ressources nécessaires à l'accélération de leur croissance économique et de leur développement social, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs dans les pays importateurs;

d) D'assurer des conditions qui permettent d'obtenir un rythme dynamique et croissant de la production d'étain sur la base de recettes rémunératrices pour les producteurs, qui contribuent à garantir un approvisionnement suffisant à des prix équitables pour les consommateurs et à assurer un équilibre à long terme entre la production et la consommation;

e) D'empêcher un chômage ou un sous-emploi étendu et d'autres difficultés graves que pourrait créer un déséquilibre entre l'offre et la demande d'étain;

f) Lorsqu'une pénurie d'étain se produit ou risque de se produire, de prendre des mesures en vue d'assurer un accroissement de la production d'étain et une ré-

partition équitable de l'étain métal afin d'atténuer les graves difficultés que pourraient rencontrer les pays consommateurs;

g) Lorsqu'un excédent d'étain se produit ou risque de se produire, de prendre des mesures pour atténuer les graves difficultés que pourraient rencontrer les pays producteurs;

h) De considérer la liquidation par des gouvernements des stocks d'étain constitués à des fins non commerciales et de prendre des mesures permettant d'éviter toutes les incertitudes et difficultés qui risquent de se produire;

i) De prendre constamment en considération la nécessité de mettre en valeur et d'exploiter de nouveaux gisements d'étain et grâce, entre autres, aux moyens d'assistance technique et financière des Nations Unies et d'autres organisations du système des Nations Unies, de promouvoir les méthodes les plus efficaces d'extraction, de concentration et de traitement des minerais d'étain; et

j) De poursuivre l'oeuvre entreprise par le Conseil international de l'étain au cours des premier, deuxième et troisième Accords internationaux sur l'étain.

CHAPITRE II: DEFINITIONS

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord, on entend par:

Étain, l'étain métal ou tout autre étain raffiné, ou l'étain contenu dans des concentrés ou dans du minerai d'étain extrait de son gisement naturel. Aux fins de cette définition, le « minerai » est réputé exclure *a*) la matière extraite du gisement à une fine autre que son traitement et *b*) la matière qui a été écartée en cours de traitement;

Étain métal, l'étain raffiné de bonne qualité marchande ne titrant pas moins de 99,75%;

Stock régulateur, le stock régulateur constitué et géré conformément aux dispositions du chapitre VIII du présent Accord;

Étain métal détenu, les avoirs en étain métal du stock régulateur, y compris l'étain métal acheté pour le stock régulateur, mais non encore reçu, et à l'exclusion du métal vendu par le Directeur du stock régulateur, mais non encore livré;

Tonne, la tonne métrique, soit 1 000 kilogrammes;

Exportations nettes, la quantité exportée dans les circonstances énoncées à la partie I de l'annexe C du présent Accord, moins la quantité importée déterminée conformément à la partie II en ladite Annexe;

Pays participant, un pays dont le gouvernement a ratifié, approuvé ou accepté le présent Accord, ou a notifié son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord, ou y a adhéré, ou un territoire ou des territoires dont la participation séparée est devenue effective conformément aux dispositions de l'article 49, ou, selon le contexte, le gouvernement de ce pays ou de ce territoire ou de ces territoires eux-mêmes;

Pays producteur, un pays participant que le Conseil a déclaré, avec le consentement de ce pays, être un pays producteur;

Pays consommateur, un pays participant que le Conseil a déclaré, avec le consentement de ce pays, être un pays consommateur;

Pays contribuant, un pays participant qui détient des contributions dans le stock régulateur;

Majorité simple, la majorité des suffrages exprimés par les pays participants, comptés ensemble;

Majorité répartie simple, la majorité des suffrages exprimés par les pays producteurs et la majorité des suffrages exprimés par les pays consommateurs, comptés séparément;

Majorité répartie des deux tiers, la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les pays producteurs et la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les pays consommateurs, comptés séparément;

Entrée en vigueur, sauf dans le cas où l'expression est autrement précisée, l'entrée en vigueur initiale du présent Accord, qu'elle soit provisoire, aux termes de l'article 47, ou définitive, aux termes de l'article 46;

Période de contrôle, une période qui a été ainsi déclarée par le Conseil et pour laquelle un tonnage total d'exportations autorisées a été fixé;

Trimestre, un trimestre commençant le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet ou le 1er octobre;

Exercice financier, une période d'un an commençant le 1er juillet et se terminant le 30 juin de l'année suivante.

CHAPITRE III: CLASSEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL

Article 3

Participation au Conseil

Chaque Gouvernement contractant constitue un seul membre du Conseil, sauf exception prévue à l'article 49.

Article 4

Catégories de participants

a) Chaque membre du Conseil est déclaré par le Conseil, avec le consentement du pays intéressé, être un pays producteur ou un pays consommateur, le plus tôt possible après que le Conseil aura été avisé par le Gouvernement dépositaire que ce membre a déposé son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion conformément à l'article 45 ou à l'article 48, ou la lettre indiquant son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord conformément à l'article 47.

b) Le classement en pays producteurs et pays consommateurs se fait respectivement sur la base de la production minière intérieure et de la consommation d'étain métal, étant entendu que:

i) Le classement d'un pays producteur qui est un gros consommateur d'étain métal provenant de sa production minière intérieure se fait, avec le consentement du pays, sur la base de ses exportation d'étain;

ii) Le classement d'un pays consommateur dont la production minière intérieure représente une proportion importante de l'étain qu'il consomme se fait, avec le consentement du pays, sur la base de ses importations d'étain.

c) Dans son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion ou dans la lettre où il indique son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord, chaque Gouvernement contractant peut faire connaître à quelle catégorie de pays participants il estime devoir appartenir.

d) À la première réunion qu'il tiendra après l'entrée en vigueur de l'Accord, le Conseil prendra les décisions nécessaires à l'application du présent article à la majorité des suffrages exprimés par les pays participants figurant dans l'annexe A et à la majorité des suffrages exprimés par les pays participants figurant dans l'annexe B, le décompte étant fait séparément et les droits de vote étant conformes au Annexes A et B de l'Accord.

Article 5

Changement de catégorie

a) Lorsque la situation d'un pays participant est passée de celle de pays consommateur à celle de pays producteur, ou vice-versa, le Conseil, à la demande de ce pays, ou de sa propre initiative avec le consentement dudit pays, prend en considération cette nouvelle situation et détermine les tonnages ou pourcentages applicables.

b) Le Conseil fixe la date à laquelle entreront en vigueur les tonnages ou les pourcentages, ou les uns et les autres selon le cas, qu'il a arrêtés conformément au paragraphe *a*) du présent article.

c) À partir de la date fixée par le Conseil en vertu du paragraphe *b*) du présent article, le Gouvernement contractant intéressé cesse de jouir des droits et privilèges ou dêtre tenu aux obligations que reconnaît ou qu'impose le présent Accord aux pays inscrits dans la catégorie à laquelle il appartenait auparavant, et il jouit des droits et privilèges et est tenu à toutes les obligations que reconnaît ou qu'impose le présent Accord aux pays inscrits dans la catégorie à laquelle il appartient désormais,

étant entendue que:

i) Si, par suite d'un changement de catégorie, un pays producteur devient un pays consommateur, il n'en conserve pas moins le droit de participer, à la fin de l'Accord, à la liquidation du stock régulateur conformément aux dispositions des articles 30, 31 e 32; et

ii) Si, par suite d'un changement de catégorie, un pays consommateur devient un pays producteur, les conditions imposées par le Conseil audit pays seront aussi équitables pour ledit pays que pour les autres pays producteurs qui participent déjà à l'Accord.

CHAPITRE IV: ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 6

Le Conseil international de l'étain

a) Le Conseil international de l'étain (ci-après dénommé le Conseil), institué aux termes des précédents Accords internationaux sur l'étain, continuera d'exister, avec la composition, les pouvoirs et les fonctions prévus par le quatrième Accord international sur l'étain, pour assurer la mise en oeuvre des dispositions dudit Accord.

b) À moins qu'il n'en décide autrement, le Conseil a son siège à Londres.

Article 7

Composition du Conseil international de Pétain

a) Le Conseil est composé de tous les pays participants.

b) i) Chaque pays participant est représenté au Conseil par un délégué. Chaque pays peut désigner des délégués suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil;

ii) Un délégué suppléant est habilité à agir et voter au nom du délégué en l'absence de celui-ci ou en d'autres circonstances spéciales.

Article 8

Pouvoirs et fonctions du Conseil

Le Conseil:

a) A tous pouvoirs et accomplit toutes tâches nécessaires à l'administration et au fonctionnement du présent Accord;

b) Etablit lui-même son règlement intérieur;

c) Recevra du Président exécutif, chaque fois qu'il le demandera, tous renseignements concernant les actifs et les opérations du stock régulateur qu'il estimera nécessaires pour remplir ses fonctions conformément à l'Accord;

d) Peut demander aux pays participants de fournir toutes données nécessaires concernant la production, la consommation, le commerce international et les stocks, ainsi que tous autres renseignements nécessaires à l'administration satisfaisante de l'Accord qui ne soient pas incompatibles avec les dispositions de l'article 41, relatives à la sécurité nationale, et les pays devront tout mettre en oeuvre pour fournir les renseignements ainsi demandés;

e) Evalue, au moins une fois par trimestre, la production et la consommation probables d'étain au cours du trimestre suivant et peut envisager l'influence des autres facteurs se rapportant à la position statistique globale de l'étain pendant la même période;

f) Prend les dispositions nécessaires pour que les problèmes à court et à long terme de l'industrie mondiale de l'étain fassent l'objet d'une étude suivie; à cette fin, il entreprendra ou fera exécuter toutes les études sur les problèmes de l'industrie de l'étain qui lui sembleront utiles;

g) Se tient informé des nouvelles utilisations de l'étain et du développement des produits de remplacement susceptibles d'être substitués à l'étain dans ses usages traditionnels;

h) Encourage une plus large participation aux organisations qui se consacrent à la recherche en vue de promouvoir la consommation d'étain;

i) A le pouvoir d'emprunter pour les besoins du compte administratif établi par l'article 15;

j) i) Publiera après la fin de chaque exercice financier un rapport sur son activité au cours dudit exercice;

ii) Publiera après la fin de chaque trimestre (mais au plus tôt trois mois après la fin de ce trimestre, sauf décision contraire du Conseil) un état indiquant le tonnage d'étain métal détenu à la fin dudit trimestre;

k) Peut instituer les comités qu'il estime nécessaires pour l'aider dans l'exercice de ses fonctions et peut fixer leur mandat; sauf décision contraire du Conseil, ces comités peuvent établir leur propre règlement intérieur;

l) i) Peut à tout moment, à la majorité répartie de deux tiers, déléguer à tout comité ceux des pouvoirs du Conseil qui ne nécessitent qu'une majorité répartie simple, à l'exception des pouvoirs concernant:

— la fixation des contributions visee à l'article 16,

— le prix plancher et le prix plafond visés aux articles 19 et 29,

— le contrôle des exportations visé à l'article 33,

— les mesures à prendre en cas de penurie d'étain, visées à l'article 37;

ii) A la majorité des deux tiers, fixe le mandat de tel comité et désigne ses membres;

iii) Peut, à tout moment, à la majorité simple, rapporter toute délégation de pouvoirs à tel comité ou la constitution de ce comité.

m) Prend toutes dispositions utiles pour entrer en consultation et collaborer avec:

i) Les Nations Unies, leurs organes compétents (en particulier, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), les institutions spécialisées, d'autres organisations du système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales appropriees; et

ii) Les pays non participants qui sont Membres des Nations Unies ou membres de leurs institutions specialisées ou qui étaient parties aux précédents Accords internationaux sur l'étain.

Article 9

Président exécutif et Vice-Présidents du Conseil

a) Le Conseil, à la majorité répartie des deux tiers et par bulletin écrit, désigne un Président exécutif indépendant, qui peut avoir la nationalité d'un des pays participants. La désignation du Président exécutif figurera a l'ordre du jour de la première session que le Conseil tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord.

b) Le Président executif ne peut avoir exercé de fonctions actives dans l'industrie ou le commerce de l'étain pendant les cinq années précédant sa désignation; il doit de plus satisfaire aux conditions énoncees à l'article 13.

c) Le Conseil fixe la durée du mandat du Président executif, ainsi que les conditions dans lesquelles il exerce ses fonctions.

d) Le Président exécutif préside les réunions du Conseil; il ne participe pas au vote.

e) Le Conseil élit annuellement un premier Vice-Président et un deuxième Vice-Président, choisis alternativement, pour un exercice financier, parmi les représentants des pays producteurs et, pour l'exercice suivant, parmi les représentants des pays consommateurs.

f) En cas d'absence momentanée du Président exécutif, le premier Vice-Président, ou, à défaut, le deuxième Vice-Président, agissant en qualité de Président exécutif, ne peut que présider les réunions, à moins que le Conseil n'en décide autrement. En cas de démission ou d'incapacité permanente du Président exécutif, le Conseil désigne un nouveau Président exécutif.

g) Quand un Vice-President agit en qualité de Président exécutif, il ne participe pas au vote; le droit de vote du pays qu'il représente peut être exercé conformément aux dispositions de l'alinéa ii) du paragraphe *b*) de l'article 7 et du paragraphe *c*) de l'article 12.

Article 10

Sessions du Conseil

a) Le Conseil tient au moins quatre sessions par an.

b) Le Gouvernement dépositaire convoquera à Londres la première session du Conseil en vertu du présent Accord. Cette session s'ouvrira dans les huit jours qui suivront la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

c) Le Président exécutif ou, en cas d'empêchement de celui-ci, le Secrétaire, après avoir consulté le premier Vice-Président, et en son nom, est tenu de convoquer le Conseil si un pays participant lui en fait la demande ou lorsque les dispositions de l'Accord l'exigent. Le Président exécutif peut en outre convoquer le Conseil de sa propre initiative.

d) Sauf décision contraire du Conseil, les réunions se tiennent au siège du Conseil. Elles se tiennent avec préavis d'au moins sept jours, sauf en cas de sessions convoquées conformément à l'article 29.

e) A chaque réunion du Conseil, le quorum est réputé atteint lorsque les représentants présents détiennent les deux tiers du total des voix de tous les pays producteurs et les deux tiers du total des voix de tous les pays consommateurs. Si, lors d'une session quelconque du Conseil, le quorum défini ci-dessus n'est pas atteint, une nouvelle session sera convoquée à l'expiration d'un délai d'au moins sept jours; au cours de cette nouvelle session, le quorum sera réputé si les représentants présents détiennent plus de 1 000 voix.

Article 11

Répartition des voix

a) Les pays producteurs détiennent ensemble 1 000 voix qui sont réparties entre eux de manière que chacun d'eux reçoive un nombre initial de cinq voix auxquelles s'ajoute une quote-part aussi proche que possible de la fraction que représente, par rapport au total des pourcentages de l'ensemble des pays producteurs, le pourcentage revenant à ce pays tel qu'il est inscrit à l'annexe A ou publié de temps à autre conformément au paragraphe *q*) de l'article 33.

b) Les pays consommateurs détiennent ensemble 1 000 voix qui sont réparties entre eux de manière que chacun d'eux reçoive un nombre initial de cinq voix auxquelles s'ajoute une quote-part aussi proche que possible de la fraction que représente, par rapport au total des tonnages de l'ensemble des pays consommateurs, le tonnage de ce pays tel qu'il est inscrit à l'annexe B.

étant entendu que:

i) Si le nombre de pays consommateurs dépasse trente, le nombre initial de voix de chacun des pays consommateurs sera le nombre entier le plus élevé pos-

sible, à condition que la somme de toutes les voix initiales pour l'ensemble des pays consommateurs ne dépasse jamais 150;

ii) Lorsqu'un pays ne figurant pas à l'annexe B ratifie, approuve, accepte ou notifie son intention de ratifier, d'approuver, d'accepter l'Accord, ou y adhère, en tant que pays consommateur, ou est passé, conformement à l'article 5 du présent Accord, de la catégorie des pays producteurs à celle des pays consommateurs, le Conseil détermine et publie un tonnage pour ce pays; à compter de la date décidée par le Conseil, ce tonnage s'applique aux fins du présent article comme s'il s'agissait d'un tonnage inscrit à l'annexe B;

iii) A sa première session, le Conseil pourra reviser l'annexe B, et il publiera l'annexe revisée, qui s'appliquera immédiatement aux fins du présent article; et

iv) Par la suite, au cours de réunions tenues pendant le deuxième trimestre de chaque année civile, le Conseil examinera les chiffres de la consommation d'étain de chaque pays consommateur pendant les trois dernières années civiles écoulées et publiera les tonnages revisés qui reviennent à chaque pays consommateur, ces tonnages étant la moyenne desdits chiffres de consommation; ces tonnages s'appliqueront aux fins du present article à compter du 1er juillet suivant comme s'il s'agissait des tonnages inscrits à l'annexe B.

c) Si, du fait qu'un ou plusieurs des pays figurant à l'annexe A ou à l'annexe B n'ont pas ratifié, approuvé, accepté ou notifié leur intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord, ou si par application des dispositions du présent Accord, ou du fait qu'un pays participant a changé de catégorie, le nombre total des voix des pays consommateurs ou le nombre total des voix des pays producteurs devient inférieur à 1 000, les voix disponibles seront réparties entre les autres pays producteurs ou les autres pays consommateurs, selon le cas, dans une proportion aussi voisine que possible du nombre des voix qu'ils détiennent déjà, déduction faite dans chaque cas du nombre initial de voix, étant entendu qu'il ne peut y avoir de fraction de voix.

d) Aucun pays participant ne peut disposer de plus de 450 voix.

e) Il ne peut y avoir de fraction de voix.

Article 12

Procédure de vote du Conseil

a) Le vote émis par chaque membre du Conseil exprime le nombre de voix qu'il détient dans le Conseil. En votant, un délégué ne peut scinder ses voix. Un délégué qui s'abstient sera considéré comme n'ayant pas voté.

b) Sauf dispositions contraires, les décisions du Conseil sont prises à la majorité répartie simple.

c) Tout pays participant peut, dans les formes qui seront approuvées par le Conseil, autoriser tout autre pays participant à representer ses intérêts et à exercer ses droits de vote lors d'une réunion du Conseil.

Article 13

Le personnel du Conseil

a) Le Président exécutif désigné conformément à l'article 9 est responsable devant le Conseil de l'administration et de l'exécution du présent Accord, en conformité des décisions prises par le Conseil.

b) Le Président exécutif est en outre responsable de l'administration des services et du personnel du Secrétariat dont le Conseil dispose à son siège.

c) Le Conseil nomme un Secrétaire du Conseil et un Directeur du stock régulateur (ci-après dénommé le Directeur), et il fixe les conditions d'emploi et les fonctions de ces deux fonctionnaires.

d) Le Conseil donne des directives au Président exécutif en ce qui concerne la façon dont le Directeur du stock régulateur doit s'acquitter des obligations énoncées dans l'Accord et de toute autre obligation complémentaire que le Conseil pourrait déterminer.

e) Le Président exécutif est assisté par le personnel que le Conseil estime nécessaire. Tout le personnel, en particulier le Secrétaire du Conseil et le Directeur est responsable devant le Président exécutif. Le mode d'engagement et les conditions d'emploi du personnel doivent être approuvés par le Conseil.

f) Le Président exécutif et le personnel du Conseil ne peuvent détenir aucun intérêt financier dans l'industrie ou le commerce de l'étain, ou doivent renoncer aux intérêts qu'ils y détiennent; ils ne solliciteront ni n'accepteront, en ce qui concerne leurs fonctions ou leurs obligations, aucune instruction d'aucun gouvernement ni d'aucune personne ou autorité autre que le Conseil ou toute personne aggisant au nom du Conseil conformément aux dispositions de l'Accord.

g) Ni le Président exécutif, ni le Directeur, ni aucun autre membre du personnel du Conseil ne peuvent divulguer d'information concernant l'exécution ou l'administration de l'Accord, à l'exception de ce qui peut être autorisé par le Conseil ou de ce qui est nécessaire à l'exercice de leurs fonctions dans le cadre de l'Accord.

CHAPITRE V: PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 14

Privilèges et immunités

a) Il est accordé au Conseil, dans chaque pays participant, toutes facilités de change nécessaires è l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu du présent Accord.

b) Le Conseil possède la personnalité juridique. Il a en particulier la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles, ainsi que d'ester en justice.

c) Dans chaque pays participant, le Conseil bénéficie, pour autant que la législation en vigueur dans ce pays le permette, des exonérations fiscales sur ses avoirs, revenues et autres biens, qui peuvent être nécessaires à l'exercice des fonctions lui incombant en vertu du présent Accord.

d) Le pays membre sur le territoire duquel est situé le siège du Conseil (ci-après dénommé le pays membre hôte) conclut avec le Conseil, dès que possible après l'entrée en vigueur de l'Accord, un accord, à approuver par le Conseil, concernant le statut, les privilèges et les immunités du Conseil, de son Président exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des représentants des pays membres pendant les séjours que l'exercice de leurs fonctions les amène à effectuer sur le territoire du pays membre hôte.

e) L'accord envisagé au paragraphe *d*) ci-dessus est indépendant du présent Accord. Il stipule les conditions dans lesquelles il prend fin.

f) Le pays membre hôte exonère de toute imposition fiscale les rémunérations payées par le Conseil à ceux de ses employés qui ne sont pas ressortissants de ce pays.

CHAPITRE VI: DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 15

Dispositions financières

a) i) Pour l'administration et l'exécution du présent Accord, il est tenu deux comptes: le compte administratif et le compte du stock regulateur;

ii) Les dépenses administratives du Conseil, y compris la rémunération du Président exécutif, du Secretaire, du Directeur et du personnel sont imputees au compte administratif;

iii) Toutes dépenses qui sont uniquement imputables à des transactions ou à des opérations du stock régulateur, y compris les dépenses découlant des emprunts, de l'entreposage, des commissions et assurances, sont financées par les contributions au stock régulateur dues par les pays contribuants en vertue du présent Accord et sont imputées par le Directeur au compte du stock régulateur. L'imputation à ce compte de toute autre catégorie de dépenses est déterminée par le Président exécutif.

b) Les dépenses effectuées par les délégués au Conseil ou par leurs suppléants et conseillers n'incombent pas au Conseil.

Article 16

Le compte administratif

a) Le Conseil, à la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord approuvera le budget du compte administratif pour la période qui s'écoulera entre la date de l'entrée en vigueur de l'Accord et la fin de l'exercice financier. Par la suite, il approuvera un budget annuel analogue pour chaque exercice financier. Si, à un moment quelconque au cours de tout exercice financier, le solde subsistant au compte administratif paraît, en raison de circonstances imprévues qui se sont produites ou risquent de se produire, ne pas devoir suffire pour faire face aux dépenses administratives du Conseil, celui-ci peut approuver le budget complémentaire nécessaire pour le reste de cet exercice financier.

b) Sur la base de ces budgets, le Conseil fixe en livres sterling la contribution de chaque pays participant au compte administratif; chaque pays est tenu de verser l'intégralité de sa contribution au Conseil dès que le chiffre ainsi fixé lui est notifié. Chaque pays participant paie, pour chaque voix qu'il détient au Conseil au moment de la fixation de sa contribution, un deux-millième du montant total requis, étant entendu que la contribution totale d'un pays ne peut, en aucun cas, être inférieure à 200 livres sterling par exercice financier.

Article 17

Versement des contributions en espèces

a) Le versement au compte administratif des contributions des pays participants en vertu des articles 16 et 53, les versements en espèces des pays contribuants au compte du stock régulateur en vertu des articles 21, 22 et 23, les versements du compte administratif aux pays participants en vertu de l'article 53 et les versements en espèces du compte du stock régulateur aux pays contribuants en vertu des articles 21, 22, 23, 31 et 32 sont faits en sterling ou, à l'option du pays intéressé, en une monnaie librement convertible en sterling au marché des changes à Londres.

b) Tout pays participant qui, dans un délai de six mois à dater de la notification du montant de sa contribution au compte administratif, n'aura pas réglé celle-ci, pourra être privé par le Conseil de son droit de vote. Dans le cas où ledit pays ne se serait pas acquitté de sa contribution dans un délai de douze mois à compter de la date de notification, il pourra être privé par le Conseil de tout autre droit qu'il possède en vertu de l'Accord, étant entendu que, une fois reçu le montant de la contribution due, le Conseil rétablira le pays intéressé dans l'exercice des droits dont il aurait été privé aux termes du présent paragraphe.

Article 18

Vérification et publication des comptes

Le Conseil publie, aussitôt que possible après la clôture de chaque exercice financier, le compte administratif et le compte du stock régulateur verifiés par des vérificateurs indépendants, étant entendu que les comptes du stock régulateur ne seront publiés que passé un délai de trois mois après la clôture de l'exercice financier auquel ils se rapportent.

CHAPITRE VII: PRIX PLANCHER ET PRIX PLAFOND

Article 19

Prix plancher et prix plafond

a) Aux fins du présent Accord, il est institué, pour l'étain métal, un prix plancher et un prix plafond.

b) Les prix plancher et plafond initiaux seront ceux qui étaient en vigueur sous le troisième Accord à la date d'expiration dudit Accord.

c) La marge séparant le prix plancher du prix plafond sera divisée en trois tranches. Le Conseil pourra, à n'importe quelle réunion, fixer l'étendue d'une quelconque de ces tranches.

d) i) A la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord et, par la suite, de temps à autre ou conformément aux dispositions de l'article 29, le Conseil examinera si le prix plancher et le prix plafond sont tels qu'ils permettent d'atteindre les objectifs de l'Accord, et il pourra alors reviser l'un ou l'autre de ces prix ou les deux;

ii) Ce faisant, le Conseil tiendra compte de l'évolution à court terme et des tendances à moyen terme de la production et de la consommation d'étain, de la capacité existante de production minière, de l'incidence

des prix en vigueur sur le maintien d'une capacité de production minière suffisante dans l'avenir, et de tout autre facteur pertinent.

e) Le Conseil publiera, aussitôt que possible, les prix plancher ou plafond revisés, y compris les prix provisoires ou revisés fixés conformément à l'article 29, ainsi que toute revision de la division de la marge.

CHAPITRE VIII: LE STOCK RÉGULATEUR

Article 20

Constitution du stock régulateur

a) Un stock régulateur sera constitué.

b) i) Les pays producteurs apporteront des contributions au stock régulateur conformément aux dispositions de l'article 21;

ii) Tout pays invité à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970, peut aussi apporter une contribution volontaire au stock régulateur conformément aux dispositions de l'article 22.

c) Aux fins du present article, toute part d'une contribution effectuée en espèces sera considérée comme l'équivalent de la quantité d'étain métal qui aurait pu être achetée au prix plancher existant à la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 21

Contributions obligatoires

a) i) Les pays producteurs apporteront au stock régulateur des contributions s'élevant au total à l'équivalent de 20 000 tonnes d'étain métal;

ii) L'équivalent de 7 500 tonnes de cette contribution globale sera exigible à la date d'entrée en vigueur de l'Accord et, sous réserve des dispositions de l'alinéa iii), devra être versé à la date de la première réunion que le Conseil tiendra en vertu de l'Accord;

iii) Le Conseil décide quelles parts des contributions à faire aux termes des alinéas i) ou ii) doivent être versées en espèces ou en étain métal. Les pays producteurs versent la part de leur contribution en espèces à la date déterminée par le Conseil et la part de leur contribution en étain métal dans un délai de trois mois au plus à compter de la date de cette décision;

iv) Le Conseil peut à tout moment fixer la date ou les dates auxquelles tout ou partie du solde de la contribution globale doit être versé, ainsi que le montant des versements. Le Conseil peut toutefois autoriser le Président exécutif à demander ces versements avec au moins quatorze jours de préavis;

v) Si, à un moment quelconque, le Conseil détient, dans le compte du stock régulateur, des avoirs en espèces d'un montant supérieur à celui des contributions faites en vertu de l'alinéa ii) et de toute contribution volontaire faite en vertu de l'article 22, il peut autoriser le remboursement, aux pays producteurs, de fonds prélevés sur cet excédent, au prorata des contributions qu'ils auront faites en vertu du présent article. Les soldes dus dont il est question à l'alinéa iv) seront majorés du montant de ces remboursements. À la demande d'un pays producteur, le montant du remboursement auquel il a droit peut être maintenu dans le stock régulateur.

b) Les contributions dues conformément aux dispositions du paragraphe *a*) du présent article peuvent, si le pays contribuant intéressé y consent, être effectuées par le transfert d'étain métal du stock régulateur constitué en vertu du troisième Accord.

c) Les contributions visées au paragraphe *a*) du présent article sont réparties entre les pays producteurs sur la base des pourcentages inscrits à l'annexe A, après examen et réajustement lors de la première session du Conseil, conformément au paragraphe *m*) de l'article 33.

d) i) Si, lors de l'entrée en vigueur du présent Accord ou ultérieurement, un pays producteur ratifie, approuve ou accepte l'Accord, ou déclare son intention de le ratifier, de l'approuver ou de l'accepter, ou y adhère, ou si un pays consommateur est passé dans la catégorie des pays producteurs conformément à l'article 5 de l'Accord, la contribution de ce pays est déterminée par le Conseil sur la base du pourcentage inscrit pour ce pays à l'annexe A;

ii) Les contributions fixées conformément aux dispositions de l'alinéa i) seront effectuées à la date du dépôt de l'instrument ou à la date fixée par le Conseil conformément aux dispositions du paragraphe *b*) de l'article 5;

iii) Le Conseil peut décider que des remboursements, dont le total ne sera pas supérieur au montant de toute contribution reçue en vertu de l'alinéa i), seront faits aux autres pays producteurs ou pays consommateurs. Si le Conseil décide que ces remboursements doivent être faits en totalité ou en partie en étain métal, il peut y mettre les conditions qu'il estime nécessaires. À la demande d'un pays producteur, le remboursement auquel il a droit peut être maintenu dans le stock régulateur.

e) i) Un pays producteur qui, en vue de verser une contribution au titre du présent article, désirerait exporter des quantités d'étain prélevées sur des stocks situés dans les limites de son territoire, peut demander au Conseil l'autorisation d'exporter les quantités désirées en supplément du tonnage des exportations autorisées qui lui aurait été alloué en vertu de l'article 33;

ii) Le Conseil examine toute demande ainsi formulée et peut l'approuver aux conditions qu'il juge nécessaire d'imposer. Si ces conditions sont remplies et si le Conseil a reçu les preuves qu'il estime nécessaires pour établir l'identité du métal ou des concentrés exportés avec l'étain métal livré au stock régulateur, les dispositions des paragraphes *n*), *o*) et *p*) de l'article 33 ne sont pas applicables auxdites exportations.

f) Les contributions en étain métal sont acceptées par le Directeur dans les entrepôts officiellement agréés par la Bourse des métaux de Londres ou en tel ou tels emplacements déterminés par le Conseil. Les qualités d'étain ainsi livrées sont des qualités enregistrées auprès de la Bourse des métaux de Londres et reconnues par elle.

Article 22
Contributions volontaires

a) Tout pays invité à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970, peut, avec le consentement du Conseil et à des conditions touchant notamment les modalités de remboursement, verser des contributions volontaires au stock régulateur soit en espèces, soit en étain métal, soit en espèces et en étain métal. Ces contributions volontaires viennent en supplément des contributions visées au paragraphe *a*) de l'article 21.

b) Le Président exécutif avise les pays participants et tout pays non participant qui a fait une contribution conformément au paragraphe *a*) du présent article de la réception de cette contribution volontaire.

c) Nonobstant les conditions qui auront été imposées conformément au paragraphe *a*) du présent article, le Conseil peut rembourser à un pays qui a versé une contribution volontaire au stock régulateur, conformément au paragraphe *a*) du présent article, tout ou partie de cette contribution. Si tout ou partie du remboursement est effectué en étain métal, le Conseil peut y mettre les conditions qu'il estime nécessaires.

Article 23
Pénalités

a) Le Conseil détermine les pénalités à appliquer aux pays qui auront manqué aux obligations qui leur incombent aux termes de l'alinéa iv) du paragraphe *a*) de l'article 21.

b) Si un pays producteur manque aux obligations qui lui incombent aux termes de l'article 21, le Conseil peut le priver de tout ou partie des droits et privilèges que lui confère le présent Accord, et peut également requerir les autres pays producteurs de combler le déficit, soit en especes, soit en étain métal, soit en especes et en étain métal.

c) Si une partie du déficit doit être comblée en etain metal, les pays producteurs qui combleront ce déficit sont autorisés à exporter les quantités nécessaires pour établir l'identité du métal ou des concentrés exportés fixés conformément à l'article 33. Si le Conseil a reçu les preuves qu'il estime nécessaires pour etablir l'identité du métal ou des concentrés exportés avec l'étain métal livré au stock régulateur, les dispositions des paragraphes *n*), *o*) et *p*) de l'article 33 ne seront pas applicables auxdites exportations.

d) Le Conseil peut, à tout moment et aux conditions qu'il détermine:

i) Déclarer qu'il a été remédié au manquement;

ii) Rétablir le pays intéressé dans ses droits et privilèges; et

iii) Rembourser aux autres pays producteurs les contributions supplémentaires qu'ils ont faites conformément au paragraphe *b*) du présent article, avec un intérêt dont le taux sera fixé par le Conseil, compte tenu des taux d'intérêt pratiqués sur le plan international, étant entendu que, pour la part de la contribution supplémentaire effectuée en étain métal, cet intérêt est calculé sur la base de l'equivalent en espèces de ce métal au cours de compensation au comptant à la Bourse de métaux de Londres à la date de la décision prise par le Conseil en application du paragraphe *b*) du présent article. Si ces remboursements, ou une partie d'entre eux, sont effectués en étain métal, le Conseil peut y mettre les conditions qu'il jugera nécessaires.

Article 24
Emprunts pour le stock régulateur

a) Le Conseil pourra, pour les besoins du stock régulateur, sous la garantie des warrants d'étain détenus par ledit stock, emprunter telle ou telles sommes qu'il estimera nécessaires, étant entendu que le montant maximal de ces emprunts, ainsi que les termes et conditions auxquels ils sont consentis, auront été approuvés à la majorité des suffrages exprimés par les pays consommateurs et à la totalité des suffrages exprimés par les pays producteurs.

b) Le Conseil pourra, à la majorité répartie des deux tiers, prendre toutes autres disposition qu'il estimera nécessaires pour contracter des emprunts pour les besoins du stock règulateur.

c) Aucune obligation ne sera imposée à un pays participant en vertu du présent article sans le consentement de ce pays.

Article 25
Fonctionnement du stock régulateur

a) Conformément à l'article 13 et dans le cadre des dispositions de l'Accord et des instructions du Conseil, le Directeur est responsable devant le Président exécutif du fonctionnement du stock régulateur.

b) Aux fins du présent article, le prix du marché de l'étain est le cours de l'étain au comptant à la Bourse des métaux de Londres ou tout autre prix ou tous autres prix que le Conseil peut fixer de temps à autre.

c) Si le prix du marché de l'étain:

i) est égal ou supérieur au prix plafond, le Directeur, sauf instructions contraires du Conseil, s'il dispose d'étain et sous réserve des dispositions des articles 26 et 27, offre cet étain en vente à la Bourse des métaux de Londres au prix du marché, jusqu'à ce que le prix du marché de l'étain soit descendu au-dessous du prix plafond ou jusqu'à ce que l'étain dont il dispose soit épuisé;

ii) est situé dans la tranche supérieure de la marge qui sépare le prix plancher du prix plafond, le Directeur peut effectuer des opérations à la Bourse des métaux de Londres au prix du marché, s'il l'estime nécessaire pour empecher le prix du marché de monter trop brutalement, à condition que ces opérations se soldent par des ventes nettes d'étain;

iii) est situé dans la tranche médiane de la marge qui sépare le prix plancher du prix plafond, le Directeur ne peut acheter, vendre, ou acheter et vendre de l'étain qu'avec une autorisation spéciale du Conseil;

iv) est situé dans la tranche inférieure de la marge qui sépare le prix plancher du prix plafond, le Directeur peut effectuer des opérations à la Bourse des métaux de Londres au prix du marché s'il l'estime nécessaire pour empêcher le prix du marché de baisser trop brutalement, à condition que ces opérations se soldent par des achats nets d'étain;

v) est égal ou inférieur au prix plancher, le Directeur, s'il dispose des fonds nécessaires, fait, sauf instructions contraires du Conseil et sous réserve des

dispositions des articles 26 et 27, des offres d'achat d'étain à la Bourse des métaux de Londres au prix plancher, jusqu'à ce que le prix du marché de l'étain soit supérieur au prix plancher ou jusqu'à ce que les fonds dont il dispose soient épuisés.

d) Lorsque les dispositions du paragraphe *c*) du présent article permettent au Directeur d'acheter (ou de vendre, selon le cas) de l'étain à la Bourse des métaux de Londres, il peut acheter (ou vendre, selon le cas) de l'étain sur tout autre marché d'étain reconnu, étant éntendu que le Directeur ne peut faire d'opérations à terme qui ne seraient pas liquidées avant l'expiration du présent Accord.

Article 26

Limitation ou suspension des operations du stock régulateur: action du Conseil

a) Nonobstant les dispositions des alinéas ii) et iv) dù paragraphe *c*) de l'article 25, le Conseil peut limiter ou suspendre les opérations à terme sur l'étain lorsqu'il l'estime nécessaire pour atteindre les objectifs du présent Accord.

b) Nonobstant les dispositions des alinéas i) et v) du paragraphe *c*) de l'article 25, le Conseil, s'il est réuni en session, peut limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que l'accomplissement des obligations imposées au Directeur par lesdits alinéas ne permettrait pas de réaliser les objectifs du présent Accord.

c) Le Conseil peut confirmer toute limitation ou suspension décidée aux termes du paragraphe *a*) de l'article 27 ou, si une limitation ou suspension a été rapportée par le Président exécutif aux termes du paragraphe *b*) de l'article 27, il peut rétablir cette limitation ou suspension. Si une décision n'intervient pas, les opérations du stock régulateur reprendront ou continueront sans limitation, selon le cas.

d) Tant qu'une limitation ou une suspension des opérations du stock régulateur, décidée en vertu du present article ou de l'article 27, demeure en vigueur, le Conseil devra réexaminer cette décision à des intervalles ne dépassant pas six semaines. Si, au cours d'une réunion organisée à cette fin, le Conseil ne se prononce pas pour le maintien de la limitation ou de la suspension, les opérations du stock régulateur reprendront.

Article 27

Limitation ou suspension des opérations du stock régulateur: action du Président exécutif

a) Lorsque le Conseil n'est pas réuni en session, le Président exécutif détient le pouvoir de limiter ou suspendre les opérations en vertu du paragraphe *b*) de l'article 26.

b) Le Président exécutif peut, à tout moment, rapporter la limitation ou la suspension décidée par lui en vertu des pouvoirs que lui confère le paragraphe *a*) du présent article.

c) Le Président exécutif, immédiatement après avoir décidé de limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur conformément aux pouvoirs que lui confère le paragraphe *a*) du présent article, convoquera une réunion du Conseil à l'effet de réexaminer cette décision. Cette réunion se tiendra dans un délai de quatorze jours à compter de la date de la limitation ou de la suspension.

Article 28

Autres opérations du stock régulateur

a) Dans des circostances particulières, le Conseil peut autoriser le Directeur à acheter de l'étain provenant d'un stock gouvernemental non commercial ou à vendre de l'étain à un tel stock ou pour le compte de celui-ci conformément aux dispositions de l'article 40. Les dispositions du paragraphe *c*) de l'article 25 ne sont pas applicables à l'étain métal pour lequel une telle autorisation a été donnée.

b) Nonobstant les dispositions des articles 25, 26 et 27, le Conseil peut autoriser le Directeur, si celui-ci ne dispose pas de fonds suffisants, à vendre au prix courant les quantités d'étain nécessaires pour lui permettre de faire face aux dépenses d'exécution résultant de ces opérations.

Article 29

Le stock régulateur et les modifications des taux de change

a) Le président exécutif peut, de sa propre initiative, ou doit, à la demande d'un pays participant, convoquer le Conseil immédiatement en vue de revoir les prix plancher et plafond s'il estime ou si le pays participant estime, selon le cas, que cette revision est nécessaire en raison des modifications survenues dans les taux de change. Les réunions visées dans le présent paragraphe peuvent être convoquées avec un préavis de moins de sept jours.

b) Dans les circonstances prévues au paragraphe *a*) du présent article, le Président exécutif peut, en attendant la réunion du Conseil mentionnée audit paragraphe, limiter ou suspendre provisoirement les opérations du stock régulateur si cette limitation ou suspension lui paraît nécessaire pour empêcher que le Directeur n'achète ou ne vende de l'étain en quantités qui risquent de porter préjudice à la réalisation des fins de l'Accord.

c) Le Conseil peut décider la limitation ou la suspension des opérations du stock régulateur prévue au présent article ou la confirmer. Si le Conseil ne prend pas de décision les opérations du stock régulateur reprennent, si elles ont été provisoirement limitées ou suspendues.

d) Dans un délai de trente jours à compter de la date â laquelle il a décidé la limitation ou la suspension des opérations du stock régulateur prévue au présent article ou l'aura confirmée, le Conseil examinera s'il convient de fixer des prix plancher et plafond provisoires et pourra alors fixer ces prix.

e) Dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date à laquelle il a fixé les prix plancher et plafond provisoires, le Conseil les réexaminera et pourra fixer de nouveaux prix plancher et plafond.

f) Si le Conseil ne parvient pas à fixer des prix plancher et plafond provisoires conformément aux dispositions du paragraphe *d*) du présent article, il pourra, au cours de toute réunion ultérieure, déterminer ce que devront être les prix plancher et plafond.

g) Les opérations du stock régulateur reprendront sur la base des prix plancher et plafond qui auront été fixés conformément aux dispositions des paragraphes *d*), *e*) ou *f*) du present article, selon le cas.

Article 30

Liquidation du stock régulateur à la fin de l'Accord

a) Lorsqu'il fixera, conformément aux dispositions de l'article 33, le tonnage total des exportations autorisees pour une période de contrôle quelconque, le Conseil décidera, compte tenu de l'examen effectué en vue du renouvellement eventuel de l'Accord, conformément au paragraphe *c*) de l'article 53, s'il est nécessaire de réduire le tonnage d'étain métal détenu à cette date dans le stock régulateur. Dans ce cas, le tonnage total des exportations autorisées pourra être fixé, si le Conseil en décide ainsi, à un niveau inférieur au chiffre auquel le Conseil aurait, en d'autres circonstances, arrêté le tonnage total des exportations autorisées pour ladite période.

b) Dans le cadre des instruction du Conseil, le Directeur pourra prélever sur le stock régulateur, pour les vendre à un prix qui sera le prix courant du marché, mais qui ne sera pas inférieur au prix plancher, des quantités d'étain metal égales aux quantités dont le Conseil aura réduit, conformément aux dispositions du paragraphe *a*) du présent article, les tonnages totaux des exportations autorisées.

c) Toutes les opérations du stock régulateur prévues aux articles 25, 26, 27, 28, 29 ou au paragraphe *b*) du présent article cesseront à compter de la date à laquelle le présent Accord prendra fin. Le Directeur ne procédera plus ensuite à de nouveaux achats d'étain métal, et il ne pourra vendre de l'étain métal que si les dispositions du paragraphe *a*) de l'article 31 et du paragraphe *c*) de l'article 32 l'y autorisent ou si le Conseil l'y autorise en application du paragraphe *d*) du présent article.

d) A moins que le Conseil ne substitue de temps à autre d'autres dispositions à celles des articles 31 et 32, le Directeur prendra, pour la liquidation du stock régulateur, les mesures prévues aux articles 31 et 32 et à l'annexe H.

Article 31

Procédure de liquidation

a) Aussitôt que possible après la date à laquelle le présent Accord prendra fin, le Directeur dressera un état estimatif de toutes les dépenses découlant de la liquidation du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article et réservera, par prélèvement sur le solde du compte du stock régulateur, la somme qu'il jugera suffisante pour couvrir ces dépenses. Si le solde du compte du stock régulateur n'est pas suffisant pour couvrir ces dépenses, le Directeur vendra la quantité d'étain métal nécessaire pour se procurer les fonds supplémentaires dont il a besoin.

b) Sous réserve des conditions énoncées au présent Accord et conformément à celles-ci, la part de chaque pays contribuant au stock régulateur lui sera remboursée.

c) i) La part de chaque pays contribuant sera établie conformément à l'annexe H;

ii) A la demande de tous les pays contribuants, le Conseil devra modifier l'annexe H.

Article 32

Attribution et paiement des parts de liquidation

a) Sous réserve des dispositions du paragraphe *a*) de l'article 31, chaque pays contribuant recevra la part qui lui revient des fonds et de l'étain métal disponibles conformément à l'annexe H, étant entendu que, si un pays contribuant a été déchu, conformément aux articles 17, 23, 33, 42, 43 ou 52, d'une partie ou de la totalité de ses droits à participer au produit de la liquidation, sa part dans le remboursement sera réduite proportionnellement, et le reliquat résultant sera réparti entre les autres pays contribuants comme stipulé à la clause iv) de l'annexe H, relative à la répartition d'un déficit.

b) Le rapport entre l'étain métal et les fonds attribués conformément aux dispositions des paragraphes *b*) et *c*) de l'article 31 et du paragraphe *a*) du présent article sera la même pour chacun des pays contribuants.

c) Chaque pays contribuant recevra les fonds qui lui sont attribués conformément à la procédure énoncée à l'annexe H, c'est-à-dire que, selon le cas:

i) Soit l'étain métal attribué à chaque pays participant pourra lui être transféré en livraisons dont le Conseil fixera le nombre et la périodicité dans un laps de temps qui ne saurait en aucun cas dépasser vingt-quatre mois;

ii) Soit, à l'option du pays contribuant, la quantité d'étain que représente telle ou telle de ces livraisons pourra être vendue, et le produit net de la vente pourra être versé au pays intéressé.

d) Lorsque la totalité de l'étain métal aura été liquidée conformément aux dispositions du paragraphe *c*) du présent article, le Directeur répartira entre les pays contribuants, suivant les proportions attribuées à chacun d'eux conformément au paragraphe *c*) de l'article 31 et à l'annexe H, le solde éventuel des fonds mis en réserve conformément au paragraphe *a*) de l'article 31.

CHAPITRE IX: CONTROLE DES EXPORTATIONS

Article 33

Contrôle des exportations

a) Compte tenu de son examen des évaluations de la production et de la consommation faites en application du paragraphe *e*) de l'article 8 et aussi du tonnage d'étain métal et du montant en espèces détenus dans le stock régulateur, du volume des disponibilités et des tendances probables d'autres stocks, du commerce de l'étain, du prix courant de l'étain métal et de tous autres facteurs appropriés, le Conseil peut déterminer de temps à autre les quantités d'étain qui peuvent être exportées par les pays producteurs conformément aux dispositions du présent article et peut déclarer une période de contrôle, et il fixe par la même résolution le tonnage total des exportations autorisées pour cette période de contrôle. En déterminant ce tonnage, il appartient au Conseil d'adapter l'offre à la demande de manière à maintenir le prix de l'étain métal entre le prix plancher et le prix plafond. Le Conseil s'efforce en outre de maintenir dans le stock régulateur

des quantités suffisantes d'étain métal et d'espèces pour rectifier tout écart entre l'offre et la demande qui pourrait résulter de circonstances imprévues.

b) Les périodes de contrôle correspondent à des trimestres, étant entendu que, lorsque la limitation des exportations est établie pour la première fois au cours du présent Accord ou est établie à nouveau après un intervalle au cours duquel il n'y a pas eu de limitation des exportations, le Conseil peut déclarer période de contrôle toute période qui ne soit pas plus longue que cinq mois ou plus courte que deux mois, se terminant le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre ou le 31 décembre.

c) La limitation des exportations par application de l'Accord pendant chaque période de contrôle est subordonnée à une décision du Conseil, et aucune limitation des exportations n'est effective pendant une période quelconque à moins que le Conseil n'ait déclaré cette période comme période de contrôle et n'ait fixé un tonnage total d'exportations autorisées pour celle-ci.

d) Le Conseil peut annuler une période de contrôle déclarée avant son entrée en vigueur ou y mettre fin pendant qu'elle est en cours. Une telle période de contrôle ne sera pas considérée comme une période de contrôle aux fins du paragraphe *i*) et des alinéas ii), iii), et iv) du paragraphe *p*) du présent article.

e) Le Conseil ne déclare une période de contrôle que s'il estime que le tonnage du stock régulateur sera au moins de 10 000 tonnes d'étain métal au début de ladite période, étant entendu que:

i) Si une période de contrôle est déclarée pour la première fois apres un intervalle au cours duquel aucune limitation des exportations n'a été en vigueur, le tonnage adopté pour les besoins du présent paragraphe est de 5 000 tonnes à compter de la date d'entrée en application de la période de contrôle déjà déclarée ou à compter de la date ou des dates et pour la durée que le Conseil décide; et que

ii) Le Conseil, à la majorité répartie des deux tiers, peut, pour toute période de contrôle, réduire la tonnage minimal de 10 000 tonnes ou de 5 000 tonnes prévu, selon le cas.

f) Un tonnage total d'exportations autorisées devenu effectif ne cesse pas de l'être pendant la durée de la période de contrôle à laquelle il se rapporte pour le seul motif que les avoirs du stock régulateur sont devenus inférieurs au tonnage minimal d'étain métal prévu au paragraphe *e*) du présent article ou à tout autre tonnage par lequel le tonnage minimal a été remplacé conformément audit paragraphe.

g) Le Conseil peut déclarer des périodes de contrôle et fixer des tonnages totaux d'exportations autorisées, nonobstant la limitation ou la suspension des opérations du stock régulateur conformément aux dispositions des articles 26, 27 et 29.

h) Un tonnage total d'exportations autorisées fixé précédemment en application du paragraphe *a*) du présent article peut être revisé par le Conseil, étant entendu qu'un tonnage total d'exportations autorisées ne peut être diminué au cours de la période de contrôle à laquelle il se rapporte.

i) Lorsque, conformément aux dispositions du paragraphe *a*) du présent article, le Conseil a déclaré une période de contrôle et fixé le tonnage total des exportations autorisées pour ladite période, il peut en même temps prier tout pays invité à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970, qui exploite aussi sur son territoire ou ses territoires des mines produisant de l'étain, d'appliquer aux exportations d'étain qu'il effectuera, pendant ladite période, sur sa propre production, une limitation dont l'ampleur sera fixée d'un commun accord entre le Conseil et le pays intéressé.

j) Nonobstant les dispositions du présent article, si, en vertu du troisième Accord international sur l'étain, un tonnage total d'exportations autorisées a été fixé pour le dernier trimestre de la période d'application dudit Accord et est toujours en vigueur au moment de l'expiration de cet Accord:

i) Une période de contrôle commençant à la date d'entrée en vigueur du présent Accord est considérée comme ayant été déclarée en vertu du présent Accord; et

ii) Le tonnage total des exportations autorisées pour ladite période de contrôle est calculé en proportion du montant qui avait été fixé en vertu du troisième Accord pour le dernier trimestre de la période d'application dudit Accord, à moins que et jusqu'à ce que ledit tonnage soit modifié par le Conseil conformément aux dispositions du présent article;

étant entendu que, si, au moment de la première session que le Conseil tiendra conformément au présent Accord, le tonnage d'étain métal détenu par le stock régulateur est inférieur à 10 000 tonnes, le Conseil examinera la situation a sa première session et, si une décision de prolonger la période de contrôle n'est pas acquise, la période en question cessera d'être une période de contrôle.

k) Le tonnage total des exportations autorisées pour une période de contrôle quelconque est réparti entre les pays producteurs au prorata des pourcentages qui leur sont alloués à l'annexe A ou au prorata des pourcentages qui peuvent leur être alloués dans un tableau revisé des pourcentages publié conformément au présent Accord, et la quantité d'étain ainsi calculée pour chaque pays pendant une période de contrôle quelconque constitue le tonnage des exportations autorisées pour ce pays pendant ladite période de contrôle.

l) Si, après l'entrée en vigueur du présent Accord, un pays quelconque le ratifie, l'approuve ou l'accepte, ou notifie son intention de la ratifier, de l'approuver ou de l'accepter, ou y adhère, en tant que pays producteur, ou, avec l'approbation du Conseil, est passé de la catégorie des pays consommateurs à celle des pays producteurs, conformément à l'article 5, le Conseil, ayant déterminé le pourcentage de ce pays, détermine à nouveau les pourcentages des autres pays producteurs participants au prorata de leurs pourcentages au moment envisagé.

m) i) Le Conseil examine les pourcentages des pays producteurs et les réajuste conformément aux règles de l'annexe G. Sauf dans le cas du premier réajustement, qui sera opéré à la première session du Conseil, le pourcentage d'un pays producteur ne sera pas réduit, pendant une période quelconque de douze mois, de plus d'un dixième de sa valeur au début de cette période;

ii) Chaque fois que le Conseil se propose de prendre une décision conformément aux règles de l'annexe G, il tient dûment compte de toute situation qu'un pays producteur quelconque a déclaré être exceptionnelle, et il peut, à la majorité répartie des deux tiers, apporter des modifications à la stricte application desdites règles ou y renoncer;

iii) Le Conseil peut, de temps à autre, à la majorité répartie des deux tiers, modifier les règles de l'annexe G, et cette modification prend effet comme si elle avait été incorporée à ladite annexe;

iv) Les pourcentages résultant de la procédure indiquée au présent paragraphe sont publiés et prennent effet à compter du premier jour du trimestre qui suit la date de la décision prise par le Conseil; ils remplacent les pourcentages inscrits à l'annexe A.

n) i) Nonobstant les dispositions du paragraphe *k*) du présent article, le Conseil peut, avec l'assentiment d'un pays producteur, réduire la part de ce pays dans le tonnage total des exportations autorisées et redistribuer le montant de cette réduction entre les autres pays producteurs au prorata des pourcentages de ces pays ou, si les circonstances l'exigent, d'une autre manière;

ii) La quantité d'étain déterminée selon les dispositions de l'alinéa i) du présent paragraphe pour tout pays producteur pendant une période quelconque de contrôle est, aux fins du présent article, considérée comme constituant le tonnage des exportations autorisées pour ce pays pendant ladite période de contrôle.

o) i) Si une pays producteur estime qu'il ne sera probablement pas à même d'exporter pendant une période de contrôle quelconque la quantité d'étain que le tonnage de ses exportations autorisées lui permet d'exporter, il lui incombe de faire au Conseil une déclaration à cet effet, le plus tôt possible et au plus tard deux mois de l'année civile après la date à compter de laquelle ledit tonnages est devenu effectif;

ii) Si le Conseil a reçu une telle déclaration ou s'il estime qu'un pays producteur quelconque ne sera probablement pas à même d'exporter, pendant une période de contrôle quelconque, la quantité d'étain que le tonnage de ses exportations autorisées lui permet d'exporter, le Conseil pourra augmenter le tonnage total des exportations autorisées pour ladite période de contrôle de la quantité qu'il estimera nécessaire pour que le tonnage total requis des exportations autorisées soit réellement exporté.

p) i) Les exportations nettes d'étain de chacun des pays producteurs pendant chaque période de contrôle sont limitées, sauf si le présent article en dispose autrement, au tonnage des exportations autorisées dudit pays pendant ladite période de contrôle;

ii) Si, nonobstant les dispositions de l'alinéa i) du présent paragraphe, les exportations nettes d'étain d'un pays producteur pendant une période de contrôle dépassent de plus de cinq pour cent son tonnage d'exportations autorisées pour ladite période de contrôle, le Conseil peut exiger que ce pays apporte au stock régulateur une contribution supplémentaire ne dépassant pas la quantité dont ses exportations dépassent son tonnage d'exportations autorisées. Cette contribution se fait, au choix du Conseil, soit en étain métal, soit en espèces, ou partie en étain métal et partie en espèces dans les proportions décidées par le Conseil, et avant la date ou les dates que le Conseil fixe. La partie de la contribution qui est éventuellement versée en espèces est calculée sur la base du prix plancher en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent Accord. La partie de la contribution qui est éventuellement versée en étain métal est comprise dans le tonnage des exportations autorisées de ce pays pour la période de contrôle au cours de laquelle ladite contribution est faite et ne vient pas en supplément dudit tonnage;

iii) Si, nonobstant les dispositions de l'alinéa i) du présent paragraphe, pendant quatre périodes de contrôle successives qui, s'il est opportun, comprendront la période de contrôle visée à l'alinéa ii) du présent paragraphe, le total des exportations nettes d'un pays producteur dépasse de plus de un pour cent le total de ses exportations autorisées pour lesdites périodes, le tonnage des exportations autorisées de ce pays peut, pendant chacune des quatre périodes de contrôle subséquentes, être réduit d'un quart du tonnage total exporté en excès ou, si le Conseil en décide ainsi, de toute fraction supérieure à un quart, mais ne dépassant pas la moitié. Cette réduction prend effet pendant et à partir de la période de contrôle qui suit celle au cours de laquelle la décision a été prise par le Conseil;

iv) Si, après lesdites quatre périodes de contrôle successives qualconques (au cours desquelles le total des exportations nettes d'étain d'un pays a été supérieur au tonnage de ses exportations autorisées comme mentionné à l'alinéa iii) du présent paragraphe), le total des exportations nettes d'étain dudit pays pendant quatre autres périodes de contrôle successives quelconques (qui ne comprendront aucune des périodes de contrôle visées à l'alinéa iii) dépasse le total des tonnages d'exportations autorisées pendant lesdites quatre périodes de contrôle, le Conseil peut, outre la réduction imposée au tonnage des exportations autorisées dudit pays conformément aux dispositions de l'alinéa iii), déclarer que ledit pays est déchu d'une partie de ses droits à participer à la liquidation du stock régulateur, cette partie ne pouvant la première fois dépasser le moitié des droits de participation en question. Le Conseil peut, à tout moment et aux conditions qui'il détermine, restituer audit pays la partie de ses droits qui lui a été retirée;

v) Il incombe au pays producteur qui a exporté une quantité d'étain supérieure à son tonnage d'exportations autorisées et au tonnage autorisé par d'autres dispositions du présent article, de prendre le plus tôt possible toutes dispositions utiles pour corriger son infraction à l'Accord. Le fait de n'avoir pas pris lesdites dispositions ou tout retard apporté à cet effet est pris en considération par le Conseil lorsqu'il décide des mesures à prendre en vertu du présent paragraphe.

q) Si, du fait de la fixation ou de la modification du pourcentage d'un pays producteur ou par suite du retrait d'un producteur, la somme des pourcentages n'est plu égale à cent, le pourcentage de chacun des autres pays producteurs est rectifié proportionnellement de manière que le total des pourcentages soit rétabli à cent. Le Conseil publie ensuite, le plus tôt possible, le tableau revisé des pourcentages, qui prend effet, aux fins du contrôle des exportations, à compter du pre-

mier jour de la période de contrôle qui suit celle au cours de laquelle la décision de reviser les pourcentages a été prise.

r) Tout pays producteur prend telles mesures qui peuvent se révéler nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent article et en assurer l'application afin que ses exportations correspondent aussi exactement que possible au tonnage de ses exportations autorisées pendant une période de contrôle quelconque.

s) Aux fins du présent article, le Conseil peut décider que les exportations d'étain d'un pays producteur comprennent l'étain contenu dans un produit quelconque provenant de la production minière du pays en cause.

t) L'étain est réputé avoir été exporté si, pour un pays mentionné à l'annexe C, les formalités indiquées dans ladite annexe en regard du nom du pays considéré ont été remplies,

étant entendu que:

i) Le Conseil peut de temps à autre modifier l'annexe C avec le consentement du pays intéressé, et cette modification prend effet comme si elle avait été incorporée à ladite annexe;

ii) Si un pays producteur exporte de l'étain dans des conditions autres que celles qui sont prevues à l'annexe C, le Conseil décide si cet étain est réputé avoir été exporté aux fins du présent Accord et, dans l'affirmative, fixe la date à laquelle cette exportation sera réputée avoir eu lieu.

u) Aux fins des alinéas ii), iii) et iv) du paragraphe *p*) du présent article, toutes périodes de contrôle pour lesquelles des tonnages totaux d'exportations autorisées ont été fixés et toutes pénalités imposées en vertu de l'article VII du troisième Accord seront, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, considérées comme ayant été fixées ou imposées en vertu du présent article.

Article 34

Exportations spéciales

a) À tout moment après avoir déclaré une période de contrôle et s'il considère que les conditions énoncées a l'annexe D sont remplies, le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, autoriser l'exportation (ciapres dénommée exportations spéciales) d'une quantité déterminée d'étain en plus du tonnage d'exportations autorisées mentionné au paragraph *k*) de l'article 33.

b) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, soumettre les exportations spéciales aux conditions qu'il estime nécessaires.

c) Si les conditions prévues à l'article 36 et les conditions imposées par le Conseil en vertu du paragraph *b*) du présent article sont remplies, il n'est pas tenu compte des exportations spéciales lorsque les dispositions des paragraphes *n*), *o*) et *p*) de l'article 33 sont appliquées.

d) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, modifier à tout moment les conditions énoncées à l'annexe D, étant entendu que cette modification ne doit porter préjudice à aucune opération effectuée par un pays en vertu d'une autorisation reçue ni aux conditions déjà imposées au titre du paragraphe *b*) du présent article.

Article 35

Dépôts spéciaux

a) Un pays producteur peut à tout moment, si le Conseil y consent, effectuer des dépôts spéciaux d'étain métal auprès du Directeur. Un dépôt spécial n'est pas considéré comme faisant partie du stock régulateur et n'est pas à la disposition du Directeur.

b) Un pays producteur qui a informé le Conseil de son intention d'effectuer un dépôt spécial d'étain métal en provenance de son territoire, pour autant qu'il apporte telles preuves que le Conseil peut estimer nécessaires pour établir l'identité du métal ou des concentrés exportés avec l'étain métal faisant l'objet du dépôt spécial, est autorisé à exporter ledit métal ou lesdits concentrés en supplément du tonnage des exportations autorisées qui lui a été alloué en vertu des dispositions de l'article 33, et, sous réserve que ledit pays producteur se soit conformé aux dispositions de l'article 36, les dispositions des paragraphes *n*), *o*) et *p*) de l'article 33 ne sont pas applicables auxdites exportations.

c) Le Directeur n'accepte de dépôt spécial qu'à tel ou tels lieux qui lui conviennent.

d) Le Président exécutif avise les pays participants de la réception de ces dépôts spéciaux, mais au plus tôt trois mois après la date de réception.

e) Un pays producteur qui a effectué un dépôt spécial en étain métal peut retirer tout ou partie de ce dépôt afin de réaliser tout ou partie de son tonnage d'exportations autorisées pour une période de contrôle quelconque. Dans ce cas, le tonnage retiré du dépôt spécial est considéré comme ayant été exporté aux fins de l'article 33 pendant la période de contrôle au cours de laquelle le retrait a été effectué.

f) Au cours de tout trimestre qui n'a pas été déclaré période de contrôle, un dépôt spécial reste à la disposition du pays qui l'a effectué, sous la seule réserve des dispositions du paragraphe *h*) de l'article 36.

g) Tous les frais qu'entraîne un dépôt spécial incombent au pays qui l'a effectué, et ne sont pas à la charge du Conseil.

CHAPITRE X: STOCKS

Article 36

Stocks dans les pays producteurs

a) i) Les stocks d'étain dans un pays producteur qui n'ont pas exportés au sens de la définition que l'annexe C donne pour ce pays ne peuvent à aucun moment, pendant une période de contrôle, dépasser le tonnage indiqué en regard du nom de ce pays à l'annexe E;

ii) Ces stocks ne comprennent pas l'étain en cours de transport entre la mine et le point d'exportation comme défini à l'annexe C;

iii) Le Conseil peut modifier l'annexe E, mais si, ce faisant, il a augmenté le tonnage qui figure dans l'annexe E en regard du nom d'un pays déterminé, il peut imposer des conditions concernant notamment la période et l'exportation ultérieure de ces quantités additionnelles.

b) Toute augmentation de la proportion autorisée aux termes du paragraphe 2 de l'article XIV du troisième Accord et toujours en vigueur au moment de

l'expiration dudit Accord, ainsi que toutes conditions imposées à ce sujet, est considérée comme ayant été autorisée ou imposée par le présent Accord, sauf décision contraire prise par le Conseil dans un délai de dix mois à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord.

c) Tout dèpôt spécial effectué conformément aux dispositions de l'article 35 est déduit du montant des stocks qui, en vertu du présent article, peuvent être détenus pendant une période de contrôle dans le pays producteur intéressé.

d) i) Si, dans tout pays producteur mentionné à l'annexe F, l'extraction du minerai d'étain extrait de son gisement naturel est nécessairement liée à celle des autres minéraux cités dans ladite annexe, et, au cas où, en conséquence, la limitation des stocks prescrite au paragraphe *a*) du présent article limiterait sans raisons valables l'extraction de ces autres minéraux, des stocks supplémentaires de concentrés d'étain peuvent être détenus dans ledit pays, pour autant que le gouvernement de ce pays certifie que l'étain en question a été extrait exclusivement en association avec lesdits autres minéraux et qu'il est effectivement gardé dans ce pays, étant entendu qu'à aucun moment le rapport entre ledit stock supplémentaire et le tonnage des autres minéraux extraits ne dépassera la proportion inscrite à l'annexe F.

ii) Sauf consentement du Conseil, l'exportation de ces stocks supplémentaires ne peut commencer que lorsque tout l'étain métal du stock régulateur a été liquidé; par la suite, ces stocks ne pourront être exportés qu'à raison soit d'un quarantième de l'ensemble, soit de deux cent cinquante tonnes, par trimestre, selon que l'un ou l'autre de ces chiffres est le plus élevé.

e) Les pays figurant à l'annexe E ou à l'annexe F peuvent etablir, en consultation avec le Conseil, les règles applicables au maintien, à la protection et au contrôle desdits stocks supplémentaires.

f) Le Conseil peut, avec le consentement du pays producteur intéressé, modifier les annexes E et F.

g) Chaque pays producteur adresse au Conseil, à des intervalles déterminés par ce dernier, des rapports concernant les stocks d'étain détenus sur son territoire qui n'ont pas été exportés au sens de la définition que l'annexe C donne pour ce pays. Dans ces rapports n'est pas inclus l'étain en cours de transport entre la mine et le point d'exportation comme défini à l'annexe C. Ces rapports indiquent séparément les stocks détenus en vertu des dispositions du paragraphe *d*) du présent article.

h) Tout pays qui détient des dépôts spéciaux en vertu de l'article 35 ou qui est autorisé à augmenter ses tonnages en application des dispositions du paragraphe *a*) du présent article communiquera au Conseil, au plus tard douze mois avant l'expiration du présent Accord, les dispositions qu'il envisage pour l'exportation de des dépôts spéciaux et de tout ou partie de ces tonnages accrus (mais non compris les stocks supplémentaires dont l'exportation est régie par les dispositions du paragraphe *d*) du présent article), et il consultera le Conseil pour rechercher le meilleur moyen d'effectuer l'exportation sans désorganiser, dans la mesure du possible, le marché de l'étain et conformément aux dispositions concernant la liquidation du stock régulateur en vertu de l'article 30. Le pays producteur en question tiendra dûment compte des recommandations du Conseil.

CHAPITRE XI: PÉNURIE D'ÉTAIN

Article 37

Mesures à prendre en cas de pénurie d'étain

a) Si, à un moment quelconque, le Conseil estime qu'il existe ou qu'il risque de se produire une grave pénurie d'étain, le Conseil procède à toutes enquêtes utiles pour lui permettre d'évaluer les besoins et les disponibilités totaux d'étain pour telles périodes qu'il détermine.

b) Au cas où ces enquêtes et études et certain éléments pertinents viendraient confirmer le danger de pénurie, le Conseil:

i) Recommandera aux pays participants de prendre toutes mesures utiles pour assurer une augmentation aussi rapide que possible des tonnages d'étain qu'ils peuvent rendre disponibles;

ii) Pourra inviter les pays participants à conclure avec lui des arrangements pouvant assurer aux pays consommateurs une répartition équitable des quantités d'étain disponibles; et

iii) Observera à tout moment le comportement du marché en vue de prévenir toute pénurie d'étain.

CHAPITRE XII: DISPOSITIONS DIVERSES

Article 38

Normes de travail équitables

Les pays participants déclarent que, pour éviter l'abaissement des niveaux de vie et l'introduction d'éléments de concurrence déloyale dans le commerce mondial, ils veilleront à assurer des normes de travail équitables dans l'industrie de l'étain.

Article 39

Dispositions générales

a) Pendant la durée d'application du présent Accord, les pays participants mettront tout en oeuvre et coopéreront pour favoriser la réalisation des objectifs de l'Accord.

b) Les pays participants s'engagent à se considérer comme liés par toutes les décisions prises par le Conseil en application de l'Accord.

c) Sans diminuer la portée générale du paragraphe *a*) du présent article, les pays participants observeront notamment les conditions suivantes:

i) Aussi longtemps que des quantités suffisantes d'étain seront disponibles pour couvrir entièrement leurs besoins, ile ne devront ni interdire ni restreindre l'usage de l'étain à des utilisations finales déterminées, sauf en des circonstances où de telles interdictions ou restrictions ne seraient pas incompatibles avec d'autres accords internationaux sur le commerce;

ii) Ils créeront des conditions qui favorisent le passage de la production d'étain des entreprises à faible rendement aux entreprises à meilleur rendement; et

iii) Ils encourageront la conservation des ressources naturelles d'étain en empêchant l'abandon prématuré des gisements.

Article 40

Liquidation des stocks d'étain constitués à des fins non commerciales

a) Un pays participant qui désire liquider des stocks d'étain constitués à des fins non commerciales devra consulter le Conseil, avec un préavis suffisant, sur ses intentions en la matière.

b) Lorsqu'un pays participant fera connaître ses intentions au sujet de la liquidation de stocks d'étain constitués à des fins non commerciales, le Conseil engagera sans tarder des consultations officielles avec le pays considéré touchant ces intentions de façon à assurer l'application correcte des dispositions du paragraphe *d*) du présent article.

c) Le Conseil examinera de temps à autre l'avancement des opérations de liquidation et pourra faire des recommandations au pays participant qui procède à ces opérations.

d) Les opérations de liquidation seront effectuées compte dûment tenu de la nécessité de protéger les producteurs, les transformateurs et les consommateurs contre toute désorganisation de leurs marchés habituels qui pourrait être évitée. Il sera également tenu compte des conséquences que la liquidation peut avoir sur l'investissement de capitaux destinés à la recherche et au développement de nouvelles sources d'approvisionnement, ainsi que sur la prospérité et l'expansion de l'industrie minière de l'étain dans les pays producteurs. Les montants et la durée des opérations de liquidation seront tels qu'ils ne gênent pas indûment dans les pays producteurs la production et l'emploi dans l'industrie de l'étaint et qu'il soit évité de porter gravement atteinte à l'économie des pays producteurs participants.

Article 41

Dispositions concernant la sécurité nationale

a) Aucune disposition du présent Accorde ne sera interprétée:

i) Comme obligeant un pays participant à fournir des renseignements dont la divulgation serait, à son avis, contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité;

ii) Comme empêchant un pays participant de prendre, isolément, ou avec d'autres pays, toutes mesures qui seraient, à son avis, nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité lorsque ces mesures se rapportent au commerce des armes, des munitions ou du matériel de guerre ou au commerce d'autres marchandises destinées directement ou indirectement à l'approvisionnement des forces armées d'un pays quelconque, ou sont prises en temps du guerre ou dans d'autres cas de grave tension internationale;

iii) Comme empêchant un pays participant de conclure ou d'appliquer tout accord intergouvernemental (ou tout autre accord conclu au nom d'un pays aux fins définies dans le présent paragraphe) qui serait conclu par les forces armées ou pour leur compte en vue de satisfaire les besoins essentiels de la sécurité nationale d'un ou de plusieurs pays participant à un tel accord;

iv) Comme empêchant un pays participant de prendre toutes mesures résultant des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

b) Les pays participants notifieront, aussitôt que possible, au Président exécutif toutes mesures prises concernant l'étain en application des dispositions des alinéas ii) ou iv) du paragraphe *a*) du présent article, et le Président exécutif en avisera les autres pays participants.

c) Une plainte pourra être adressée au Conseil par tout pays participant qui jugera que, dans le cadre du présent Accord, ses intérêts économiques sont gravement lésés due fait des mesures prises par un ou plusieurs autres pays participants, exception faite des mesures prises en temps de guerre, conformément aux dispositions du paragraphe *a*) du présent article.

d) Au reçu de la plainte, le Conseil procédera à un examen des faits, et il décidera à la majorité du total des voix détenues par tous les pays consommateurs et à la majorité du total des voix détenues par tous les pays producteurs si le pays plaignant est fondé dans ses griefs et, dans l'affirmative, il autorisera celui-ci à se retirer du présent Accord.

Chapitre XIII: PLAINTES ET DIFFÉRENDS

Article 42

Plaintes

a) Toute plainte contre un pays participant qui aurait commis une infraction au présent Accord au sujet de laquelle aucune disposition n'est prévue par ailleurs dans l'Accord sera, à la requête du pays plaignant, déférée au Conseil pour décision.

b) Sauf dispositions contraires prévues dans l'Accord, il ne pourra être constaté d'infraction au présent Accord à la charge d'un pays participant que si une résolution à cet effet a été adoptée. Toute constatation d'une telle infraction devra spécifier la nature et l'étendue de l'infraction.

c) Si, aux termes du présent article, le Conseil constate qu'un pays participant a commis une infraction au présent Accord, il pourra, à moins qu'une autre sanction ne soit prévue par ailleurs dans l'Accord, priver le pays en question de ses droits de vote et de ses autres droits jusqu'à ce qu'il ait remédié à l'infraction ou qu'il se soit autrement acquitté de ses obligations.

d) Aux fins du présent article, l'expression « infraction au présent Accord » sera considérée comme comprenant toute infraction à une condition quelconque imposée par le Conseil ou tout défaut de satisfaire à des obligations imposées par le Conseil à un pays participant conformément à l'Accord.

Article 43

Différends

a) Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de l'Accord qui n'a pu se régler par voie de négociation sera, à la demande de tout pays participant, déféré au Conseil pour décision.

b) Quand un différend est déféré au Conseil en vertu du present article, la majorité des pays participants ou tous pays participants détenant au moins le tiers des voix au Conseil peuvent demander au Conseil de prendre, après discussion approfondie de l'affaire et avant de rendre sa décision, l'opinion du comité consultatif mentionné au paragraphe *c*) du présent article sur les questions en litige.

c) i) A moins que le Conseil n'en décide autrement à l'unanimité des suffrages exprimés, le comité consultatif est composé de:

Deux personnes désignées par les pays producteurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celles qui sont en litige, et l'autre est un juriste qualifié et expérimenté;

Deux personnes de qualifications analogues, désignées par les pays consommateurs; et

Un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes ci-dessus ou, en cas de désaccord, par le Président exécutif;

ii) Les members du comité consultatif siègent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement;

iii) Les dépenses du comité consultatif sont à la charge du Conseil.

d) L'opinion motivée du comité consultatif est soumise au Conseil, qui règle le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

CHAPITRE XIV: DISPOSITIONS FINALES

Article 44

Signature

Le présent Accord sera ouvert, à Londres, auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommé le Gouvernement dépositaire), du 1er juillet 1970 au 29 janvier 1971 inclus, à la signature des pays participant au troisième Accord international sur l'étain et des Gouvernements des Etats indépendants représentés à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970.

Article 45

Ratification, approbation, acceptation

Le présent Accord est sujet à ratification, approbation ou acceptation par les Gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement dépositaire.

Article 46

Entrée en vigueur définitive

a) Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif, pour les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation, dès le moment où, après le 30 juin 1971, ces instruments auront été déposés au nom de gouvernements représentant six des pays producteurs énumérés à l'annexe A, détenant ensemble au moins 950 des voix dénombrées dans ladite annexe, et au moins neuf des pays consommateurs énumérés à l'annexe B, détenant ensemble au moins 300 des voix dénombrées dans ladite annexe.

b) A l'égard de tout Gouvernement signataire qui aura déposé un instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation après l'entrée en vigueur à titre définitif de l'Accord, celu-ci entrera en vigueur à titre définitif à la date du dépôt de cet instrument.

c) Si l'Accord est entré en vigueur à titre provisoire conformément aux dispositions du paragraphe *a*) de l'article 47, dès que des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation auront été déposés au nom de gouvernements représentant des pays remplissant les conditions énoncées au paragraphe *a*) du présent article, l'Accord entrera en vigueur à titre définitif pour lesdits gouvernements.

d) Si l'Accord est entré en vigueur à titre définitif conformément aux dispositions du paragraphe *a*) ou du paragraphe *c*) du présent article, et si un gouvernement qui a déclaré son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord ne dépose pas son istrument de ratification, d'approbation ou d'acception avant l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date d'entrée en vigueur définitive, ledit gouvernement cessera d'être partie à l'Accord, étant entendu que le Conseil pourra, à la demande du gouvernement intéressé, prolonger le délai précité et qu'en outre ledit gouvernement pourra cesser de participer à l'Accord avant l'expiration du délai susmentionné ou de la période d'extension dudit délai, moyennant un préavis d'au moins trente jours donné au Gouvernement dépositaire.

Article 47

Entrée en vigueur provisoire

a) i) Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur définitive du présent Accord qui sont énoncées au paragraphe *a*) de l'article 46 ne sont pas remplies, l'Accord entrera en vigueur à titre provisoire, pour les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation ou qui auront déclaré leur intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord, le jour suivant la date d'expiration du troisième Accord, pourvu que ces instruments ou ces déclarations aient été déposés auprès du Gouvernement dépositaire:

— Le 30 juin 1971 ou, si le troisième Accord est prorogé, à la date d'expiration dudit Accord; et

— Au nom de gouvernements représentant au moins six des pays producteurs énumérés dans l'annexe A détenant ensemble au moins 950 des voix dénombrées dans ladite annexe et au moins neuf des pays

consommateurs énumérés à l'annexe B détenant ensemble au moins 300 des voix dénombrées dans ladite annexe;

ii) A l'égard de tout Gouvernement signataire qui aura déposé un instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation, ou qui aura déclaré son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord pendant qu'il est en vigueur à titre provisoire, l'Accord entrera en vigueur à titre provisoire à la date du dépôt de cet instrument ou de cette déclaration.

b) Si le présent Accord est entré en vigueur à titre provisoire, mais non définitivement au sens de l'article 46, dans les six mois qui suivront l'expiration du troisième Accord, le Président exécutif convoquera le plus tôt possible une ou plusieurs sessions du Conseil afin d'examiner la situation. Si toutefois l'entrée en vigueur reste provisoire, l'Accord prendra fin au plus tard un an après son entrée en vigueur à titre provisoire.

Article 48

Adhésion

a) Tout gouvernement représenté à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970, ou tout pays participant au troisième Accord international sur l'étain aura le droit d'adhérer au présent Accord aux conditions qui seront fixées par le Conseil.

b) Tout autre gouvernement non représenté à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970, qui est Membre des Nations Unies ou membre de ses institutions spécialisées, pourra adhérer au présent Accord aux conditions fixées par le Conseil.

c) En ce qui concerne les droits de vote et les obligations financières, les conditions fixées par le Conseil devront être équitables aussi bien à l'égard des pays désireux d'adhérer à l'Accord qu'à l'égard des autres pays déjà participants.

d) Lors de l'adhésion au présent Accord d'un pays producteur, le Conseil i) fixera, avec le consentement du pays, les tonnages et les pourcentages à inscrire en regard de ce pays dans les annexes E et F, et ii) fixera également, aux fins du contrôle des exportations, les conditions à faire apparaître en regard de son nom dans la partie I de l'annexe C. Les tonnages, pourcentages ou conditions ainsi fixés porteront effet comme s'ils avaient été inscrits dans ces annexes.

e) L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire, qui notifiera l'adhésion à tous les gouvernements intéressés et au Conseil.

Article 49

Participation séparée

Un Gouvernement contractant peut, lorsqu'il dépose son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, ou qu'il déclare avoir l'intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord, ou à tout moment ultérieur, proposer la participation séparée en tant que pays producteur ou en tant que pays consommateur, selon le cas, de tout territoire ou territoires intéressés à la production ou à la consommation d'étain, dont le Gouvernement contractant assure les relations internationales et auquel l'Accord est applicable ou sera applicable quand il entrera en vigueur. Cette participation séparée sera soumise à l'approbation du Conseil, et aux conditions qu'il pourra fixer.

Article 50

Une organisation intergouvernementale ayant des responsabilités en ce qui concerne la négociation d'accords internationaux peut participer à l'Accord international sur l'étain. Une telle organisation n'aura pas ellemême un droit de vote. Pour ce qui est des questions relevant de sa compétence, les droits de vote de ses Etats membres peuvent être exercés collectivement.

Article 51

Amendements

a) Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays producteurs et à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays consommateurs, recommander aux gouvernements contractants d'apporter des amendements à l'Accord. Dans sa recommandation, le Conseil prescrit le délai dans lequel chacun des gouvernements contractants devra notifier au Gouvernement dépositaire s'il ratifie, approuve ou accepte ou s'il refuse l'amendement recommandé.

b) Le Conseil peut prolonger la délai prescrit par lui conformément au paragraphe *a*) du présent article pour la notification de la ratification, de l'approbation ou de l'acceptation.

c) Si, dans le délai fixé en vertu du paragraphe *a*) du présent article ou prolongé en vertu du paragraphe *b*) du présent article, un amendement est ratifié, approuvé ou accepté par la totalité des pays participants, il entrera en vigueur dès que la dernière ratification, approbation ou acceptation aura été reçue par le Gouvernement dépositaire.

d) Un amendement n'entrera pas en vigueur si, dans le délai fixé en vertu du paragraphe *a*) du présent article ou prolongé en vertu du paragraphe *b*) du présent article, il n'est pas ratifié, approuvé ou accepté par les pays participants qui détiennent la totalité des suffrages des pays producteurs et par les pays participants qui détiennent les deux tiers du total des suffrages de tous les pays consommateurs.

e) Si, à l'expiration du délai fixé en vertu du paragraphe *a*) du présent article ou prolongé en vertu du paragraphe *b*) du présent article, un amendement est ratifié, approuvé ou accepté par les pays participants au nom des pays participants qui détiennent la totalité des suffrages des pays producteurs et par les pays participants qui détiennent les deux tiers du total des suffrages de tous le pays consommateurs:

i) L'amendement entrera en vigueur à l'égard des pays participants par lesquels sa ratification, son approbation ou son acceptation a été notifiée, et ce à l'expiration des trois mois qui suivront la réception par le Gouvernement dépositaire de la dernière ratification, approbation ou acceptation nécessaire pour par-

faire la totalité des suffrages des pays producteurs et les deux tiers du total des suffrages de tous le pays consommateurs;

ii) Tout Gouvernement contractant qui n'a pas ratifié, approuvé ou accepté un amendement à la date de son entrée en vigueur cessera à cette date de participer à l'Accord, à moins que ledit Gouvernement contractant ne prouve au Conseil, lors de la première réunion que ce dernier tient après la date d'entrée en vigueur de l'amendement, qu'il lui était impossible de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'amendement par suite de difficultés d'ordre constitutionnel, et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit Gouvernement contractant le délai de ratification, d'approbation ou d'acceptation jusqu'à ce que ces difficultés aient ete surmontées.

f) Si un pays consommateur estime que ses intérêts seront lésés par un amendement, il peut, avant la date d'entrée en vigueur de cet amendement, notifier au Gouvernement dépositaire son retrait de l'Accord. Ce retrait prendra effet à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement. Le Conseil peut, à tout moment, dans les conditions et selon les modalités qu'il juge équitables, autoriser ledit pays à annuler sa notification de retrait.

g) Tout amendement au présent article n'entrera en vigueur que s'il a été ratifié, approuvé ou accepté par la totalité des pays participants.

h) Les dispositions du présent article ne modifient pas les pouvoirs conférés par l'Accord concernant la modification de l'une quelconque des annexes de l'Accord.

Article 52

Retrait

Tout pays participant qui se retire de l'Accord pendant la durée de son application n'a droit à aucune part, ni du produit de la liquidation du stock régulateur dans le cadre des dispositions de l'article 31 ou de l'article 32, ni des autres actifs du Conseil à l'expiration du présent Accord conformément aux dispositions de l'article 53, à moins que le retrait n'ait lieu:

i) Conformément aux dispositions du paragraphe *d*) de l'article 41 ou du paragraphe *f*) de l'article 51, ou

ii) Moyennant un préavis d'au moins douze mois donné au Gouvernement dépositaire un an au moins apres l'entrée en vigueur de l'Accord.

Article 53

Durée, renouvellement, expiration ou résiliation

a) Sauf dispositions contraires prévues au présent article ou au paragraphe *b*) de l'article 47, la durée de l'Accord sera de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur.

b) Le Conseil pourra, à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays producteurs et à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays consommateurs, prolonger la durée de l'Accord d'une ou de plusieurs périodes qui ne dépasseront pas au total douze mois.

c) Le Conseil, dans une recommandation adressée aux gouvernements contractants, au plus tard quatre années après l'entrée en vigueur de l'Accord, leur fera savoir s'il est nécessaire et opportun que l'Accord soit renouvelé et, dans l'affirmative, sous quelle forme; il examinera en même temps la position respective probable de l'offre et la demande d'étain au moment de l'expiration de l'Accord.

d) i) Tout gouvernement contractant pourra à tout moment donner au Président exécutif du Conseil notification écrite de son intention de proposer à la prochaine réunion du Conseil la résiliation de l'Accord;

ii) Si le Conseil adopte cette proposition à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays producteurs et par tous les pays consommateurs, il recommandera aux gouvernements contractants que l'Accord soit résilié;

iii) Si des gouvernements contractants qui détiennent les deux tiers du total des voix de tous les pays producteurs et les deux tiers du total des voix de tous les pays consommateurs font savoir au Conseil qu'ils acceptent cette recommandation, l'Accord sera résilié à la date qui sera fixée par le Conseil, sans que cette date puisse être postérieure à un délai de six mois à compter de la réception par le Conseil de la dernière notification émanant desdits gouvernements contractants.

e) Le Conseil demeurera en fonctions aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour veiller à l'application des dispositions du paragraphe *f*) du présent article, à la liquidation du stock régulateur, ainsi que de tous stocks détenus dans les pays producteurs en vertu de l'article 36, et au respect des conditions imposées par le Conseil en vertu du présent Accord ou en vertu du troisième Accord; le Conseil aura les pouvoirs et exercera les fonctions qui lui sont conférés par le présent Accord dans toute le mesure nécessaire à cet effet.

f) Lors de l'expiration ou de la résiliation de l'Accord:

i) Le stock régulateur sera liquidé conformément aux dispositions des articles 30, 31 et 32;

ii) Le Conseil estimera les engagements qu'il a souscrits à l'égard de son personnel et prendra au besoin des mesures pour assurer, au moyen d'un budget complémentaire du compte administratif tenu en conformité des articles 15 et 16, que les ressources nécessaires seront réunies pour honorer ces engagements;

iii) Tous les engagements du Conseil une fois réglés, autres que ceux qui concernent le compte du stock régulateur, les actifs disponibles seront répartis comme stipulé dans le présent article.

g) Si le Conseil est prorogé ou si un organisme est constitué pour succéder au Conseil, ce dernier transférera à cet organisme ses archives, sa documentation statisque ainsi que tous autres documents qu'il déterminera, et il pourra, à la majorité répartie des deux tiers, décider de transférer à cet organisme tout ou partie de ses autres actifs.

h) Si le Conseil n'est pas prorogé et si un organisme successeur n'est pas constitué:

i) Le Conseil transférera ses archives, sa documentation statistique et tous autres documents au Secrétaire général des Nations Unies ou à telle autre organisation internationale designée par celui-ci ou, en l'absence d'une telle désignation, comme le Conseil le jugera bon;

II) Le reste des actifs du Conseil autres que les fonds sera vendu ou réalisé selon les directives du Conseil;

III) Le produit de cette réalisation et tous autres fonds restant encore à l'actif du Conseil seront alors répartis entre tous les pays participants au prorata du total des contributions faites par ces pays au compte administratif tenu en vertu de l'article 15.

Article 54

Notification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement dépositaire notifiera à tous les gouvernements qui étaient représentés à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970, à tous les gouvernements parties au troisième Accord international sur l'étain, à tous les gouvernements qui ont adhéré au présent Accord conformément aux dispositions de l'article 48, au Secrétaire du Conseil et au Secrétaire général des Nations Unies:

I) Toute signature, ratification, approbation, acceptation ou déclaration d'intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord, communiquée conformément aux articles 44, 45 ou 47;

II) L'entrée en vigueur de l'Accord, à titre tant définitif que provisoire, conformément à l'article 46 ou à l'article 47;

III) Toute adhésion et toute notification de participation séparée conformément à l'article 48 ou à l'article 49 respectivement;

IV) Toute notification de ratification, d'approbation ou d'acceptation d'amendements communiquée conformément à l'article 51, ainsi que leur date d'entrée en vigueur, conformément au même article;

V) Toute notification de retrait et de cessation de participation; et

VI) Toute notification d'expiration ou résiliation de l'Accord, conformément à l'article 53.

Article 55

Copie certifiée conforme de l'Accord

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive de l'Accord, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme de l'Accord dans chacune des langues mentionnées à l'article 56 au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement à l'Accord sera pareillement communiqué au Secrétaire général del Nations Unies.

Article 56

Textes faisant foi

Les textes du présent Accord en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en adressera copie certifiée conforme à chaque gouvernement qui signera l'Accord ou y adhérera, ainsi qu'au Secrétaire du Conseil.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent Accord à la date qui figure en regard de leur signature.

ANNEXE *A*

Pourcentages et voix des pays producteurs

Pays	Pourcentage	Nombre de voix		
		Nombre initial de voix	Complément	Total
Australie	2,82	5	27	32
Bolivie	16,98	5	164	169
Congo (République démocratique du)	4,51	5	44	49
Indonésie	9,14	5	88	93
Malaisie	45,83	5	442	447
Nigéria (République fédérale du)	6,36	5	61	66
Thaïlande	14,36	5	139	144
Total	100,00	35	965	1 000

Note

La liste des pays, les tonnages et les nombres de voix qui figurent dans cette annexe sont ceux qui résultent de la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970, au cours de laquelle a été établi le texte du quatrième Accord international sur l'étain. La liste et les chiffres sont sujets à revision de temps à autre, dans le cadre de l'application des dispositions de l'Accord.

ANNEXE *B*

Tonnages et voix des pays consommateurs

Pays	Tonnages (tonnes métriques)	Nombre de voix		
		Nombre initial de voix	Complément	Total
Autriche	600	5	3	8
Belgique/Luxembourg	2 770	5	15	20
Bulgarie	254	5	1	6
Canada	4 508	5	24	29
Chine (Taiwan)	284	5	2	7
Danemark	737	5	4	9
Espagne	1 798	5	9	14
Etats-Unis d'Amérique	58 970	5	310	315
France	10 430	5	55	60
Hongrie	1 151	5	6	11
Inde	4 234	5	22	27
Italie	6 319	5	33	38
Japon	23 046	5	121	126
Mexique	1 612	5	8	13
Pays-Bas	4 555	5	24	29
Philippines	630	5	3	8
Pologne	3 470	5	18	23
République de Corée	265	5	1	6
République fédérale d'Allemagne	12 010	5	63	68
Royaume-Uni	17 705	5	93	98
Tchécoslovaquie	3 153	5	17	22
Turquie	914	5	5	10
Union des Républiques socialistes soviétiques	6 600	5	35	40
Yougoslavie	1 565	5	8	13
Total	167 580	120	880	1 000

Note

La liste des pays, les tonnages et les nombres de voix qui figurent dans cette annexe sont ceux qui résultent de la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1970, au cours de laquelle a été établi le texte du quatrième Accord international sur l'étain. La liste et les chiffres sont sujets à revision de temps à autre, dans le cadre de l'application des dispositions de l'Accord.

ANNEXE *C*

Partie I

Conditions dans lesquelles l'étain est réputé avoir été exporté pour les besoins du contrôle des exportations

Le texte de l'annexe *C* du présent Accord sera le texte revisé de l'annexe *C* en vigueur à la date d'expiration du troisième Accord international sur l'étain.

Dans le cas de l'Australie, l'étain est réputé être exporté à la date d'expédition indiquée sur le Permis d'exportation de marchandises soumises à restriction (*Restricted Goods Export Permit*) qui est délivré en application du Règlement douanier (Exportations interdites), à condition que l'expédition effective ait lieu dans les quartorze jours qui suivent la date en question.

ANNEXE *C*

Partie II

Importations dans les pays producteurs

A l'effet de déterminer les exportations nettes d'étain aux termes de l'article 33, les importations à déduire des exportations pendant une période de contrôle sont le tonnage importé dans le pays producteur intéressé pendant le trimestre précédant immédiatement la date à laquelle ladite période de contrôle a été déclarée, étant entendu que l'étain importé aux fins de traitement ed exporté n'entre pas en ligne de compte.

ANNEXE *D*

Conditions pour les exportations spéciales

Les conditions mentionnées à l'article 34 sont les suivantes: les exportations spéciales sont destinées à être versées à un stock gouvernemental, et elles ne seront vraisemblablement pas employées à des fins commerciales ou industrielles pendant la durée du présent Accord.

ANNEXE *E*

Stocks dans les pays producteurs aux termes de l'article 36

Pays	Tonnage (tonnes métriques)
Australie	2 200
Bolivie	7 511
Congo (République démocratique du)	2 000
Indonésie	4 126
Malaisie	18 331
Nigéria (République fédérale du) . .	2 185
Thaïlande	5 298

ANNEXE *F*

Stocks supplémentaires nécessairement extraits

Pays	Autre minéral	Étain contenu dans les concentrés pouvant être stockés en supplément pour chaque tonne d'autre minéral extrait: Tonnes
Australie	Tantalo-colombite	1,5
Congo (République démocratique du)	Tantalo-colombite	1,5
Nigéria (République fédérale du)	Colombite	1,5
Thaïlande	Wolfram-scheelite	1,5

ANNEXE *G*

Règles pour le réajustement des pourcentages attribués aux pays producteurs

Règle 1

Le premier réajustement des pourcentages attribués aux pays producteurs aura lieu à la première session que le Conseil tiendra en vertu du présent Accord. Ce réajustement sera fait sur la base des quatre derniers trimestres pour lesquels les chiffres concernant la production d'étain de chaque pays producteur, seront connus.

Règle 2

Les opérations ultérieures de réajustement des pourcentages sont effectuées à des intervalles d'un an, à compter du premier réajustement, sous réserve qu'aucune période postérieure aux trimestres visés par les dispositions de la règle 1 n'ait été déclarée période de contrôle.

Règle 3

Si une période est déclarée période de contrôle, les pourcentages ne sont réajustés qu'a l'issue d'une nouvelle période de quatre trimestres consécutifs qui n'ont pas été déclarés période de contrôle; un nouveau réajustement a lieu alors dès que les chiffres concernant la production d'étain de chaque pays producteur pendant les quatre trimestres consécutifs en question sont connus, et les opérations ultérieures de réajustement sont ensuite effectuées à des intervalles d'un an aussi longtemps qu'aucune période n'a été déclarée période de contrôle. La même procédure est appliquée si une autre période est ultérieurement déclarée période de contrôle.

Règle 4

Aux fins des règles 2 et 3, les opérations de réajustement sont réputées avoir été effectuées à des intervalles d'un an si elles ont eu lieu pendant le même trimestre de l'année civile que les opérations de réajustement précédentes.

Règle 5

Lors de la première opération de réajustement prévue à la règle 1, les nouveaux pourcentages attribués aux pays producteurs seront déterminés au prorata direct de la production d'étain dans chacun d'eux pendant les quatre trimestres visés dans la règle 1.

Règle 6

Pour les opérations de réajustement ultérieures prévues à la règle 2, les nouveaux pourcentages sont calculés de la facon suivante:

i) En ce qui concerne le deuxième réajustement, les pourcentages son fixés au prorata direct de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de vingtquatre mois consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus;

ii) Pour ce qui est du troisième réajustement et de tous les réajustements ultérieurs, les pourcentages sont fixés au prorata direct de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de trente-six mois consécutifs pour laquelle des chiffres sont connus.

Règle 7

Pour les opérations de réajustement ultérieures prévues a la règle 3, les nouveaux pourcentages sont calculés de la façon suivante:

i) En ce qui concerne le premier réajustement ultérieur, les pourcentages sont fixés au prorata direct du montant total de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de douze mois consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus et pendant les quatre trimestres qui ont précédé immédiatement la période de contrôle envisagée;

ii) Pour ce qui est des réajustements suivants, les pourcentages, à condition qu'aucune période n'ait été déclarée période de contrôle, sont fixés au prorata direct de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours des périodes les plus récents de vingtquatre et de trente-six mois consécutifs respectivement pour lesquelles les chiffres sont connus.

Règle 8

Aux fins des règles précédentes, si un pays producteur n'a pas communiqué au Conseil, un mois après la date à laquelle quatre pays producteurs ont fait connaître leurs chiffres de production, ses propres chiffres de production pour une période quelconque de douze mois consécutifs, on calcule sa production pour ladite période de douze mois en multipliant par douze la quantité moyenne produite mensuellement pendant cette période, telle qu'elle ressort des chiffres connus, et en déduisant cinq pour cent du montant ainsi établi.

Règle 9

Les chiffres concernant la production d'étain d'un pays producteur pendant une période antérieure aux quarante-deux mois qui ont précédé la date de réajustement des pourcentages ne sont pas pris en considération aux fins des opérations de réajustement.

Règle 10

Nonobstant les dispositions des règles précédentes, le Conseil peut diminuer le pourcentage attribué à tout pays producteur qui n'a pas exporté le tonnage total autorisé fixé conformément au paragraphe *k*) de l'article 33 ou tout tonnage supérieur accepté par lui conformément au paragraphe *n*) dudit article. Au moment de prendre sa décision, le Conseil admet comme circonstance atténuante le fait que le pays producteur intéressé a renoncé, conformément au paragraphe *n*) de l'article 33, à une partie du tonnage de ses exportations autorisées, à une date permettant aux autres pays producteurs de prendre toutes mesures utiles pour combler ce déficit ou le fait que le pays producteur intéréssé, bien que n'ayant pas exporté le tonnage fixé conformément au paragraphe *o*) de l'article 33, a néanmoins exporté la totalité du tonnage des exportations autorisées fixé conformément aux dispositions du paragraphe *k*) ou du paragraphe *n*) de l'article 33.

Règle 11

Si le pourcentage attribué à un pays producteur est diminué conformément à la règle 10, le pourcentage ainsi rendu disponible est réparti entre les autres pays producteurs au prorata des pourcentages en vigueur à la date à laquelle est prise la décision de procéder à ladite diminution.

Règle 12

Si, en application des règles précédentes, le pourcentage d'un pays producteur tombe au-dessous du chiffre minimal autorisé en vertu de la condition figurant à l'alinéa i) du paragraphe *m*) de l'article 33, il est rétabli à ce chiffre minimal, et les pourcentages des autres pays producteurs sont réduits proportionnellement, de façon que le total des pourcentages s'établises à nouveau à cent.

Règle 13

Au fins de l'alinéa ii) du paragraphe *m*) de l'article 33, peuvent être notamment considérées comme constituant une situation exceptionnelle: une catastrophe nationale, une grève importante ayant paralysé l'industrie extractive de l'étain pendant une période considérable, une interruption sérieuse des fournitures d'énergie ou des transports sur la principale voie de communication conduisant à la côte.

Règle 14

Aux fins des présentes règles, le calcul relatif aux pays producteurs qui sont de gros consommateurs d'étain provenant de leur production minière intérieure sera fondé sur leurs exportations d'étain et non sur la production minière d'étain. Lors du premier réa-

justement de l'annexe A effectué en vertu de la règle 1, le calcul relatif à l'Australie se fera sur la base des quatre derniers trimestres pour lesquels les chiffres concernant les exportations d'étain seront connus, sous réserve que le pourcentage obtenu corresponde à un tonnage non inférieur à 4572 tonnes.

Règle 15

Dans la présente annexe, l'expression "production d'étain" sera réputée se référer exclusivement à la production minière; il ne sera donc pas tenu compte de la productions des fonderies.

ANNEXE *H*

Procédure à suivre pour établir les parts dans le stock régulateur

Pour établir la part de chaque pays contribuant dans le stock régulateur, le Directeur procédera comme suit:

i) Les contributions au stock régulateur de chaque pays contribuant (à l'exclusion d'une contribution volontarie ou partie de contribution volontaire, faite conformément au paragraphe *a*) de l'article 22 et remboursée conformément au paragraphe *c*) du même article) seront évaluées; à cet effet, la valeur d'une contribution ou partie de contribution effectuée en métal par un pays contribuant sera calculée au prix plancher existant à la date d'entrée en vigueur du présent Accord et sera ajoutée aux contributions totale effectuées en espèces par ledit pays.

ii) La valeur de tout l'étain métal détenu par le Directeur à la date à laquelle l'Accord viendra à expiration ou sera résilié, sera calculée sur la base du cours de compensation au comptant de l'étain à la Bourse des métaux de Londres à cettē même date; après mise en réserve de la somme prévue au paragraphe *a*) de l'article 31, le montant de ladite valeur sera ajouté au total des espèces détenues par lui à la même date.

iii) Si la somme totale établie conformément à la clause ii) de la présente annexe est supérieure à la somme totale de toutes les contributions faites au stock régulateur par les pays contribuants (calculée conformément à la clause i) de la présente annexe), l'excédent sera réparti entre les pays contribuant au prorata des contributions totales faites au stock régulateur par chacun d'eux, multipliées par le nombre de jours pendant lesquels lesdites contributions sont restées à la disposition du Directeur et ce jusqu'a l'expiration ou la résiliation de l'Accord. A cet effet, le contributions en étain métal seront évaluées conformément aux dispositions de la clause i) de la présente annexe, et chaque contribution individuelle (en métal ou en espèces) sera multiplée par le nombre de jours pendant lesquels elle est restée à la disposition du Directeur; pour calculer le nombre de jours pendant lesquels une contribution est restée à la disposition du Directeur, il ne sera tenu compte ni du jour auquel la contribution a été recue par lui, ni due jour auquel l'Accord viendra à expiration ou sera résilié. La montant de l'excédent ainsi attribué à chaque pays contribuant sera ajouté au total des contributions dudit pays (calculé conformément à la clause i) de la présente annexe), étant entendu que, en établissmant la répartition dudit excédent, une contribution d'un pays qui a été frappé de déchéanche ne sera pas considerée comme ayant été à la disposition du Directeur pendant la période de déchéanche.

iv) Si la somme totale établie conformément aux dispositions de la clause ii) de la présente annexe est inférieure à la somme totale de toutes les contribution faites au stock régulateur par tous les pays contribuants, le déficit sera réparti entre les pays contribuants au prorata de leurs contributions totales. Le montant du déficit mis à la charge de chaque pays contribuant sera déduit du total des contributions de ce pays. Les contributions visées dans la présente clause seront calculées conformément à la clause i) de la présente annexe.

v) Le résultat des calculs ci-dessus sera, pour chaque pays contribuant, considéré comme le part de ce pays dans le stock régulateur.

For Australia:
Pour l'Australie:
За Австралию:
Por Australia:

R. W. BOSWELL
28th. January 1971

For Austria:
Pour l'Autriche:
За Австрию:
Por Austria:

Wilfried PLATZER
25th. January 1971

For Belgium:
Pour la Belgique:
За Бельгию:
Por Bélgica:

Cette signature est donnée au nom de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

J. Van Den BOSCH
27th. January 1971

For Bolivia:
Pour la Bolivie:
За Боливию:
Por Bolivia:

Gral. LECHIN S.
25 January 1971

For Brazil:
Pour le Brésil:
За Бразилию:
Por el Brasil:

For Bulgaria:
Pour la Bulgarie:
За Болгарию:
Por Bulgaria:

М. ГРИГОРОВ
22 Décembre 1970

For Canada:
Pour le Canada:
За Канаду:
Por el Canadá:

C. S. A. RITCHIE
January 29th 1971

For China:
Pour la Chine:
За Китай
Por China:

Gheng PAONAN
22 Jan. 1971

For the Congo (Democratic Republic of):
Pour le Congo (République démocratique du):
За Демократическую Республику Конго:
Por el Congo (República democrática de):

Gervais BAHIZI
22 Jan. 1971

For Cuba:
Pour Cuba:
За Кубу:
Por Cuba:

For Czechoslovakia:
Pour la Tchécoslovaquie:
За Чехословакию:
Por Checoslovaquia:

Dr. Miloslav RUZEK
14th. January 1971

For Denmark:
Pour le Danemark:
За Данию:
Por Dinamarca:

Erling KRISTIANSEN
28th Jan. 1971

For Finland:
Pour la Finlande:
За Финляндию:
Por Finlandia:

For France:
Pour la France:
За Францию:
Por Francia:

G. de COURCEL
8 Décembre 1970

For the Federal Republic of Germany:
Pour la République fédérale d'Allemagne:
За Федеративную Республику Германии:
Por la República Federal de Alemania:

Karl-GÜNTHER von HASE
27th. January 1971

For Hungary:
Pour la Hongrie:
За Венгрию:
Por Hungría:

Házi VENCEL
30 Décembre 1970

For India:
Pour l'Inde:
За Индию:
Por la India:

20-9-71.

For Indonesia:
Pour l'Indonésie:
За Индонезию:
Por Indonesia:

NURJADIN
12 January 1971

For Israel:
Pour Israël:
За Израиль:
Por Israel:

For Italy:
Pour l'Italie:
За Италию:
Por Italia:

MANZINI
27 Jan 1971

For Japan:
Pour le Japon:
За Японию:
Por el Japón:

M. YUKAWÁ
26th. January 1971

For the Republic of Korea:
Pour la République de Corée:
За Корейскую Республику:
Por la República de Corea:

El WHAN PAI
27 Jan. 1971

For Malaysia:
Pour la Malaisie:
За Малайскую Федерацию:
Por Malasia:

Abdul JAMIL
9th. December, 1970

For Mexico:
Pour le Mexique:
За Мексику:
Por México:

Eduardo SUARÉZ
14 August 1970

For the Netherlands:
Pour les Pays-Bas:
За Нидерланды:
Por los Países Bajos:

J. L. R. HUYDECOPER
27 January 1971

For Nigeria:
Pour la Nigéria:
За Нигерию:
Por Nigeria:

Sule KOLO
28th. Jan. 1971

For Norway:
Pour la Norvège:
За Норвегию:
Por Noruega:

For the Philippines:
Pour les Philippines:
За Филиппины:
Por Filipinas:

For Poland:
Pour la Pologne:
За Польшу:
Por Polonia:

Marian DOBROSIELSKI
15 January 1971

For Portugal:
Pour le Portugal:
За Португалию:
Por Portugal:

For Spain:
Pour l'Espagne:
За Испанию:
Por España:

Santa CRUZ
23 Décembre 1970

For Sweden:
Pour la Suède:
За Швецию:
Por Suecia:

For Switzerland:
Pour la Suisse:
За Швейцарию:
Por Suiza:

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

Alec DOUGLAS-HOME
September 10th 1970

For the United States of America:
Pour les Etats-Unis d'Amérique:
За Соединенные Штаты Америки:
Por los Estados Unidos de América:

For Yugoslavia:
Pour la Yougoslavie:
За Югославию:
Por Yugoslavia:

Dobrivoje VIDIĆ
January 29th. 1971

For Thailand:
Pour la Thaïlande:
За Таиланд:
Por Tailandia:

Konthi SUPHAMONGKHON
20th. January 1971

For Turkey:
Pour la Turquie:
За Турцию:
Por Turquía:

Zeki KUNERALP
January 13, 1971

For the Union of Soviet Socialist Republics:
Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques:
За Союз Советских Социалистических Республик:
Por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas:

М. СМИРНОВСКИЙ
28 Jan. 1971

Intergovernmental organisations referred to in Article 50
Organisations intergouvernementales visées à l'article 50
Межправительственные организации указанные в статье 50
Organizaciones intergubernamentales a cuales se refiere el artículo 50

For the European Economic Community:
Pour la Communauté économique européenne:
За европейское экономическое сообщество:
Por la Comunidad Económica Europea:

Th. C. HIJZEN
27 janvier 1971

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MEDICI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Nota bene: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'Accordo, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

Quarto accordo internazionale sullo stagno

PREAMBOLO

I Governi contraenti, consapevoli:

a) Che gli accordi sui prodotti di base, contribuendo a stabilizzare i prezzi ed a promuovere l'incremento regolare degli introiti d'esportazione e l'espansione continua dei mercati delle materie prime, possono favorire in misura notevole lo sviluppo economico, segnatamente nei paesi produttori in fase di sviluppo,

b) Dell'importanza di una cooperazione continua tra paesi produttori e paesi consumatori, nel quadro dei principi e degli obiettivi fondamentali della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo, mediante un Accordo internazionale su un prodotto di base destinato a contribuire alla soluzione dei problemi concernenti lo stagno,

c) Dell'importanza eccezionale dello stagno per numerosi paesi la cui economia dipende in larga misura dall'esistenza di eque e favorevoli condizioni per la produzione, il consumo o il commercio dello stagno,

d) Della necessità di proteggere e stimolare la prosperità e l'espansione dell'industria dello stagno, particolarmente nei paesi produttori in fase di sviluppo, onde garantire in tal modo approvvigionamenti in stagno sufficienti per salvaguardare gli interessi dei consumatori nei paesi importatori,

e) Dell'importanza, per i paesi produttori di stagno, del mantenimento e dell'incremento del loro potere d'acquisto all'importazione,

f) Dell'opportunità di garantire l'espansione del consumo dello stagno, tanto nei paesi in fase di sviluppo che nei paesi industrializzati,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I: OGGETTO

Articolo 1
Oggetto

Il presente Accordo ha per oggetto:

a) Di stabilire un equilibrio tra la produzione ed il consumo mondiali di stagno e di attenuare le gravi difficoltà che potrebbero essere provocate da un'eccedenza o da una penuria di stagno;

b) Di impedire eccessive fluttuazioni del prezzo dello stagno e degli introiti d'esportazione procurati dallo stagno;

c) Di prendere disposizioni che contribuiscano ad accrescere gli introiti che i paesi produttori, e particolarmente quelli in fase di sviluppo, ricavano dalle loro esportazioni di stagno, aiutando in tal modo questi paesi a procurarsi le risorse necessarie per l'accelerazione del loro sviluppo economico e sociale, tenendo conto nel contempo degli interessi dei consumatori nei paesi importatori;

d) Di assicurare condizioni che permettano di ottenere un ritmo dinamico ed un aumento della produzione di stagno sulla base di introiti remuneratori per i produttori che contribuiscano a garantire un approvvigionamento sufficiente a prezzi equi per i consumatori e ad assicurare un equilibrio a lungo termine tra la produzione ed il consumo;

e) Di impedire la disoccupazione o un'estesa sottoccupazione ed altre gravi difficoltà che potrebbero essere provocate da uno squilibrio tra l'offerta e la domanda di stagno;

f) Di prendere, quando si manifesta o rischia di manifestarsi una penuria di stagno, le opportune misure per garantire un incremento della produzione di stagno ed un'equa ripartizione dello stagno-metallo per attenuare le gravi difficoltà che potrebbero incontrare i paesi consumatori;

g) Di prendere, quando si manifesta o rischia di manifestarsi un'eccedenza di stagno, le opportune misure per attenuare le gravi difficoltà che potrebbero incontrare i paesi produttori;

h) Di prendere in considerazione la liquidazione, da parte di taluni governi, delle scorte di stagno costituite a fini non commerciali e di adottare i provvedimenti atti ad evitare tutte le incertezze e difficoltà che potrebbero manifestarsi;

i) Di prendere costantemente in considerazione la necessità di valorizzare e di sfruttare nuovi giacimenti di stagno e di promuovere, tra l'altro grazie ai mezzi di assistenza tecnica e finanziaria delle Nazioni Unite e di altre organizzazioni del sistema delle Nazioni Unite, i metodi più efficaci di estrazione, di concentrazione e di trattamento dei minerali di stagno;

j) Di proseguire l'opera intrapresa dal Consiglio internazionale dello stagno durante il primo, il secondo ed il terzo Accordo internazionale sullo stagno.

CAPITOLO II: DEFINIZIONI

Articolo 2
Definizioni

Ai fini del presente Accordo, si intende per:

Stagno, lo stagno-metallo o qualsiasi altro stagno raffinato o lo stagno contenuto in concentrati o nel minerale di stagno estratto dal suo giacimento naturale. Ai fini di questa definizione, il « minerale » è reputato escludere: *a*) la materia estratta dal giacimento ad un fine diverso dal suo trattamento, *b*) la materia che è stata scartata durante il trattamento;

Stagno-metallo, lo stagno raffinato di buona qualità mercantile di titolo eguale o superiore al 99,75 per cento;

Scorta regolatrice, la scorta regolatrice costituita e gestita conformemente alle disposizioni del capitolo VIII del presente Accordo;

Stagno-metallo detenuto, gli averi in stagno metallo della scorta regolatrice, ivi compreso lo stagno-metallo acquistato per la scorta regolatrice, ma non ancora ricevuto, e ad esclusione del metallo venduto dal Direttore della scorta regolatrice, ma non ancora consegnato;

Tonnellata, la tonnellata metrica, ossia 1.000 chilogrammi;

Esportazioni nette, il quantitativo esportato alle condizioni enunciate nella parte I dell'Allegato C del presente Accordo, meno il quantitativo importato, determinato conformemente alla parte II del suddetto Allegato;

Paese partecipante, un paese il cui Governo ha ratificato, approvato o accettato il presente Accordo o ha notificato la sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare il presente Accordo, o vi ha aderito, o un territorio o più territori la cui partecipazione separata è diventata effettiva conformemente alle disposizioni dell'articolo 49, o, secondo il contesto, il Governo di tale paese, di tale territorio o di detti territori;

Paese produttore, un paese partecipante che il Consiglio ha dichiarato, con il consenso di tale paese, essere un paese produttore;

Paese consumatore, un paese partecipante che il Consiglio ha dichiarato, con il consenso di tale paese, essere un paese consumatore;

Paese contribuente, un paese partecipante che detiene partecipazioni nella scorta regolatrice;

Maggioranza semplice, la maggioranza dei suffragi espressi dai paesi partecipanti, contati insieme;

Maggioranza ripartita semplice, la maggioranza dei suffragi espressi dai paesi produttori e la maggioranza dei suffragi espressi dai paesi consumatori, contati separatamente;

Maggioranza ripartita dei due terzi, la maggioranza dei due terzi dei suffragi espressi dai paesi produttori e la maggioranza dei due terzi dei suffragi espressi dai paesi consumatori, contati separatamente;

Entrata in vigore, salvo se l'espressione sia altrimenti precisata, l'entrata in vigore iniziale del presente Accordo, che essa sia provvisoria, a norma dell'articolo 47, o definitiva, a norma dell'articolo 46.

Periodo di controllo, un periodo che è stato dichiarato tale dal Consiglio e per il quale è stato fissato un tonnellaggio totale d'esportazione autorizzato;

Trimestre, un trimestre che ha inizio il 1° gennaio, il 1° aprile, il 1° luglio o il 1° ottobre;

Esercizio finanziario, un periodo di un anno con inizio al 1° luglio e termine al 30 giugno dell'anno seguente.

CAPITOLO III: CLASSIFICAZIONE DEI MEMBRI DEL CONSIGLIO

Articolo 3
Partecipazione al Consiglio

Ciascun Governo contraente costituisce un solo membro del Consiglio, fatta salva l'eccezione prevista allo articolo 49.

Articolo 4
Categorie di partecipanti

a) Ciascun membro del Consiglio è dichiarato dal Consiglio, con il consenso del paese interessato, essere un paese produttore o un paese consumatore, non appena il Consiglio sarà stato avvisato dal Governo depositario che detto membro ha depositato il proprio strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione, conformemente all'articolo 45 o all'articolo 48, ovvero ha depositato la lettera in cui è indicata la sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare il presente Accordo, conformemente all'articolo 47.

b) La classificazione in paesi produttori e paesi consumatori viene effettuata rispettivamente sulla base della produzione mineraria interna e del consumo di stagno-metallo, restando inteso che:

i) La classificazione di un paese produttore, che sia un importante consumatore di stagno-metallo proveniente dalla propria produzione mineraria interna, avviene, con il consenso del paese in parola, sulla base delle sue esportazioni di stagno;

ii) La classificazione di un paese consumatore, la cui produzione mineraria interna rappresenta una proporzione importante dello stagno che esso consuma avviene, con il consenso del paese in parola, sulla base delle sue importazioni di stagno.

c) Ciascuno Governo contraente può far conoscere, nello strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione o nella lettera in cui indica la sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare l'Accordo, a quale categoria di paesi partecipanti esso ritiene di dover appartenere.

d) Nella prima riunione che esso terrà dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, il Consiglio prenderà le decisioni necessarie per l'applicazione del presente articolo alla maggioranza dei suffragi espressi dai paesi partecipanti elencati nell'Allegato A ed alla maggioranza dei suffragi espressi dai paesi partecipanti nell'Allegato B; il calcolo dei suffragi sarà fatto separatamente ed i diritti di voto dovranno essere conformi agli Allegati A e B dell'Accordo.

Articolo 5
Cambiamento di categoria

a) Quando la situazione di un paese partecipante è passata da quella di paese consumatore a quella di paese produttore, o viceversa, il Consiglio, a richiesta di detto paese o di propria iniziativa con il consenso del paese in parola, prende in considerazione questa nuova situazione e determina i tonnellaggi o le percentuali applicabili.

b) Il Consiglio fissa la data alla quale entreranno in vigore i tonnellaggi o le percentuali, o gli uni e le altre secondo il caso, che esso ha adottato conformemente al paragrafo *a)* del presente articolo.

c) A decorrere dalla data fissata dal Consiglio in virtù del paragrafo *b)* del presente articolo, il Governo contraente interessato cessa di fruire dei diritti e privilegi o di essere tenuto a rispettare gli obblighi riconosciuti o imposti dal presente Accordo ai paesi iscritti nella categoria cui esso apparteneva e fruisce dei diritti e privilegi ed è tenuto a rispettare tutti

gli obblighi riconosciuti o imposti dal presente Accordo ai paesi iscritti nella categoria cui ora appartiene, restando inteso che:

i) Se, in seguito ad un cambiamento di categoria, un paese produttore diventa un paese consumatore, esso conserva tuttavia il diritto di partecipare, alla fine dell'Accordo, alla liquidazione della scorta regolatrice, conformemente alle disposizioni degli articoli 30, 31 e 32;

ii) Se, in seguito ad un cambiamento di categoria, un paese consumatore diventa un paese produttore, le condizioni imposte dal Consiglio a detto paese saranno altrettanto eque per il paese in parola che per gli altri paesi produttori già partecipanti all'Accordo.

CAPITOLO IV: ORGANIZZAZIONE ED AMMINISTRAZIONE

Articolo 6

Il Consiglio internazionale dello stagno

a) Il Consiglio internazionale dello stagno (in appresso denominato il Consiglio), istituito a norma dei precedenti Accordi internazionali sullo stagno, continuera ad esistere con la composizione, i poteri e le funzioni previsti dal quarto Accordo internazionale sullo stagno per assicurare l'attuazione delle disposizioni di detto Accordo.

b) A meno che esso non decida altrimenti, il Consiglio ha la sua sede a Londra.

Articolo 7

Composizione del Consiglio internazionale dello stagno

a) Il Consiglio è composto di tutti i paesi partecipanti.

b) i) Ciascun paese partecipante è rappresentato nel Consiglio da un delegato. Ciascun paese può designare delegati supplenti e consiglieri per assistere alle sessioni del Consiglio.

ii) Un delegato supplente è abilitato ad agire ed a votare in nome del delegato in assenza di questo ultimo o in altre circostanze speciali.

Articolo 8

Poteri e funzioni del Consiglio

Il Consiglio:

a) Ha ogni potere ed espleta tutti i compiti necessari all'amministrazione ed al funzionamento del presente Accordo.

b) Stabilisce il proprio regolamento interno.

c) Riceverà dal Presidente esecutivo, ogni volta che lo richiederà, qualsiasi informazione concernente gli attivi e le operazioni della scorta regolatrice che esso riterrà necessarie per espletare le proprie funzioni conformemente all'Accordo.

d) Può chiedere ai paesi partecipanti di fornire tutti i dati necessari concernenti la produzione, il consumo, il commercio internazionale e le giacenze, nonchè qualsiasi altra informazione necessaria per una soddisfacente amministrazione dell'Accordo, che non siano incompatibili con le disposizioni dell'articolo 41 relative alla sicurezza nazionale; i paesi dovranno compiere ogni sforzo per fornire le informazioni richieste.

e) Valuta, almeno una volta per trimestre, la produzione ed il consumo probabili di stagno durante il trimestre successivo e può altresì stimare l'influenza degli altri fattori relativi alla posizione statistica globale dello stagno durante lo stesso periodo.

f) Prende le disposizioni necessarie affinchè i problemi a breve e lungo termine dell'industria mondiale dello stagno formino oggetto di uno studio continuo; a tal fine, esso intraprenderà o farà seguire tutti gli studi che gli sembreranno opportuni sui problemi dell'industria dello stagno.

g) Si tiene informato circa le nuove utilizzazioni dello stagno e lo sviluppo dei prodotti di sostituzione che potrebbero surrogare lo stagno nelle sue utilizzazioni tradizionali.

h) Incoraggia una più ampia partecipazione alle organizzazioni che dedicano la loro attività alla ricerca con lo scopo di promuovere il consumo dello stagno.

i) Ha il potere di contrarre prestiti per le necessità del conto amministrativo fissato all'articolo 15.

j) i) Pubblicherà, dopo la fine di ciascun esercizio finanziario, una relazione sulla sua attività durante detto esercizio;

ii) Pubblicherà, dopo la fine di ciascun trimestre (ma non prima di tre mesi dopo la fine di tale trimestre, salvo decisione contraria del Consiglio) una situazione indicante il tonnellaggio di stagno-metallo detenuto alla fine del trimestre in parola.

k) Può istituire i comitati che egli reputa necessari per aiutarlo nell'espletamento delle sue funzioni e può fissare il loro mandato; salvo decisione contraria del Consiglio, questi comitati possono stabilire il loro regolamento interno.

l) i) Può delegare in qualunque momento, alla maggioranza ripartita dei due terzi, a qualsiasi comitato quei poteri del Consiglio che non richiedono una maggioranza ripartita semplice, ad esclusione dei poteri concernenti:

— la fissazione dei contributi di cui all'art. 16,

— il prezzo minimo ed il prezzo massimo di cui agli articoli 19 e 29,

— il controllo delle esportazioni di cui all'articolo 33,

— le misure da prendere in caso di penuria di stagno di cui all'articolo 37;

ii) Fissa, alla maggioranza ripartita dei due terzi, il mandato dei suddetti comitati e ne designa i membri;

iii) Può ritirare in qualunque momento, alla maggioranza semplice, qualsiasi delega di poteri ad uno dei suddetti comitati o annullarne la costituzione.

m) Prende ogni utile disposizione per avviare consultazioni e collaborare con:

i) L'Organizzazione delle Nazioni Unite, i suoi organi competenti (in particolare, la Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo), le istituzioni specializzate, le altre organizzazioni del sistema delle Nazioni Unite e le organizzazioni intergovernative appropriate;

ii) I paesi non partecipanti che sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membri delle sue istituzioni specializzate o che erano parti contraenti dei precedenti Accordi internazionali sullo stagno.

Articolo 9

Presidente esecutivo e Vicepresidenti del Consiglio

a) Il Consiglio, alla maggioranza ripartita dei due terzi e con scheda scritta, designa un Presidente esecutivo indipendente, che può avere la cittadinanza di uno dei paesi partecipanti. La designazione del Presidente esecutivo sarà iscritta all'ordine del giorno della prima sessione che il Consiglio terrà dopo l'entrata in vigore del presente Accordo.

b) Il Presidente esecutivo non può aver esercitato funzioni attive nell'industria o nel commercio dello stagno nei cinque anni precedenti la sua designazione; inoltre, esso deve rispondere alle condizioni di cui all'articolo 13.

c) Il Consiglio fissa la durata del mandato del Presidente esecutivo, nonché le condizioni alle quali esercita le sue funzioni.

d) Il Presidente esecutivo presiede alle riunioni del Consiglio; esso non partecipa al voto.

e) Ogni anno il Consiglio elegge un primo Vicepresidente ed un secondo Vicepresidente, scelti alternativamente, per un esercizio finanziario, tra i rappresentanti dei paesi produttori e, per l'esercizio seguente, tra i rappresentanti dei paesi consumatori.

f) In caso di assenza momentanea del Presidente esecutivo, il primo Vicepresidente o, in mancanza, il secondo Vicepresidente, agendo in qualità di Presidente esecutivo, può soltanto presiedere alle riunioni, a meno che il Consiglio non decida altrimenti. In caso di dimissioni o di incapacità permanente del Presidente esecutivo, il Consiglio designa un nuovo Presidente esecutivo.

g) Un Vicepresidente che agisca in qualità di Presidente esecutivo non partecipa al voto; il diritto di voto del paese che egli rappresenta può essere esercitato conformemente alle disposizioni del comma ii) del paragrafo *b*) dell'articolo 7 e del paragrafo *c*) dell'articolo 12.

Articolo 10

Sessioni del Consiglio

a) Il Consiglio tiene almeno quattro sessioni all'anno.

b) Il Governo depositario convocherà a Londra la prima sessione del Consiglio in virtù del presente Accordo. Tale sessione avrà inizio non oltre otto giorni dopo l'entrata in vigore dell'Accordo.

c) Il Presidente esecutivo o, in caso di impedimento di questo ultimo il Segretario previa consultazione del primo Vicepresidente e in suo nome, è tenuto a convocare il Consiglio se un paese partecipante ne fa domanda o quando le disposizioni dell'Accordo lo esigono. Il Presidente esecutivo può inoltre convocare il Consiglio di propria iniziativa.

d) Salvo decisione contraria del Consiglio, le riunioni hanno luogo presso la sede del Consiglio. Esse sono indette con un preavviso di almeno sette giorni, salvo in caso di sessioni convocate conformemente all'articolo 29.

e) A ciascuna riunione del Consiglio, il quorum è reputato raggiunto allorché i rappresentanti presenti detengono i due terzi del totale dei voti di tutti i paesi produttori ed i due terzi del totale dei voti di tutti i paesi consumatori. Se, in una qualunque sessione del Consiglio, il quorum suindicato non è raggiunto, sarà convocata una nuova sessione dopo un termine di almeno sette giorni; in questa nuova sessione il quorum sarà reputato raggiunto se i rappresentanti presenti detengono più di 1.000 voti.

Articolo 11

Ripartizione dei voti

a) I paesi produttori detengono insieme 1.000 voti che sono ripartiti in modo che ciascuno dei paesi in parola riceva un numero iniziale di cinque voti cui si aggiunge una quota per quanto possibile vicina alla frazione rappresentata, rispetto al totale delle percentuali dell'insieme dei paesi produttori, dalla percentuale da attribuire a tale paese, come indicato all'Allegato A o pubblicato di tanto in tanto, conformemente al paragrafo *q*) dell'articolo 33.

b) I paesi consumatori detengono insieme 1.000 voti che sono ripartiti in modo che ciascuno dei paesi in parola riceva un numero iniziale di cinque voti cui si aggiunge una quota per quanto possibile vicina alla frazione rappresentata, rispetto al totale dei tonnellaggi dell'insieme dei paesi consumatori, dal tonnellaggio di tale paese, come indicato all'Allegato B restando inteso che:

i) Se il numero dei paesi consumatori è superiore a trenta, il numero iniziale di voti di ciascuno dei paesi consumatori sarà il numero intero più elevato possibile, purché la somma di tutti i voti iniziali per l'insieme dei paesi consumatori non oltrepassi mai 150;

ii) Quando un paese che non figura nell'Allegato B ratifica, approva, accetta o notifica la sua intenzione di ratificare, di approvare, di accettare l'Accordo o vi aderisce in qualità di paese consumatore o passa, conformemente all'articolo 5 del presente Accordo, dalla categoria dei paesi produttori a quella dei paesi consumatori, il Consiglio determina e pubblica un tonnellaggio per tale paese; a decorrere dalla data decisa dal Consiglio, detto tonnellaggio viene applicato ai fini del presente articolo come se si trattasse di un tonnellaggio iscritto nell'Allegato B;

iii) Nella prima sessione il Consiglio potrà rivedere l'Allegato B; esso pubblicherà l'Allegato riveduto che sarà immediatamente applicabile ai fini del presente articolo;

iv) Successivamente, nel corso di riunioni tenute durante il secondo trimestre di ciascun anno civile, il Consiglio esaminerà le cifre del consumo di stagno di ciascun paese consumatore durante gli ultimi tre anni civili trascorsi e pubblicherà i tonnellaggi riveduti che competono a ciascun paese consumatore; questi tonnellaggi costituiscono la media delle suddette cifre di consumo. Essi saranno applicabili ai fini del presente articolo a decorrere dal 1° luglio successivo come se si trattasse dei tonnellaggi iscritti all'Allegato B.

c) Se conseguentemente al fatto che uno o più dei paesi elencati nell'Allegato A o nell'Allegato B non hanno ratificato, approvato, accettato o notificato la loro intenzione di ratificare, di approvare o di accet-

tare il presente Accordo o in applicazione delle disposizioni del presente Accordo o conseguentemente al fatto che un paese partecipante ha cambiato categoria, il numero totale dei voti dei paesi consumatori o il numero totale dei voti dei paesi produttori diventa inferiore a 1.000, i voti disponibili saranno ripartiti tra gli altri paesi produttori o gli altri paesi consumatori, secondo il caso, in una proporzione per quanto possibile vicina ai voti che essi già detengono, fatta deduzione in ciascun caso del numero iniziale di voti e restando inteso che non vi possono essere frazioni di voto.

d) Nessun paese partecipante puo disporre di più di 450 voti.

e) Non vi possono essere frazioni di voto.

Articolo 12

Procedura di voto del Consiglio

a) Il voto emesso da ciascun membro del Consiglio esprime il numero di voti che esso detiene nel Consiglio. Nel votare, un delegato non può scindere i suoi voti. Un delegato che si astiene sarà considerato come se non avesse votato.

b) Salvo disposizioni contrarie, le decisioni del Consiglio sono prese alla maggioranza ripartita semplice.

c) Ogni paese partecipante può, nelle forme che saranno approvate dal Consiglio, autorizzare qualsiasi altro paese partecipante a rappresentare i propri interessi e ad esercitare i propri diritti di voto nel corso di una riunione del Consiglio.

Articolo 13

Il personale del Consiglio

a) Il Presidente esecutivo designato conformemente all'articolo 9 è responsabile davanti al Consiglio dell'amministrazione e dell'esecuzione del presente Accordo, in conformità con le decisioni prese dal Consiglio.

b) Il Presidente esecutivo è inoltre responsabile dell'amministrazione dei servizi e del personale del Segretariato di cui il Consiglio dispone presso la propria sede.

c) Il Consiglio nomina un Segretario del Consiglio ed un Direttore della scorta regolatrice (in appresso denominato il Direttore) e fissa le condizioni d'occupazione e le funzioni di questi due funzionari.

d) Il Consiglio impartisce direttive al Presidente esecutivo per quanto concerne il modo in cui il Direttore deve assolvere gli obblighi enunciati nell'Accordo e qualsiasi altro obbligo complementare che potrebbe essere determinato dal Consiglio.

e) Il Presidente esecutivo è assistito dal personale che il Consiglio reputa necessario. Tutto il personale, in particolare il Segretario del Consiglio ed il Direttore è responsabile davanti al Presidente esecutivo. Il metodo di assunzione e le condizioni di occupazione del personale devono essere approvati dal Consiglio.

f) Il Presidente esecutivo ed il personale del Consiglio non possono detenere alcun interesse finanziario nell'industria o nel commercio dello stagno o devono rinunciare agli interessi che vi detengono; essi non solleciteranno né accetteranno, per quanto concerne le loro funzioni ed i loro obblighi, alcuna istruzione da alcun governo né da alcuna persona o autorità diversa dal Consiglio o da qualsiasi altra persona che agisca in nome del Consiglio, conformemente alle disposizioni dell'Accordo.

g) Né il Presidente esecutivo, né il Direttore, né alcun altro membro del personale del Consiglio possono divulgare informazioni concernenti l'esecuzione o l'amministrazione dell'Accordo, fatto salvo quanto può essere autorizzato dal Consiglio o quanto è necessario per l'esercizio delle loro funzioni nell'ambito dell'Accordo.

CAPITOLO V: PRIVILEGI E IMMUNITA'

Articolo 14

Privilegi e immunità

a) In ciascun paese partecipante vengono concesse al Consiglio tutte le agevolazioni di cambio necessarie all'esercizio delle funzioni che gli incombono in virtù del presente Accordo.

b) Il Consiglio ha personalità giuridica. Esso ha in particolare la capacità di stipulare, di acquistare e di alineare beni mobili e immobili nonché di stare in giudizio.

c) In ciascun paese partecipante il Consiglio fruisce, per quanto la legislazione in vigore in tale paese lo consenta, degli esoneri fiscali sui suoi averi, redditi ed altri beni, che possono essere necessari per l'esercizio delle funzioni che gli incombono in virtù del presente Accordo.

d) Il paese membro sul cui territorio è situata la sede del Consiglio (in appresso denominato il « paese membro ospitante ») conclude con il Consiglio, appena possibile dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, un accordo da approvare da parte del Consiglio, concernente lo statuto, i privilegi e le immunità del Consiglio, del suo Presidente esecutivo, del suo personale e dei suoi esperti, nonché dei rappresentanti dei paesi membri durante i soggiorni che l'esercizio delle loro funzioni li induce ad effettuare sul territorio del paese membro ospitante.

e) L'accordo di cui al paragrafo *d*) è indipendente dal presente Accordo. Esso stipula le condizioni alle quali prende fine.

f) Il paese membro ospitante esonera da ogni imposizione fiscale le retribuzioni pagate dal Consiglio agli impiegati che non sono cittadini di tale paese.

CAPITOLO VI: DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Articolo 15

Disposizioni finanziarie

a) i) Per l'amministrazione e l'esecuzione del presente Accordo vengono tenuti due conti: il conto amministrativo ed il conto della scorta regolatrice;

ii) Le spese amministrative del Consiglio, ivi compresa la retribuzione del Presidente esecutivo, del Segretario, del Direttore e del personale vengono imputate al conto amministrativo;

iii) Tutte le spese che sono imputabili unicamente a transazioni o ad operazioni della scorta regolatrice, ivi comprese le spese derivanti dai prestiti, dalla messa in deposito, dalle commissioni e assicurazioni, sono

finanziate dai contributi alla scorta regolatrice dovuti dai paesi contribuenti in virtù del presente Accordo e sono imputate dal Direttore al conto della scorta regolatrice. L'imputazione a tale conto di qualsiasi altra categoria di spese viene determinata dal Presidente esecutivo.

b) Le spese effettuate dai delegati presso il Consiglio o dai loro supplenti e consiglieri non incombono al Consiglio.

Articolo 16

Il conto amministrativo

a) Il Consiglio approverà, nella prima sessione che terrà dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il bilancio preventivo del conto amministrativo per il periodo che intercorre tra la data dell'entrata in vigore dell'Accordo e la fine dell'esercizio finanziario. In seguito, esso approva un bilancio annuo analogo per ogni esercizio finanziario. Qualora ad un momento qualsiasi nel corso di un esercizio finanziario il saldo che sussiste nel conto amministrativo appaia, a causa di circostanze impreviste che si sono verificate o che rischiano di verificarsi, insufficiente per fare fronte alle spese amministrative del Consiglio, quest'ultimo può approvare il bilancio complementare necessario per il resto dell'esercizio finanziario in questione.

b) Sulla base di tali bilanci, il Consiglio fissa in lire sterline il contributo di ciascun paese partecipante al conto amministrativo; ogni paese è tenuto a versare integralmente il proprio contributo al Consiglio appena gli viene notificata la cifra così stabilita.

Ogni paese partecipante paga, per ciascun voto che detiene in sede di Consiglio al momento della fissazione del suo contributo, un duemillesimo dell'ammontare totale richiesto, restando inteso che il contributo totale di un paese non può in alcun caso essere inferiore a 200 lire sterline per esercizio finanziario.

Articolo 17

Versamento dei contributi in contanti

a) Il versamento nel conto amministrativo dei contributi dei paesi partecipanti in virtù degli articoli 16 e 53, i versamenti in contanti dei paesi contribuenti al conto della scorta regolatrice in virtù degli articoli 21, 22 e 23, i versamenti dal conto amministrativo ai paesi partecipanti in virtù dell'articolo 53 ed i versamenti in contanti dal conto della scorta regolatrice ai paesi contribuenti in virtù degli articoli 21, 22, 23, 31 e 32, vengono fatti in sterline o, a scelta del paese interessato, in una moneta liberamente convertibile in sterline sul mercato dei cambi a Londra.

b) Ogni paese partecipante che, entro un termine di sei mesi a decorrere dalla notifica dell'ammontare del suo contributo al conto amministrativo, non vi avesse provveduto al versamento, può essere privato dal Consiglio del diritto di voto. Qualora detto paese non abbia versato il proprio contributo entro un termine di 12 mesi a decorrere dalla data di notifica, esso può essere privato dal Consiglio di ogni altro diritto che possiede in virtù dell'Accordo, restando inteso che, non appena ricevuto la somma del contributo dovuto, il Consiglio consentirà che il paese interessato eserciti nuovamente i diritti di cui esso fosse stato privato ai sensi del presente paragrafo

Articolo 18

Verifica e pubblicazione dei conti

Il Consiglio pubblica, al più preso possibile dopo la chiusura di ciascuno esercizio finanziario, il conto amministrativo ed il conto della scorta regolatrice verificati da verificatori indipendenti, restando inteso che i conti della scorta regolatrice saranno pubblicati soltanto dopo un periodo di tre mesi successivo alla chiusura dell'esercizio finanziario cui si riferiscono.

CAPITOLO VII: PREZZO MINIMO E PREZZO MASSIMO

Articolo 19

Prezzo minimo e prezzo massimo

a) Ai fini del presente Accordo è istituito, per lo stagno-metallo, un prezzo minimo ed un prezzo massimo.

b) I prezzi minimo e massimo iniziali sono quelli che erano in vigore durante il terzo Accordo alla data di scadenza di detto Accordo.

c) Il margine che separa il prezzo minimo dal prezzo massimo sarà diviso in tre quote. Il Consiglio potrà, in una riunione qualsiasi, fissare i limiti di qualunque quota.

d) i) Nella prima sessione che terrà dopo l'entrata in vigore del presente Accordo e, successivamente, di tanto in tanto o conformemente alle disposizioni dell'articolo 29, il Consiglio esaminerà se il prezzo minimo ed il prezzo massimo siano tali da consentire il raggiungimento degli obiettivi dell'Accordo e potrà allora rivedere entrambi i prezzi di uno dei due;

ii) Nel far ciò, il Consiglio terrà conto della evoluzione a breve termine e delle tendenze a medio termine della produzione e del consumo di stagno, dell'esistente capacità di produzione mineraria, dell'incidenza dei prezzi in vigore sul mantenimento di una capacità di produzione sufficiente per l'avvenire e di qualsiasi altro fattore pertinente.

e) Il Consiglio pubblicherà, non appena possibile, i prezzi minimo o massimo riveduti, ivi compresi i prezzi provvisori o riveduti fissati conformemente all'articolo 29, nonché ogni revisione della divisione del margine.

CAPITOLO VIII: LA SCORTA REGOLATRICE

Articolo 20

Costituzione della scorta regolatrice

a) Sarà costituita una scorta regolatrice.

b) i) I paesi produttori apporterano contributi alla scorta regolatrice conformemente alle disposizioni dell'articolo 21;

ii) Ogni paese invitato alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1970, può anch'esso apportare un contributo volontario alla scorta regolatrice conformemente alle disposizioni dell'articolo 22.

c) Ai fini del presente articolo, ogni parte di un contributo effettuato in contanti sarà considerata come l'equivalente del quantitativo di stagno metallo che avrebbe potuto essere acquistato al prezzo minimo esistente alla data di entrata in vigore del presente Accordo.

Articolo 21
Contributi obbligatori

a) i) I paesi produttori apporteranno alla scorta regolatrice contributi pari complessivamente all'equivalente di 20.000 tonnellate di stagno metallo.

ii) L'equivalente di 7.500 tonnellate di tale contributo globale sarà esigibile alla data di entrata in vigore dell'Accordo e dovrà, fatte salve le disposizioni su iii), essere versato alla data della prima riunione che il Consiglio terrà in virtù dell'Accordo.

iii) Il Consiglio decide quali parti dei contributi da effettuare ai sensi dei commi i) o ii) debbano essere versati in contanti o in stagno metallo. I paesi produttori versano la parte del loro contributo in contanti alla data determinata dal Consiglio e la parte del loro contributo in stagno metallo al più tardi entro tre mesi a decorrere dalla data di tale decisione.

iv) Il Consiglio può fissare in ogni momento la data o le date alle quali deve essere versato tutto o parte del saldo del contributo globale nonché l'ammontare dei versamenti. Il Consiglio può tuttavia autorizzare il Presidente esecutivo a chiedere tali versamenti con almeno quattordici giorni di preavviso.

v) Se, in un momento qualsiasi, il Consiglio detiene nel conto della scorta regolatrice, averi in contanti per un importo superiore a quello dei contributi versati in virtù del comma ii) e di qualsiasi contributo volontario fatto in virtù dell'articolo 22, esso può autorizzare il rimborso ai paesi produttori di fondi prelevati da tale eccedenza, proporzionalmente ai contributi che essi avranno versati in virtù del presente articolo. I saldi dovuti di cui trattasi al comma iv) saranno maggiorati dell'ammontare di tali rimborsi. A richiesta di un paese produttore, l'ammontare del rimborso al quale esso ha diritto può essere mantenuto nella scorta regolatrice.

b) I contributi dovuti conformemente alle disposizioni del paragrafo *a)* del presente articolo possono, se il paese contribuente interessato vi acconsente, essere effettuati mediante il trasferimento di stagno metallo dalla scorta regolatrice costituita in virtù del terzo Accordo.

c) I contributi di cui al paragrafo *a)* del presente articolo vengono suddivisi tra i paesi produttori sulla base delle percentuali riportate nell'Allegato A, previo esame e adeguamento nel corso della prima sessione del Consiglio, conformemente al paragrafo *m)* dell'articolo 33.

d) i) Se, al momento dell'entrata in vigore del presente Accordo, o in un secondo tempo, un paese produttore ratifica, approva o accetta l'Accordo, o dichiara la sua intenzione di ratificarlo, di approvarlo, o di accettarlo, o se vi aderisce, o se un paese consumatore è passato nella categoria dei paesi produttori conformemente all'articolo 5 dell'Accordo, il contributo di tale paese è determinato dal Consiglio sulla base della percentuale iscritta per tale paese nell'Allegato A;

ii) I contributi fissati conformemente alle disposizioni di cui sub i) saranno effettuati alla data del deposito dello strumento o alla data fissata dal Consiglio conformemente alle disposizioni dell'articolo 5, paragrafo *b)*;

iii) Il Consiglio può decidere che alcuni rimborsi, il cui totale non sarà superiore all'ammontare di qualsiasi contributo ricevuto in virtù del comma i), verranno fatti agli altri paesi produttori o paesi consumatori. Se il Consiglio decide che tali rimborsi debbano essere fatti del tutto o in parte in stagno metallo, esso può porre le condizioni che ritiene necessarie. A richiesta di un paese produttore, il rimborso al quale esso ha diritto può essere mantenuto nella scorta regolatrice.

e) i) Un paese produttore che, per versare un contributo a titolo del presente articolo, desiderasse esportare quantitativi di stagno prelevati da scorte situate nei limiti del suo territorio, può chiedere al Consiglio l'autorizzazione di esportare i quantitativi desiderati in supplemento del tonnellaggio delle esportazioni autorizzate che gli fosse stato accordato in virtù dell'articolo 33;

ii) Il Consiglio esamina ogni richiesta così formulata e può approvarla alle condizioni che ritiene necessario imporre. Se tali condizioni vengono osservate e se il Consiglio ha ricevuto le prove che giudica necessarie per stabilire l'identità del metallo o dei concentrati esportati con lo stagno-metallo consegnato alla scorta regolatrice, le disposizioni dei paragrafi *n)*, *o)* e *p)* dell'articolo 33 non sono applicabili a dette esportazioni.

f) I contributi in stagno-metallo sono accettati dal Direttore nei depositi ufficialmente autorizzati dalla Borsa dei metalli di Londra o in qualsiasi altro posto determinato dal Consiglio. Le qualità di stagno consegnate sono qualità registrate presso la Borsa dei metalli di Londra e da essa riconosciute.

Articolo 22
Contributi volontari

a) Ogni paese invitato alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1970, può, con il consenso del Consiglio e a condizioni che riguardano in particolare le modalità di rimborso, versare contributi volontari alla scorta regolatrice in contanti o in stagno metallo, o in contanti e in stagno metallo. Tali contributi volontari vengono ad aggiungersi ai contributi di cui al paragrafo *a)* dell'articolo 21.

b) Il Presidente esecutivo rende noto ai paesi partecipanti e a qualsiasi paese non partecipante che abbia fatto un contributo conformemente al paragrafo *a)* del presente articolo il ricevimento di tale contributo volontario.

c) Nonostante le condizioni che saranno state imposte conformemente al paragrafo *a)* del presente articolo, il Consiglio può rimborsare ad un paese che ha versato un contributo volontario alla scorta regolatrice, conformemente al paragrafo *a)* del presente articolo, tutto o parte di tale contributo. Se il rimborso viene effettuato integralmente o parzialmente in stagno metallo, il Consiglio può porre le condizioni che ritiene necessarie.

Articolo 23
Penalità

a) Il Consiglio determina le penalità da applicare nei confronti dei paesi che non abbiano soddisfatto agli obblighi che incombono loro ai sensi del comma iv) del paragrafo *a)* dell'articolo 21.

b) Se un paese produttore vien meno agli obblighi che gli incombono ai sensi dell'articolo 21, il Consiglio può privarlo interamente o parzialmente dei diritti e

privilegi che gli conferisce il presente Accordo e può anche chiedere agli altri paesi produttori di colmare il disavanzo in contanti o in stagno metallo, oppure in contanti e in stagno metallo.

c) Se una parte del disavanzo deve essere colmata in stagno metallo, i paesi produttori che colmeranno tale disavanzo saranno autorizzati ad esportare i quantitativi necessari oltre ai tonnellaggi d'esportazione autorizzati, fissati conformemente all'articolo 33. Se il Consiglio ha ricevuto le prove che giudica necessarie per stabilire l'identità del metallo o dei concentrati esportati con lo Stagno metallo consegnato alla scorta regolatrice, le disposizioni dei paragrafi *n*), *o*) e *p*) dell'articolo 33 non saranno applicabili a dette esportazioni.

d) Il Consiglio può, ad ogni momento e alle condizioni che esso determina:

i) Dichiarare che è stato ovviato alla mancanza;

ii) Ripristinare i diritti e i privilegi del paese interessato e

iii) Rimborsare agli altri paesi produttori i contributi supplementari che essi hanno fatto conformemente al paragrafo *b*) del presente articolo, con un interesse il cui tasso sarà fissato dal Consiglio, tenuto conto dei tassi di interesse praticati sul piano internazionale, restando inteso che per la parte del contributo supplementare effettuata in stagno metallo, tale interesse è calcolato sulla base dell'equivalente in contanti di tale metallo al corso di compensazione a contanti presso la Borsa dei metalli di Londra, alla data della decisione adottata dal Consiglio in applicazione del paragrafo *b*) del presente articolo. Se tali rimborsi, o parte di essi, sono effettuati in stagno-metallo, il Consiglio può porre le condizioni che giudicherà necessarie.

Articolo 24

Prestiti per la scorta regolatrice

a) Il Consiglio potrà, per le necessità della scorta regolatrice, con la garanzia dei warrant di stagno detenuti per detta scorta, contrarre prestiti per le somme che riterrà necessarie, restando inteso che l'importo massimo di tali prestiti nonché i termini e condizioni alle quali questi sono concessi, saranno approvati a maggioranza dei suffragi espressi dai paesi consumatori ed all'unanimità dei suffragi espressi dai paesi produttori.

b) Il Consiglio, a maggioranza ripartita dei due terzi, potrà adottare ogni altra disposizione che riterrà necessaria per contrarre prestiti per le necessità della scorta regolatrice.

c) Nessun obbligo sarà imposto ad un paese partecipante in virtù del presente articolo senza il consenso dello stesso.

Articolo 25

Funzionamento della scorta regolatrice

a) Conformemente all'articolo 13 e nell'ambito delle disposizioni dell'Accordo e delle istruzioni del Consiglio, il Direttore è responsabile dinanzi al Presidente esecutivo del funzionamento della scorta regolatrice.

b) Ai fini del presente articolo, il prezzo del mercato dello stagno è il corso dello stagno in contanti alla Borsa dei metalli di Londra o qualsiasi altro prezzo o qualsiansi altri prezzi che il Consiglio può fissare di tanto in tanto.

c) Se il prezzo del mercato dello stagno:

i) è pari o superiore al prezzo massimo, il Direttore, salvo istruzioni contrarie del Consiglio, se dispone di stagno e fatte salve le disposizioni degli articoli 26 e 27, offre detto stagno in vendita alla Borsa dei metalli di Londra al prezzo del mercato, fino a quando il prezzo del mercato dello stagno sia sceso al di sotto del prezzo massimo o fino ad esaurimento dello stagno di cui dispone;

ii) è situato nella parte superiore del margine che separa il prezzo minimo dal prezzo massimo, il Direttore può effettuare operazioni presso la Borsa dei metalli di Londra al prezzo del mercato, se lo ritiene necessario per impedire al prezzo del mercato di salire troppo bruscamente, a condizione che tali operazioni si concludano con vendite nette di stagno;

iii) è situato nella parte mediana del margine che separa il prezzo minimo dal prezzo massimo, il Direttore può acquistare, vendere o acquistare e vendere stagno soltanto con un'autorizzazione speciale del Consiglio;

iv) è situato nella parte inferiore del margine che separa il prezzo minimo dal prezzo massimo, il Direttore può effettuare operazioni alla Borsa dei metalli di Londra al prezzo del mercato se lo ritiene necessario per impedire al prezzo del mercato di scendere troppo bruscamente, a condizione che tali operazioni si concludano con acquisti netti di stagno;

v) è pari o inferiore al prezzo minimo, il Direttore, se dispone dei fondi necessari, salvo istruzioni contrarie del Consiglio e fatte salve le disposizioni degli articoli 26 e 27, fa offerte di acquisto di stagno alla Borsa dei metalli di Londra al prezzo minimo fino a quando il prezzo del mercato dello stagno sia superiore al prezzo minimo o fino ad esaurimento dei fondi di cui dispone.

d) Quando le disposizioni del paragrafo *c*) del presente articolo consentono al Direttore di acquistare (o di vendere, secondo i casi) stagno alla Borsa dei metalli di Londra, egli può acquistare (o vendere, secondo i casi) stagno su qualsiasi altro mercato di stagno riconosciuto, restando inteso che il Direttore non può fare operazioni a termine che non siano liquidate prima della scadenza del presente Accordo.

Articolo 26

Limitazione o sospensione delle operazioni della scorta regolatrice: azione del Consiglio

a) Nonostante le disposizioni dei commi ii) e iv) del paragrafo *c*) dell'articolo 25, il Consiglio può limitare o sospendere le operazioni a termine sullo stagno quando lo ritenga necessario per raggiungere gli obiettivi del presente Accordo.

b) Nonostante le disposizioni dei commi i) e v) del paragrafo *c*) dell'articolo 25, il Consiglio, se è riunito in sessione, può limitare o sospendere le operazioni della scorta regolatrice se ritiene che l'adempimento degli obblighi imposti al Direttore da detti commi non consenta di realizzare gli obiettivi del presente Accordo.

c) Il Consiglio può confermare ogni limitazione o sospensione decisa ai sensi del paragrafo *a*) dell'articolo 27 o, se una limitazione o sospensione è stata annullata dal Presidente esecutivo ai sensi del paragrafo *b*) dell'articolo 27, egli può ristabilire detta limitazione o sospensione. Se non interviene una decisione, le ope-

razioni della scorta regolatrice riprenderanno o continueranno senza limitazione, secondo i casi.

d) Fino a quando una limitazione o una sospensione delle operazioni della scorta regolatrice, decise in virtù del presente articolo o dell'artico 27, rimane in vigore, il Consiglio dovrà riesaminare la decisione ad intervalli non superiori a sei settimane. Se nel corso di una riunione organizzata a tale scopo il Consiglio non si pronuncia per il mantenimento della limitazione o della sospensione, le operazioni della scorta regolatrice riprenderanno.

Articolo 27

Limitazione o sospensione delle operazioni della scorta regolatrice: azione del Presidente esecutivo

a) Quando il Consiglio non è riunito in sessione, il Presidente esecutivo ha il potere di limitare o di sospendere le operazioni in virtù del paragrafo *b*) dell'articolo 26.

b) Il Presidente esecutivo può in ogni momento annullare la limitazione o la sospensione decisa da egli stesso in virtù dei poteri che gli sono conferiti dal paragrafo *a*) del presente articolo.

c) Il Presidente esecutivo, immediatamente dopo aver deciso di limitare o di sospendere le operazioni della scorta regolatrice conformemente ai poteri che gli conferisce il paragrafo *a*) del presente articolo, convocherà una riunione del Consiglio allo scopo di riesaminare la decisione. Detta riunione si svolgerà entro un termine di quattordici giorni a decorrere dalla data della limitazione o della sospensione.

Articolo 28

Altre operazioni della scorta regolatrice

a) In circostanze particolari, il Consiglio può autorizzare il Direttore ad acquistare stagno proveniente da una scorta governativa non commerciale o a vendere stagno a tale scorta o per conto della stessa conformemente alle disposizioni dell'articolo 40. Le disposizioni del paragrafo *c*) dell'articolo 25 non sono applicabili allo stagno metallo per il quale tale autorizzazione è stata data.

b) Nonostante le disposizioni degli articoli 25, 26 e 27, il Consiglio può autorizzare il Direttore, qualora quest'ultimo non disponga di fondi sufficienti, a vendere al prezzo corrente i quantitativi di stagno necessari per permettere di far fronte alle spese di esecuzione risultanti da tali operazioni.

Articolo 29

La scorta regolatrice e le modifiche dei tassi di cambio

a) Il Presidente esecutivo può di sua iniziativa o deve, a richiesta di un paese partecipante, convocare immediatamente il Consiglio per riesaminare i prezzi minimi e massimi se egli o il paese partecipante ritengono, a seconda dei casi, che tale revisione sia necessaria a causa delle modifiche sopravvenute nei tassi di cambio. Le riunioni di cui al presente paragrafo possono essere convocate con un preavviso inferiore a sette giorni.

b) Nelle circostanze previste al paragrafo *a*) del presente articolo, il Presidente esecutivo può, in attesa della riunione del Consiglio di cui sopra, limitare o sospendere provvisoriamente le operazioni della scorta regolatrice se detta limitazione o tale sospensione gli sembrano necessarie per impedire che il Direttore compri o venda stagno in quantitativi che rischiano di compromettere la realizzazione dei fini dell'Accordo.

c) Il Consiglio può decidere la limitazione o la sospensione delle operazioni della scorta regolatrice previste nel presente articolo, oppure confermarle. Se il Consiglio non prende alcuna decisione, le operazioni della scorta regolatrice riprendono qualora esse siano state provvisoriamente limitate o sospese.

d) Entro trenta giorni a decorrere dalla data alla quale ha deciso la sospensione o la limitazione delle operazioni della scorta regolatrice previste al presente articolo, oppure dalla data alla quale le avrà confermate, il Consiglio esaminerà l'opportunità di fissare prezzi minimi e prezzi massimi provvisori e potrà quindi fissare detti prezzi.

e) Entro un termine di novanta giorni a decorrere dalla data alla quale ha fissato i prezzi minimo e massimo provvisori, il Consiglio li riprenderà in esame e potrà fissare nuovi prezzi minimi e massimi.

f) Se il Consiglio non riesce a fissare prezzi minimi e massimi provvisori conformemente alle disposizioni del paragrafo *d*) del presente articolo, esso potrà, durante qualsiasi ulteriore riunione, determinare l'entità dei prezzi minimi e massimi.

g) Le operazioni della scorta regolatrice riprenderanno sulla base dei prezzi minimi e massimi che saranno stati fissati, a seconda dei casi, conformemente alle disposizioni dei paragrafi *d*), *e*) o *f*) del presente articolo.

Articolo 30

Liquidazione della scorta regolatrice alla fine dell'Accordo

a) Quando, conformemente alle disposizioni dell'articolo 33, fisserà il tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate per un periodo di controllo qualsiasi, il Consiglio deciderà, tenendo conto dell'esame effettuato per l'eventuale rinnovo dell'Accordo conformemente al paragrafo *c*) dell'articolo 53, se è necessario ridurre il tonnellaggio di stagno metallo detenuto a tale data nella scorta regolatrice. In tal caso il tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate potrà essere fissato, se il Consiglio decide in tal senso, ad un livello inferiore alla cifra alla quale il Consiglio, in altre circostanze, avrebbe fissato il tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate per il predetto periodo.

b) Nel quadro delle istruzioni del Consiglio, il Direttore potrà prelevare dalla scorta regolatrice, per venderli ad un prezzo pari al prezzo corrente di mercato, ma non inferiore al prezzo minimo, quantitativi di stagno metallo pari ai quantitativi di cui il Consiglio avrà ridotto, conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) del presente articolo, i tonnellaggi totali delle esportazioni autorizzate.

c) Tutte le operazioni della scorta regolatrice previste agli articoli 25, 26, 27, 28, 29, oppure al paragrafo *b*) del presente articolo cesseranno a decorrere dalla data alla quale il presente Accordo prenderà fine. Il Direttore non procederà più in seguito a nuovi acquisti di stagno-metallo e potrà vendere stagno-metallo solo se le disposizioni del paragrafo *a*) dell'articolo 31 e del paragrafo *c*) dell'articolo 32 lo autorizzano o se il Con-

siglio lo autorizza ai sensi del paragrafo *d*) del presente articolo.

d) A meno che il Consiglio non sostituisca di tanto in tanto altre disposizioni a quelle degli articoli 31 e 32, il Direttore, per la liquidazione della scorta regolatrice, prenderà le misure previste agli articoli 31 e 32 e all'Allegato H.

Articolo 31
Procedura di liquidazione

a) Appena possibile dopo la scadenza del presente Accordo, il Direttore elaborerà una valutazione di tutte le spese dovute alla liquidazione della scorta regolatrice conformemente alle disposizioni del presente articolo e riserverà, mediante prelievo sul saldo del conto della scorta regolatrice, la somma che egli riterrà sufficiente a coprire tali spese. Qualora il saldo del conto della scorta regolatrice non sia sufficiente a coprire tali spese, il Direttore venderà il quantitativo di stagno-metallo necessario a procurarsi i fondi supplementari di cui ha bisogno.

b) Fatte salve le condizioni menzionate nel presente Accordo e conformemente a queste ultime, la parte di ogni paese che contribuisce alla scorta regolatrice verrà rimborsata.

c) i) La parte di ogni paese contribuente sarà fissata conformemente all'Allegato H;

ii) A richiesta di tutti i paesi contribuenti, il Consiglio dovrà modificare l'Allegato H.

Articolo 32
Attribuzione e pagamento delle quote di liquidazione

a) Fatte salve le disposizioni del paragrafo *a*) dell'articolo 31, ogni paese contribuente riceverà la quota che gli spetta dei fondi e dello stagno metallo disponibili, conformemente all'Allegato H, rimanendo inteso che se un paese contribuente ha perso, conformemente agli articoli 17, 23, 33, 42, 43 o 52, una parte o la totalità dei suoi diritti a partecipare al prodotto della liquidazione, la sua parte nel rimborso sarà ridotta proporzionalmente e il rimanente risultante sarà suddiviso tra gli altri paesi contribuenti come stipulato alla clausola iv) dell'Allegato H, relativa alla suddivisione di un disavanzo.

b) Il rapporto tra lo stagno metallo e i fondi attribuiti conformemente alle disposizioni dei paragrafi *b*) e *c*) dell'articolo 31 e del paragrafo *a*) del presente articolo sarà lo stesso per ognuno dei paesi contribuenti.

c) Ogni paese contribuente riceverà i fondi che gli sono attribuiti conformemente alla procedura enunciata all'Allegato H, cioè secondo i casi:

i) Lo stagno metallo attribuito ad ogni paese partecipante potrà essergli trasferito mediante consegne di cui il Consiglio fisserà il numero e la periodicità nel corso di un periodo di tempo non superiore, comunque, a 24 mesi;

ii) oppure, su richiesta del paese contribuente, il quantitativo di stagno rappresentato da questa o quella consegna potrà essere venduto e il prodotto netto della vendità potrà essere versato al paese interessato.

d) Quando la totalità dello stagno metallo sarà stato liquidato conformemente alle disposizioni del paragrafo *c*) del presente articolo, il Direttore suddividerà tra i paesi contribuenti, secondo le proporzioni attribuite a ciascuno di essi conformemente al paragrafo *c*) dell'articolo 31 o all'Allegato H, l'eventuale saldo dei fondi di riserva conformemente al paragrafo *a*) dell'articolo 31.

CAPITOLO IX: CONTROLLO DELLE ESPORTAZIONI

Articolo 33
Controllo delle esportazioni

a) Tenendo conto dell'esame delle valutazioni della produzione e del consumo fatte ai sensi del paragrafo *e*) dell'articolo 8, nonchè del tonnellaggio di stagno-metallo e dell'importo in contanti detenuti nella scorta regolatrice, del volume delle disponibilità e delle probabili tendenze di altre scorte, del commercio dello stagno, del prezzo corrente dello stagno-metallo e di ogni altro fattore appropriato, il Consiglio può fissare periodicamente i quantitativi di stagno che possono essere esportati dai paesi produttori conformemente alle disposizioni del presente articolo e può dichiarare un periodo di controllo; con la stessa risoluzione, esso fissa inoltre il tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate per detto periodo di controllo. Nel determinare tale tonnellaggio, il Consiglio è competente ad adeguare l'offerta alla domanda in modo da mantenere il prezzo dello stagno-metallo tra il prezzo minimo e il prezzo massimo. Il Consiglio cerca inoltre di mantenere nella scorta regolatrice quantitativi sufficienti di stagno metallo e di contanti per rettificare qualsiasi scarto tra l'offerta e la domanda eventualmente risultante da circostanze impreviste.

b) I periodi di controllo corrispondono a trimestri, rimanendo inteso che, quando la limitazione delle esportazioni è stabilita per la prima volta nel corso del presente Accordo o è di nuovo stabilita per la prima volta nel corso del presente Accordo o è di nuovo stabilita dopo un intervallo nel corso del quale le esportazioni non siano state limitate, il Consiglio può dichiarare periodo di controllo qualsiasi periodo non superiore a cinque mesi o non inferiore a due mesi che scade il 31 marzo, il 30 giugno, il 30 settembre o il 31 dicembre.

c) La limitazione delle esportazioni ai sensi dell'Accordo durante ogni periodo di controllo è subordinata ad una decisione del Consiglio e nessuna limitazione delle esportazioni è effettiva durante un qualsivoglia periodo a meno che il Consiglio abbia dichiarato tale periodo come periodo di controllo e abbia fissato un tonnellaggio totale di esportazioni autorizzate per detto periodo.

d) Il Consiglio può annullare un periodo di controllo dichiarato prima della sua entrata in vigore e porvi fine mentre è in corso. Tale periodo di controllo non sarà ritenuto come periodo di controllo ai fini del paragrafo *i*) e dei commi ii), iii) e iv) del paragrafo *p*) del presente articolo.

e) Il Consiglio dichiara un periodo di controllo soltanto se ritiene che il tonnellaggio della scorta regolatrice sia di almeno 10.000 tonnellate di stagno metallo all'inizio del predetto periodo, rimanendo inteso che:

i) se è dichiarato un periodo di controllo per la prima volta dopo un intervallo nel corso del quale non è stata in vigore alcuna limitazione delle esportazioni, il tonnellaggio adottato per le necessità del presente paragrafo è di 5.000 tonnellate a decorrere dalla data dell'applicazione del periodo di controllo già dichiarato, oppure dalla data o dalle date e per la durata che il Consiglio decide; e che

ii) il Consiglio, a maggioranza ripartita di due terzi, può, per ogni periodo di controllo, ridurre il tonnellaggio minimo di 10.000 tonnellate o di 5.000 tonnellate previsto secondo i casi.

f) Un tonnellaggio totale di esportazioni autorizzate divenuto effettivo non cessa di esserlo durante il periodo di controllo cui si riferisce per la sola ragione che gli averi della scorta regolatrice sono diventati inferiori al tonnellaggio minimo di stagno-metallo previsto al paragrafo *e*) del presente articolo o a qualsiasi altro tonnellaggio mediante il quale il tonnellaggio minimo è stato sostituito conformemente a detto paragrafo.

g) Il Consiglio può dichiarare periodi di controllo e fissare tonnellaggi totali di esportazioni autorizzate, nonostante la limitazione o la sospensione delle operazioni della scorta regolatrice conformemente alle disposizioni degli articoli 26, 27 e 29.

h) Un tonnellaggio totale di esportazioni autorizzate, fissato in precedenza ai sensi del paragrafo *a*) del presente articolo, può essere riesaminato dal Consiglio, rimanendo inteso che un tonnellaggio totale di esportazioni autorizzate non può essere ridotto durante il periodo di controllo al quale si riferisce.

i) Quando, conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) del presente articolo, il Consiglio ha dichiarato un periodo di controllo e fissato il tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate per detto periodo, esso può contemporaneamente pregare ogni paese invitato alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno del 1970, che sfrutta anche sul suo territorio o sui suoi territori miniere di stagno, di applicare alle esportazioni di stagno che esso effettuerà durante detto periodo una limitazione sulla propria produzione la cui entità sarà stabilita di comune accordo tra il Consiglio ed il paese interessato.

j) Nonostante le disposizioni del presente articolo, se, ai sensi del terzo Accordo internazionale sullo stagno, è stato fissato un tonnellaggio totale di esportazioni autorizzate per l'ultimo trimestre del periodo di applicazione di detto Accordo ed è ancora in vigore al momento della scadenza di tale Accordo:

i) Si ritiene che un periodo di controllo con inizio alla data di entrata in vigore del presente Accordo sia stato dichiarato in virtù del presente Accordo; e

ii) Il tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate per detto periodo di controllo è calcolato proporzionalmente all'importo che era stato fissato ai sensi del terzo Accordo per l'ultimo trimestre del periodo di applicazione di detto Accordo, a meno che e fino a quando il tonnellaggio di cui sopra venga modificato dal Consiglio conformemente alle disposizioni del presente articolo; rimanendo inteso che, se, al momento della prima sessione tenuta dal Consiglio conformemente al presente Accordo, il tonnellaggio di stagno-metallo detenuto dalla scorta regolatrice è inferiore a 10.000 tonnellate, il Consiglio esaminerà la situazione durante la prima sessione e se non verrà adottata la decisione di prorogare il periodo di controllo, il periodo in questione cesserà di essere un periodo di controllo.

k) Il tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate per un periodo di controllo qualsiasi è suddiviso tra i paesi produttori proporzionalmente alle percentuali loro attribuite all'Allegato A o proporzionalmente alle percentuali che possono essere loro attribuite in una tabella riveduta delle percentuali pubblicata conformemente al presente Accordo; il quantitativo di stagno così calcolato per ogni paese durante un periodo di controllo qualsiasi costituisce il tonnellaggio delle esportazioni autorizzate per detto paese durante tale periodo di controllo.

l) Se, dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, un qualsivoglia paese lo ratifica, lo approva o lo accetta, oppure notifica la sua intenzione di ratificarlo, di approvarlo o di accettarlo, oppure vi aderisce in qualità di paese produttore, oppure, con l'approvazione del Consiglio, è passato dalla categoria dei paesi consumatori a quella dei paesi produttori, conformemente all'articolo 5, il Consiglio, dopo aver determinato la percentuale di tale paese, determina ancora una volta le percentuali al momento considerato.

m) i) Il Consiglio esamina le percentuali dei paesi produttori e le adegua conformemente alle norme dell'Allegato C. Salvo nel caso del primo adeguamento che sarà effettuato durante la prima sessione del Consiglio, la percentuale di un paese produttore non sarà ridotta nel corso di un qualsiasi periodo di dodici mesi di più di un decimo del suo valore all'inizio di tale periodo;

ii) Ogni volta che il Consiglio intende prendere una decisione conformemente alle norme dell'Allegato G, esso tiene debitamente conto di ogni situazione che un paese produttore qualsiasi abbia dichiarato eccezionale e può a maggioranza ripartita di due terzi apportare modifiche alla esatta applicazione di dette norme, oppure rinunciarvi;

iii) Il Consiglio può, occasionalmente, a maggioranza ripartita di due terzi, modificare le norme dell'Allegato G e tale modifica prende effetto come se fosse stata inclusa in detto Allegato;

iv) Le percentuali risultanti dalla procedura menzionata nel presente paragrafo sono pubblicate e prendono effetto a decorrere dal primo giorno del trimestre che segue la data della decisione presa dal Consiglio; essi sostituiscono le percentuali iscritte nell'Allegato A.

n) i) Nonostante le disposizioni del paragrafo *k*) del presente articolo, il Consiglio può, con l'accordo di un paese produttore, ridurre la parte di tale paese nel tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate e ridistribuire l'importo di tale riduzione tra gli altri paesi produttori proporzionalmente alle percentuali di detti paesi o se le circostanze lo richiedono, diversamente;

ii) Il quantitativo di stagno determinato secondo le disposizioni del comma i) del presente paragrafo per ogni paese produttore, durante un periodo qualunque di controllo, costituisce, ai fini del presente articolo, il tonnellaggio delle esportazioni autorizzate per tale paese durante detto periodo di controllo.

o) i) Se un paese produttore ritiene di non essere verosimilmente in grado di esportare durante un periodo di controllo qualsiasi il quantitativo di stagno che il tonnellaggio delle sue esportazioni autorizzate gli consente di esportare, esso deve fare una dichiarazione al Consiglio a tale scopo, il più presto possibile e al più tardi entro due mesi dell'anno civile successivi alla data a decorrere dalla quale detto tonnellaggio è divenuto effettivo;

ii) Se il Consiglio ha ricevuto tale dichiarazione o se ritiene che un paese produttore qualsiasi non sia in grado verosimilmente di esportare, durante un periodo di controllo qualsiasi, il quantitativo di stagno che il

tonnellaggio delle sue esportazioni autorizzate gli consente di esportare, il Consiglio potrà aumentare il tonnellaggio totale delle esportazioni autorizzate per detto periodo di controllo del quantitativo che considererà necessario affinchè il tonnellaggio totale richiesto delle esportazioni autorizzate venga effettivamente esportato.

p) i) Le esportazioni nette di stagno di ciascuno dei paesi produttori durante ogni periodo di controllo sono limitate, salvo se il presente articolo dispone diversamente, al tonnellaggio delle esportazioni autorizzate del predetto paese durante tale periodo di controllo;

ii) Se, nonostante le disposizioni del comma i) del presente paragrafo, le esportazioni nette di stagno di un paese produttore durante un periodo di controllo superano di più del 5% il tonnellaggio di esportazioni autorizzate per detto periodo di controllo, il Consiglio può esigere che tale paese dia alla scorta regolatrice un contributo supplementare non superiore al quantitativo delle sue esportazioni eccedenti il tonnellaggio delle esportazioni autorizzate. Tale contributo viene effettuato, a scelta del Consiglio, sotto forma di stagno-metallo, oppure in contanti, oppure in stagno-metallo e contanti in proporzioni decise dal Consiglio e anteriormente alla data o alle date fissate dal Consiglio. La parte del contributo eventualmente versata in contanti è calcolata in base al prezzo minimo praticato alla data di entrata in vigore del presente Accordo. La parte del contributo eventualmente versata in forma di stagno-metallo è compresa nel tonnellaggio delle esportazioni autorizzate di tale paese per il periodo di controllo nel corso del quale viene effettuato detto contributo e non costituisce un supplemento del tonnellaggio summenzionato;

iii) Se, nonostante le disposizioni del comma i) del presente paragrafo, durante quattro periodi di controllo successivi, che, se necessario, comprenderanno il periodo di controllo di cui al comma ii) del presente paragrafo, il totale delle esportazioni nette di un paese produttore supera di più dell'uno per cento il totale delle sue esportazioni autorizzate per tali periodi, il tonnellaggio delle esportazioni autorizzate di questo paese può, durante ognuno dei quattro periodi di controllo susseguentisi, essere ridotto di un quarto del tonnellaggio totale esportato, oppure, se il Consiglio decide in tal senso, di ogni frazione superiore ad un quarto ma che non superi la metà. Tale riduzione prende effetto durante e a decorrere dal periodo di controllo successivo a quello durante il quale la decisione è stata presa dal Consiglio;

iv) Se dopo i summenzionati quattro periodi di controllo successivi qualsiasi (durante i quali il totale delle esportazioni nette di stagno di un paese è stato superiore al tonnellaggio delle sue esportazioni autorizzate come indicato nel comma iii) del presente paragrafo), il totale delle esportazioni nette di stagno di tale paese, durante altri quattro periodi di controllo successivi qualsiasi (che non comprenderanno nessuno dei periodi di controllo di cui al comma iii), supera il totale dei tonnellaggi di esportazioni autorizzate durante i predetti quattro periodi di controllo, il Consiglio può, oltre alla riduzione imposta al tonnellaggio delle esportazioni autorizzate di questo paese conformemente alle disposizioni del comma iii), dichiarare che tale paese ha perso una parte dei suoi diritti di partecipare alla liquidazione della scorta regolatrice; tale parte la prima volta non può superare la metà dei diritti di partecipazione in questione. Il Consiglio può in qualsivoglia momento e alle condizioni che esso determina, restituire a tale paese la parte dei diritti che gli sono stati tolti;

v) Il paese produttore che ha esportato un quantitativo di stagno superiore al suo tonnellaggio di esportazioni autorizzate e al tonnellaggio autorizzato da altre disposizioni del presente articolo deve prendere entro brevi termini tutte le disposizioni necessarie per ovviare alla sua infrazione all'Accordo. Il fatto di non aver preso dette disposizioni o qualsiasi ritardo intervenuto a tale proposito è preso in considerazione dal Consiglio quando decide in merito alle misure da prendere in virtù del presente paragrafo.

q) Se, a causa della fissazione o della modifica della percentuale di un paese produttore o in seguito al ritiro di un paese produttore, la somma delle percentuali non è pari a cento, la percentuale di ognuno degli altri paesi produttori è modificata proporzionalmente in modo che il totale delle percentuali risulti nuovamente cento. Il Consiglio pubblica in seguito, il più presto possibile, la tabella riveduta delle percentuali che, ai fini del controllo delle esportazioni, prende effetto a decorrere dal primo giorno del periodo di controllo successivo a quello nel corso del quale è stata presa la decisione di riesaminare le percentuali.

r) Ogni paese produttore prende le misure che possono rivelarsi necessarie per fare osservare le disposizioni del presente articolo e assicurarne l'applicazione affinchè le sue esportazioni corrispondano il più esattamente possibile al tonnellaggio delle sue esportazioni autorizzate durante un periodo di controllo qualsiasi.

s) Ai fini del presente articolo, il Consiglio può decidere che le esportazioni di stagno di un paese produttore comprendano lo stagno contenuto in un prodotto qualunque proveniente dalla produzione mineraria del paese in questione.

t) Si ritiene che lo stagno sia stato esportato se, per un paese menzionato all'Allegato C, le formalità indicate in detto Allegato e inerenti al nome del paese considerato sono state adempiute, rimanendo inteso che:

i) Il Consiglio può periodicamente modificare l'Allegato C con il consenso del paese interessato e tale modifica prende effetto come se essa fosse stata inclusa nel predetto Allegato;

ii) Se un paese produttore esporta stagno in condizioni diverse, da quelle considerate all'Allegato C, il Consiglio decide se ritenere che tale stagno sia stato esportato ai fini del presente Accordo e, nel caso affermativo, fissa la data in cui si presume che tale esportazione abbia avuto luogo.

u) Ai fini dei commi ii), iii) e iv) del paragrafo *p*) del presente articolo, ogni periodo di controllo per il quale sono stati determinati tonnellaggi totali di esportazioni autorizzate e ogni penalità imposta ai sensi dell'articolo VII del terzo Accordo, a decorrere dalla data d'entrata in vigore del presente Accordo, saranno considerati rispettivamente determinati o imposti in virtù del presente articolo.

Articolo 34

Esportazioni speciali

a) In qualsiasi momento il Consiglio, dopo aver dichiarato un periodo di controllo e se ritiene che siano soddisfatte le condizioni di cui all'Allegato D, può — a

maggioranza ripartita dei due terzi — autorizzare la esportazione (qui di seguito denominata « esportazioni speciali ») di una quantità determinata di stagno oltre al tonnellaggio di esportazioni autorizzate di cui al paragrafo *k*) dell'articolo 33.

b) A maggioranza ripartita dei due terzi, il Consiglio può sottoporre le esportazioni speciali alle condizioni che ritiene necessarie.

c) Se sono soddisfatte le condizioni di cui all'articolo 36 e le condizioni imposte dal Consiglio a norma del paragrafo *b*) del presente articolo, non si tiene conto delle esportazioni speciali quando sono applicate le disposizioni dei paragrafi *n*), *o*) e *p*) dell'articolo 33.

d) A maggioranza ripartita dei due terzi, il Consiglio può modificare in qualsiasi momento le condizioni di cui all'Allegato D; resta inteso che detta modifica non deve pregiudicare nessuna delle operazioni effettuate da un paese in virtù di una autorizzazione ricevuta, nè le condizioni già imposte a norma del paragrafo *b*) del presente articolo.

Articolo 35

Depositi speciali

a) Un paese produttore può effettuare in qualsiasi momento, previo accordo del Consiglio, depositi speciali di stagno-metallo presso il Direttore. Un deposito speciale non si considera parte della scorta regolatrice; esso non è a disposizione del Direttore.

b) Se un paese produttore ha informato il Consiglio della propria intenzione di effettuare un deposito speciale di stagno-metallo proveniente dal suo territorio, esso viene autorizzato, purchè fornisca le prove che il Consiglio può ritenere necessarie per stabilire l'identità del metallo o dei concentrati esportati insieme allo stagno-metallo che forma oggetto del deposito speciale, ad esportare tale metallo o tali concentrati oltre al tonnellaggio delle esportazioni autorizzate concessogli in virtù delle disposizioni dell'articolo 33; le disposizioni dei paragrafi *n*), *o*) e *p*) dell'articolo 33 non sono applicabili a dette esportazioni, purchè il paese produttore si sia attenuto alle disposizioni dell'articolo 36.

c) Il Direttore accetta i depositi speciali soltanto in determinati luoghi che ritiene opportuni.

d) Il Presidente esecutivo avvisa i paesi partecipanti della notifica di tali depositi speciali, ma non prima che siano trascorsi tre mesi dalla data di notifica.

e) Un paese produttore che abbia effettuato un deposito speciale di stagno-metallo può ritirare totalmente o parzialmente tale deposito per realizzare in tutto o in parte il proprio tonnellaggio di esportazioni autorizzate per un qualsiasi periodo di controllo. In tal caso, il tonnellaggio ritirato dal deposito speciale si considera esportato ai fini dell'articolo 33 durante il periodo di controllo il cui ritiro è stato effettuato.

f) Durante ogni trimestre che non sia stato dichiarato periodo di controllo, un deposito speciale resta a disposizione del paese che lo ha effettuato, con riserva unicamente delle disposizioni del paragrafo *h*) dell'articolo 36.

g) Ogni spesa relativa ad un deposito speciale spetta al paese che lo ha effettuato e non è a carico del Consiglio.

CAPITOLO X: SCORTE

Articolo 36

Scorte nei paesi produttori

a) i) Le scorte di stagno di un paese produttore che non siano state esportate ai sensi della definizione che l'Allegato C dà per tali paesi non possono superare in nessun momento, durante un periodo di controllo, il tonnellaggio indicato per tale paese nell'Allegato E;

ii) Tali scorte non comprendono lo stagno in fase di trasporto tra la miniera ed il luogo di esportazione come definito all'Allegato C;

iii) Il Consiglio può modificare l'Allegato E; qualora tuttavia esso aumenti in tal modo il tonnellaggio indicato nell'Allegato E per un determinato paese, può imporre condizioni relative al periodo ed alla esportazione ulteriore di tali quantità addizionali.

b) Qualsiasi aumento della proporzione autorizzata a norma del paragrafo 2 dell'articolo XIV del terzo Accordo vigente al momento della scadenza dell'Accordo medesimo, nonchè tutte le condizioni imposte in merito, si considerano autorizzate o imposte dal presente Accordo, salvo decisione contraria presa dal Consiglio entro dieci mesi a decorrere dall'entrata in vigore dell'Accordo.

c) Qualsiasi deposito speciale effettuato conformemente alle disposizioni dell'articolo 35, viene dedotto dall'importo delle scorte che, in virtù del presente articolo, possono sussistere nel paese produttore interessato durante un periodo di controllo.

d) i) Se in uno qualsiasi dei paesi produttori di cui all'Allegato F l'estrazione di minerale di stagno dal giacimento naturale è connessa necessariamente all'estrazione di altri minerali elencati in tale Allegato e se pertanto, la limitazione delle scorte prescritta al paragrafo *a*) del presente articolo pone senza alcun motivo valido dei limiti all'estrazione di questi altri minerali, detto paese può tenere altre scorte supplementari di concentrati di stagno, purchè il suo governo certifichi che tale stagno è stato estratto esclusivamente in associazione con gli altri minerali e che esso resta effettivamente in tale paese; resta inteso che in nessun momento la relazione tra la scorta supplementare ed il tonnellaggio totale degli altri minerali estratti supererà la proporzione di cui all'Allegato F;

ii) Salvo consenso del Consiglio, l'esportazione di tali scorte supplementari può iniziare solo allorchè sarà stato liquidato tutto lo stagno-metallo della scorta regolatrice; in seguito tali scorte potranno essere esportate solo in ragione di un quarantesimo del totale ovvero di duecentocinquanta tonnellate per trimestre, secondo la più elevata di tali due cifre.

e) I paesi di cui all'Allegato E o all'Allegato F possono fissare, consultandosi con il Consiglio, le norme applicabili al mantenimento, alla protezione ed al controllo delle suddette scorte supplementari.

f) Con l'accordo del paese produttore interessato il Consiglio può modificare gli Allegati E e F.

g) Ogni paese produttore indirizza al Consiglio, ad intervalli stabiliti da quest'ultimo, relazioni concernenti le scorte di stagno presenti sul suo territorio che non sono state esportate ai sensi della definizione che l'Allegato C dà per tale paese. In tali relazioni non è incluso lo stagno in fase di trasporto tra la miniera ed il luogo

di esportazione come definito all'Allegato C; le scorte possedute in virtù delle disposizioni del paragrafo d) del presente articolo vengono indicate separatamente.

h) Ogni paese che possieda depositi speciali in virtù dell'articolo 35 o che sia autorizzato ad aumentare i propri tonnellaggi in applicazione delle disposizioni del paragrafo a) del presente articolo comunicherà al Consiglio non oltre dodici mesi prima della scadenza del presente Accordo, le disposizioni che esso prevede di adottare per l'esportazione di tali depositi speciali e di tutto o parte di tale tonnellaggio aumentato (senza includere però le scorte supplementari la cui esportazione è regolata dalle disposizioni del paragrafo d) del presente articolo); esso consulterà il Consiglio onde trovare il mezzo migliore per effettuare le esportazioni senza disorganizzare, nei limiti del possibile, il mercato dello stagno e conformemente alle disposizioni concernenti la liquidazione della scorta regolatrice in virtù dell'articolo 30. Il paese produttore in causa terrà debitamente conto delle raccomandazioni del Consiglio.

Capitolo XI: PENURIA DI STAGNO

Articolo 37
Misure da adottare in caso di penuria di stagno

a) Qualora, in un qualsiasi momento, il Consiglio ritenga che esista o che rischi di prodursi una grave penuria di stagno, esso procede a tutte le indagini utili per valutare le necessità e le disponibilità totali di stagno per periodi da esso determinati.

b) Qualora le indagini e gli studi ed altri elementi pertinenti confermino il rischio di penuria il Consiglio:

i) Raccomanderà ai paesi partecipanti di adottare qualsiasi misura atta ad assicurare l'aumento più rapido possibile dei tonnellaggi di stagno che essi possono mettere a disposizione;

ii) Potrà invitare i paesi partecipanti a concludere con il Consiglio stesso degli accordi tali da assicurare ai paesi consumatori un'equa suddivisione delle quantità di stagno disponibili;

iii) Studierà in qualsiasi momento l'andamento del mercato al fine di prevenire ogni penuria di stagno.

Capitolo XII: DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 38
Norme eque di lavoro

I paesi partecipanti dichiarano che, per evitare che il livello di vita si riduca e che nel commercio mondiale si introducano elementi di concorrenza sleale, essi prenderanno cura ad assicurare eque norme di lavoro nell'industria dello stagno.

Articolo 39
Disposizioni generali

a) Per tutta la durata di applicazione del presente Accordo, i paesi partecipanti faranno i massimi sforzi per favorire la realizzazione degli obiettivi dell'Accordo e collaboreranno a tal fine.

b) I paesi partecipanti si impegnano a considerarsi vincolati da tutte le decisioni adottate dal Consiglio in applicazione dell'Accordo.

c) Senza diminuire la portata generale del paragrafo a) del presente articolo, i paesi partecipanti osserveranno in particolare le seguenti condizioni:

i) Fino a quando saranno disponibili quantità sufficienti di stagno per soddisfare completamente le proprie necessità, essi non dovranno nè vietare nè limitare l'impiego dello stagno ad utilizzazioni finali determinate, tranne in circostanze in cui tali divieti o restrizioni non saranno incompatibili con altri accordi internazionali sul commercio;

ii) Essi creeranno condizioni favorevoli al passaggio della produzione di stagno dalle imprese a reddito minimo alle imprese a reddito maggiore;

iii) Essi favoriranno inoltre il mantenimento delle risorse naturali di stagno, impedendo l'abbandono prematuro dei giacimenti.

Articolo 40
Liquidazione delle scorte di stagno costituite a fini non commerciali

a) Un paese partecipante che desideri liquidare scorte di stagno costituite a fini non commerciali dovrà consultare in proposito il Consiglio con un sufficiente preavviso.

b) Quando un paese partecipante comunica la propria intenzione di liquidare scorte di stagno costituite a fini non commerciali, il Consiglio dovrà iniziare senza indugio consultazioni ufficiali in merito con il paese interessato, per garantire la corretta applicazione delle disposizioni del paragrafo d) del presente articolo.

c) Il Consiglio esaminerà periodicamente lo stato delle operazioni di liquidazione e potrà indirizzare raccomandazioni al paese partecipante che le effettua.

d) Le operazioni di liquidazione saranno effettuate tenendo debitamente conto della necessità di proteggere i produttori, i trasformatori ed i consumatori contro qualsiasi disorganizzazione dei loro mercati abituali suscettibile di essere evitata. Si terrà anche conto delle conseguenze che la liquidazione può avere sull'investimento di capitali destinati alla ricerca ed allo sviluppo di nuove fonti di approvvigionamento, nonchè sulla prosperità e l'espansione dell'industria mineraria dello stagno nei paesi produttori. Gli importi e la durata delle operazioni di liquidazione saranno tali da non ostacolare indebitamente nei paesi produttori la produzione e l'impiego nell'industria dello stagno e da evitare di danneggiare gravemente l'economia dei paesi produttori partecipanti.

Articolo 41
Disposizioni di sicurezza nazionale

a) Nessuna disposizione del presente Accordo sarà interpretata:

i) Come un obbligo per il paese partecipante di fornire informazioni la cui diffusione sarebbe, a suo parere, contraria agli interessi essenziali della propria sicurezza;

ii) Come un impedimento al paese partecipante di prendere, isolatamente od insieme ad altri paesi, tutte le misure che ritiene necessarie per la protezione degli interessi essenziali della propria sicurezza allorchè tali

misure interessano il commercio di armi, munizioni o materiale bellico o il commercio di altre merci destinate direttamente o indirettamente all'approvvigionamento delle forze armate di qualsiasi paese, oppure siano prese in tempo di guerra o in altri casi di grave tensione internazionale;

iii) Come un impedimento al paese partecipante di concludere od applicare qualsiasi accordo intergovernativo (o qualsiasi altro accordo concluso a nome di un paese ai fini definiti nel presente paragrafo) concluso dalle forze armate o per esse, al fine di soddisfare le necessità essenziali della sicurezza nazionale di uno o più paesi parte di tale accordo;

iv) Come un impedimento al paese partecipante di adottare qualsiasi misura derivante dagli obblighi che gli incombono in virtù della Carta delle Nazioni Unite per il mantenimento della pace e della sicurezza internazionali.

b) Appena possibile i paesi partecipanti notificheranno al Presidente esecutivo qualsiasi misura adottata in merito allo stagno in applicazione delle disposizioni dei comma ii) oppure iv) del paragrafo *a*) del presente articolo il Presidente esecutivo ne avviserà gli altri paesi partecipanti.

c) Qualsiasi paese partecipante che ritenga che, nell'ambito del presente Accordo, i suoi interessi economici siano gravemente lesi da misure adottate da uno o più altri paesi partecipanti, fatta eccezione per le misure prese in tempo di guerra, conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) del presente articolo, potrà indirizzare al Consiglio una denuncia.

d) Ricevuta la denuncia il Consiglio procederà ad un esame dei fatti e deciderà a maggioranza del totale dei voti di tutti i paesi consumatori ed a maggioranza del totale dei voti di tutti i paesi produttori se la denuncia presentata è fondata e, in caso affermativo, lo autorizzera a ritirarsi dal presente Accordo.

CAPITOLO XIII: DENUNCE E CONTROVERSIE

Articolo 42

Denunce

a) Qualsiasi denuncia contro un paese partecipante che abbia commesso un'infrazione al presente Accordo in merito alla quale esso non contiene nessuna disposizione, sarà deferita, per decisione, al Consiglio su richiesta del paese querelante.

b) Salvo disposizioni contrarie previste nell'Accordo, si potrà costatare un'infrazione al presente Accordo da parte di un paese partecipante solo se è stata adottata una risoluzione a tal scopo. La costatazione di tale infrazione dovrà specificare la natura e la portata dell'infrazione medesima.

c) Se ai termini del presente articolo il Consiglio costata che un paese partecipante ha commesso un'infrazione al presente Accordo, esso potrà privare il paese in causa dei diritti di voto e degli altri diritti, a meno che non sia prevista nell'Accordo un'altra sanzione, fino a che tale paese non avrà posto rimedio all'infrazione o adempiuto in altro modo ai propri obblighi.

d) Ai fini del presente articolo, l'espressione « infrazione al presente Accordo » comprende ogni infrazione ad una qualsiasi condizione imposta dal Consiglio od ogni mancanza nel soddisfare obblighi imposti dal Consiglio ad un paese partecipante conformemente all'Accordo.

Articolo 43

Controversie

a) Qualsiasi controversia concernente l'interpretazione o l'applicazione dell'Accordo che non possa essere risolta mediante negoziato verrà deferita per decisione al Consiglio su richiesta di qualsiasi paese partecipante.

b) Se una controversia è stata deferita al Consiglio a norma del presente articolo, la maggioranza dei paesi partecipanti o qualsiasi paese partecipante che abbia in sede di Consiglio, almeno il terzo dei voti, possono chiedere al Consiglio di sentire, dopo approfondita discussione della causa e prima di pronunciare una decisione, l'opinione del Comitato consultivo, di cui al paragrafo *c*) del presente articolo, sui problemi oggetto della controversia.

c) i) A meno che il Consiglio non decida diversamente all'unanimità dei suffragi espressi, il Comitato consultivo è composto di:

Due persone designate dai paesi produttori, una delle quali dotata di notevole esperienza nel campo dei problemi oggetto della controversia e l'altra un giurista qualificato e con vasta esperienza;

Due persone con analoghe qualifiche, designate dai paesi consumatori; ed

Un presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone summenzionate oppure, in caso di disaccordo, dal Presidente esecutivo;

ii) I membri del Comitato consultivo partecipano a titolo personale e senza ricevere istruzioni da nessun governo.

iii) Le spese del Comitato consultivo sono a carico del Consiglio.

d) L'opinione motivata del Comitato consultivo è presentata all'esame del Consiglio, che risolve la controversia dopo aver preso in considerazione tutti gli elementi informativi utili.

CAPITOLO XIV: DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 44

Firme

Il presente Accordo sarà presentato a Londra, presso il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord (denominato qui di seguito il Governo depositario), dal 1° luglio 1970 al 29 gennaio 1971 incluso, alla firma dei paesi partecipanti al terzo Accordo internazionale sullo stagno e dei Governi degli Stati indipendenti rappresentati alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno del 1970.

Articolo 45

Ratifica, approvazione, accettazione

Il presente Accordo è soggetto a ratifica, approvazione o accettazione da parte dei Governi firmatari conformemente alla loro procedura costituzionale. Gli strumenti di ratifica, di approvazione o di accettazione saranno depositati presso il Governo depositario.

Articolo 46

Entrata definitiva in vigore

a) Per i governi che abbiano depositati gli strumenti di ratifica, di approvazione o di accettazione, il presente Accordo entrerà in vigore a titolo definitivo a decorrere dal momento in cui, dopo il 30 giugno 1971, detti strumenti saranno stati depositati a nome dei governi rappresentanti sei dei paesi produttori di cui all'Allegato A, che detengano insieme almeno 950 dei voti enumerati nel suddetto Allegato, ed almeno nove dei paesi consumatori di cui all'Allegato B che detengano insieme almeno 300 dei voti enumerati in tale Allegato.

b) Per ogni Governo firmatario che depositi uno strumento di ratifica, di approvazione o di accettazione dopo l'entrata in vigore a titolo definitivo dell'Accordo, quest'ultimo entrerà in vigore a titolo definitivo alla data in cui tale strumento sarà depositato.

c) Se l'Accordo è entrato in vigore a titolo provvisorio conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) dell'articolo 47, esso entrerà in vigore a titolo definitivo per i governi dei paesi che soddisfano le condizioni di cui al paragrafo *a*) del presente articolo appena gli strumenti di ratifica, approvazione o accettazione saranno stati depositati a loro nome.

d) Se l'Accordo è entrato in vigore a titolo definitivo conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) o del paragrafo *c*) del presente articolo, e se un governo che abbia dichiarato la propria intenzione di ratificarlo, approvarlo o accettarlo non deposita lo strumento di ratifica, approvazione o accettazione entro novanta giorni a decorrere dalla data dell'entrata in vigore definitiva, detto governo cesserà di far parte dell'Accordo, restando inteso che il Consiglio potrà prorogare, su richiesta del governo interessato, il termine di cui sopra e che inoltre detto governo potrà cessare di far parte dello Accordo prima della scadenza del termine di cui sopra o del suo periodo di proroga, mediante un preavviso di almeno trenta giorni dato al Governo depositario.

Articolo 47

Entrata provvisoria in vigore

a) i) Se le condizioni necessarie per la definitiva entrata in vigore del presente Accordo enunciato al paragrafo *a*) dell'articolo 46 non sono soddisfatte, l'Accordo stesso entrerà in vigore a titolo provvisorio per i governi che abbiano già depositato gli strumenti di ratifica, approvazione o accettazione o che abbiano comunicato l'intenzione di ratificarlo, approvarlo o accettarlo, il giorno successivo alla data di scadenza del terzo Accordo, purché tali strumenti o dichiarazioni siano stati depositati presso il Governo depositario:

— Il 30 giugno 1971 o, se il terzo Accordo è prorogato, alla data di scadenza di detto Accordo; e

— A nome dei governi di almeno sei dei paesi produttori di cui all'Allegato A, che detengano insieme almeno 950 dei voti enumerati nel suddetto Allegato ed almeno nove dei paesi consumatori di cui all'Allegato B che detengano insieme almeno 300 dei voti enumerati in tale Allegato;

ii) Per ogni Governo firmatario che avrà depositato uno strumento di ratifica, di approvazione o di accettazione o che avrà dichiarato la sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare il presente Accordo mentre è in vigore a titolo provvisorio, l'Accordo entrerà in vigore a titolo provvisorio alla data di deposito di tale strumento o di tale dichiarazione.

b) Se il presente Accordo è entrato in vigore a titolo provvisorio, ma non definitivamente ai sensi dell'articolo 46, nei sei mesi successivi allo scadere del terzo Accordo il Presidente esecutivo convocherà il più presto possibile una o più sessioni del Consiglio al fine di esaminare la situazione. Tuttavia, se l'entrata in vigore rimane provvisoria, l'Accordo verrà a scadere al più tardi un anno dopo l'entrata in vigore a titolo provvisorio.

Articolo 48

Adesione

a) Ogni governo rappresentato alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno del 1970 od ogni paese che partecipi al terzo Accordo internazionale sullo stagno avrà il diritto di aderire al presente Accordo alle condizioni che saranno fissate dal Consiglio.

b) Qualsiasi altro governo non rappresentato alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno del 1970 che sia membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite oppure membro delle sue istituzioni specializzate potrà aderire al presente Accordo alle condizioni fissate dal Consiglio.

c) Per quanto concerne i diritti di voto e gli obblighi finanziari, le condizioni fissate dal Consiglio dovranno essere le stesse tanto nei confronti dei paesi desiderosi di aderire all'Accordo che nei confronti degli altri paesi già partecipanti.

d) In occasione dell'adesione al presente Accordo di un paese produttore il Consiglio fisserà, col consenso del paese, i tonnellaggi e le percentuali da iscrivere per questo paese negli Allegati E e F e ii) fisserà anche, allo scopo di controllare le esportazioni, le condizioni che dovranno figurare a fronte sul suo nome nella parte I dell'Allegato C. I tonnellaggi, le percentuali e le condizioni così fissate saranno valide come se fossero tutte iscritte in detti Allegati.

e) L'adesione avrà luogo tramite il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo depositario che notificherà l'adesione a tutti i governi interessati e al Consiglio.

Articolo 49

Partecipazione separata

Un Governo contraente, allorché deposita lo strumento di ratifica, d'approvazione, d'accettazione o di adesione o allorché dichiara di aver intenzione di ratificare, di approvare o di accettare l'Accordo o in ogni momento successivo, può proporre la partecipazione separata in qualità di paese produttore o in qualità di paese consumatore, a seconda dei casi, di ogni territorio o di territori interessati alla produzione o al consumo di stagno per i quali il Governo contraente assume le relazioni internazionali e al quale l'Accordo è o sarà applicabile quando entrerà in vigore. Tale partecipazione separata sarà sottoposta ad approvazione del Consiglio e alle condizioni che avrà la facoltà di fissare.

Articolo 50

Un'organizzazione intergovernativa che abbia delle responsabilità per quanto riguarda negoziati relativi a accordi internazionali può partecipare all'Accordo internazionale sullo stagno. Tale organizzazione non avrà diritto di voto. Per quanto concerne i problemi di sua competenza, i diritti di voto degli Stati membri che ne fanno parte possono essere esercitati collettivamente.

Articolo 51

Emendamenti

a) Il Consiglio, alla maggioranza dei due terzi del numero complessivo dei voti di tutti i paesi produttori e alla maggioranza dei due terzi del numero complessivo dei voti di tutti i paesi consumatori, può raccomandare ai governi contraenti di apportare degli emendamenti all'Accordo. Nella sua raccomandazione il Consiglio prescrive il termine entro il quale ciascuno dei governi contraenti dovrà notificare al Governo depositario se ratifica, approva o accetta oppure se rifiuta l'emendamento raccomandato.

b) Il Consiglio può prorogare il termine da esso prescritto conformemente al paragrafo *a*) del presente articolo per la notifica della ratifica, dell'approvazione o dell'accettazione.

c) Se entro il termine fissato in virtù del paragrafo *a*) del presente articolo o prorogato in virtù del paragrafo *b*) del presente articolo un emendamento è ratificato, approvato o accettato da tutti i paesi partecipanti, esso entrerà in vigore dopo che l'ultima ratifica, approvazione o accettazione sarà stata depositata presso il Governo depositario.

d) Un emendamento non entrerà in vigore se entro il termine fissato in virtù del paragrafo *a*) del presente articolo o prorogato in virtù del paragrafo *b*) del presente articolo, non sarà ratificato, approvato o accettato dai paesi partecipanti che detengono la totalità dei suffragi dei paesi produttori e dai paesi partecipanti che detengono i due terzi dei suffragi di tutti i paesi consumatori.

e) Se allo scadere del termine fissato in virtù del paragrafo *a*) del presente articolo o prorogato in virtù del paragrafo *b*) del presente articolo un emendamento è ratificato, approvato o accettato dai paesi partecipanti in nome dei paesi partecipanti che detengono la totalità dei suffragi dei paesi produttori e dei paesi partecipanti che detengono i due terzi dei suffragi di tutti i paesi consumatori:

i) L'emendamento entrerà in vigore per i paesi partecipanti ad opera dei quali è stata notificata la ratifica, l'approvazione o l'accettazione allo scadere dei tre mesi successivi al ricevimento da parte del Governo depositario dell'ultima ratifica, approvazione o accettazione necessaria per ottenere la totalità dei suffragi dei paesi produttori e i due terzi dei suffragi di tutti i paesi consumatori;

ii) Ogni Governo contraente che non abbia ratificato, approvato o accettato un emendamento alla data della sua entrata in vigore, cesserà a tale data di partecipare all'Accordo a meno che detto Governo contraente non dimostri al Consiglio, nella prima riunione del Consiglio successiva alla data dell'entrata in vigore dell'emendamento, che gli era impossibile ratificare, approvare o accettare l'emendamento a causa di difficoltà di ordine costituzionale e che il Consiglio non decida di prolungare per detto Governo contraente il termine di ratifica, di approvazione e di accettazione finché queste difficoltà siano state superate.

f) Se un paese consumatore ritiene che i suoi interessi vengano lesi da un emendamento, esso può, anteriormente all'entrata in vigore di tale emendamento, notificare al Governo depositario che si ritira dall'Accordo. Tale ritiro sarà effettivo alla data dell'entrata in vigore dell'emendamento. Il Consiglio può, in qualsiasi momento, alle condizioni e secondo le modalità che riterrà eque, autorizzare detto paese ad annullare la sua notifica di ritiro.

g) Qualsiasi emendamento al presente articolo entrerà in vigore solo se è stato ratificato, approvato o accettato da tutti i paesi partecipanti.

h) Le disposizioni del presente articolo non modificano i poteri conferiti dall'Accordo circa la modifica di qualsiasi Allegato dell'Accordo.

Articolo 52

Ritiro

Ogni paese partecipante che si ritira dall'Accordo nel periodo della sua applicazione non ha diritto a parte alcuna né del prodotto della liquidazione della scorta regolatrice nel quadro delle disposizioni dell'articolo 31 o dell'articolo 32, né degli altri attivi del Consiglio alla scadenza del presente Accordo conformemente alle disposizioni dell'articolo 53 a meno che il ritiro abbia luogo:

i) Conformemente alle disposizioni del paragrafo *d*) dell'articolo 41 o del paragrafo *f*) dell'articolo 51 oppure

ii) Mediante preavviso di almeno dodici mesi dato al Governo depositario dopo il termine minimo di un anno dall'entrata in vigore dell'Accordo.

Articolo 53

Durata, rinnovamento, scadenza o rescissione

a) Salvo disposizioni contrarie previste nel presente articolo o al paragrafo *b*) dell'articolo 47 l'Accordo avrà una durata di cinque anni a partire dalla data di entrata in vigore.

b) Il Consiglio alla maggioranza dei due terzi dei voti di tutti i paesi produttori e alla maggioranza dei due terzi dei voti di tutti i paesi consumatori, potrà prolungare la durata dell'Accordo di uno o più periodi che non oltrepasseranno complessivamente i dodici mesi.

c) Il Consiglio, in una raccomandazione indirizzata ai governi contraenti al più tardi quattro anni dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, comunicherà loro se è necessario e opportuno che l'Accordo venga rinnovato e in caso affermativo in quale forma; esaminerà in

pari tempo la probabile posizione rispettiva dell'offerta e della domanda di stagno al momento dello scadere dell'Accordo.

d) i) Ogni Governo contraente in qualsiasi momento potrà dare al Presidente esecutivo del Consiglio notifica scritta della sua intenzione di proporre alla prossima riunione del Consiglio la rescissione dell'Accordo;

ii) Se il Consiglio adotta tale proposta alla maggioranza dei due terzi dei voti di tutti i paesi produttori e di tutti i paesi consumatori, esso raccomanderà ai governi contraenti la rescissione dell'Accordo;

iii) Se i governi contraenti che detengono i due terzi dei voti di tutti i paesi produttori e due terzi dei voti di tutti i paesi consumatori comunicano al Consiglio di accettare tale raccomandazione, l'Accordo sarà rescisso alla data fissata dal Consiglio; tale data non potrà essere posteriore a un periodo di sei mesi a decorrere dalla trasmissione al Consiglio dell'ultima notifica da parte di detti governi contraenti.

e) Il Consiglio rimarrà in funzione finché necessario per curare l'applicazione delle disposizioni del paragrafo *f*) del presente articolo, la liquidazione della scorta regolatrice, nonché di tutte le scorte detenute nei paesi produttori in virtù dell'articolo 36 e l'osservanza delle condizioni imposte dal Consiglio in virtù del presente Accordo o in virtù del terzo Accordo; il Consiglio avrà i poteri ed eserciterà le funzioni ad esso conferite dal presente Accordo nella misura a tale fine necessaria.

f) Alla scadenza o alla rescissione dell'Accordo:

i) La scorta regolatrice verrà liquidata conformemente alle disposizioni degli articoli 30, 31 e 32;

ii) Il Consiglio valuterà gli impegni sottoscritti nei confronti del suo personale e prenderà, se necessario, le misure atte ad assicurare, tramite un bilancio complementare del conto amministrativo tenuto in conformità degli articoli 15 e 16, le risorse necessarie per onorare tali impegni;

iii) Quando tutti gli impegni del Consiglio diversi da quelli che riguardano il conto della scorta regolatrice, saranno stati soddisfatti, gli attivi disponibili saranno suddivisi come stipulato nel presente articolo.

g) Se il Consiglio è prorogato o se è costituito un organo per succedere al Consiglio, quest'ultimo consegnerà a tale organo i suoi archivi, la documentazione statistica nonché tutti gli altri documenti che determinera e potra, alla maggioranza ripartita dei due terzi, decidere di trasmettere a tale organo tutto o parte degli altri attivi.

h) Se il Consiglio non è prorogato o se non è costituito un organo successore:

i) Il Consiglio cederà i suoi archivi, la documentazione statistica e tutti gli altri documenti al Segretario generale delle Nazioni Unite o ad altra organizzazione internazionale da esso designata o, in mancanza di tale designazione, come il Consiglio riterrà opportuno;

ii) Il resto degli attivi del Consiglio diversi dai fondi sarà venduto e realizzato secondo le direttive del Consiglio;

iii) Il prodotto di tale realizzo e tutti gli altri fondi ancora all'attivo del Consiglio saranno allora suddivisi tra tutti i paesi partecipanti in proporzione dei contributi complessivi versati da tali paesi sul conto amministrativo tenuto in virtù dell'articolo 15.

Articolo 54
Notifica da parte del Governo depositario

Il Governo depositario notificherà a tutti i governi rappresentati alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno del 1970, a tutti i governi partecipanti al terzo Accordo internazionale sullo stagno, a tutti i governi che hanno aderito al presente Accordo conformemente alle disposizioni dell'articolo 48, al Segretario del Consiglio e al Segretario generale delle Nazioni Unite:

i) Ogni firma, ratifica, approvazione, accettazione o dichiarazione d'intenzione di ratificare, di approvare o di accettare l'Accordo, comunicata conformemente agli articolo 44, 45 o 47;

ii) L'entrata in vigore dell'Accordo sia a titolo definitivo che provvisorio conformemente all'articolo 46 o all'articolo 47;

iii) Qualsiasi adesione e notifica di partecipazione separata conformemente rispettivamente all'articolo 48 o all'articolo 49;

iv) Ogni notifica di ratifica, di approvazione o di accettazione di emendamenti comunicata conformemente all'articolo 51 e la loro data di entrata in vigore conformemente allo stesso articolo;

v) Ogni notifica di ritiro e di cessazione di partecipazione; e

vi) Ogni notifica di scadenza o di rescissione dell'Accordo conformemente all'articolo 53.

Articolo 55
Copia certificata conforme dell'Accordo

Il più presto possibile dopo l'entrata in vigore definitiva dell'Accordo, il Governo depositario invierà una copia certificata conforme dell'Accordo in ognuna delle lingue menzionate all'articolo 56 al Segretario generale delle Nazioni Unite per la registrazione conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento apportato all'Accordo sarà del pari comunicato al Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 56
Testi che fanno fede

I testi del presente Accordo in lingua inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord che ne invierà una copia certificata conforme ad ogni governo che firmerà l'Accordo o vi aderirà nonché al Segretario del Consiglio.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dal loro Governo, hanno firmato il presente Accordo alla data che figura accanto alla loro firma.

(*Seguono le firme*)

ALLEGATO *A*

Percentuali e voci dei paesi produttori

PAESE	Percentuale	Numero di voci		
		Numero iniziale di voci	Complemento	Totale
Australia	2,82	5	27	32
Bolivia	16,98	5	164	169
Congo (Repubblica democratica del)	4,51	5	44	49
Indonesia	9,14	5	88	93
Malaysia	45,83	5	442	447
Nigeria (Repubblica federale della)	6,36	5	61	66
Tailandia	14,36	5	139	144
Totale	100,00	35	965	1.000

Nota

L'elenco dei paesi, i tonnellaggi ed i numeri di voci che figurano in questo Allegato sono quelli che risultano dalla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1970, durante la quale è stato stabilito il testo del quarto Accordo internazionale sullo stagno. L'elenco e le cifre sono soggetti a revisione periodica, nell'ambito dell'applicazione delle disposizioni dell'Accordo.

ALLEGATO *B*

Tonnellaggi e voci dei paesi consumatori

PAESE	Tonnellaggi (tonnellate metriche)	Numero di voci		
		Numero iniziale di voci	Complemento	Totale
Austria	600	5	3	8
Belgio/Lussemburgo	2.770	5	15	20
Bulgaria	254	5	1	6
Canada	4.508	5	24	29
Cina (Taiwan)	284	5	2	7
Danimarca	737	5	4	9
Spagna	1.798	5	9	14
Stati Uniti d'America	58.970	5	310	315
Francia	10.430	5	55	60
Ungheria	1.151	5	6	11
India	4.234	5	22	27
Italia	6.319	5	33	38
Giappone	23.046	5	121	126
Messico	1.612	5	8	13
Paesi Bassi	4.555	5	24	29
Filippine	630	5	3	8
Polonia	3.470	5	18	23
Repubblica di Corea	265	5	1	6
Repubblica Federale di Germania	12.010	5	63	68
Regno Unito	17.705	5	93	98
Cecoslovacchia	3.153	5	17	22
Turchia	914	5	5	10
Unione Repubbliche socialiste sovietiche	6.600	5	35	40
Jugoslavia	1.565	5	8	13
Totale	167.580	120	880	1.000

Nota

L'elenco dei paesi, i tonnellaggi ed i numeri di voci che figurano in questo Allegato sono quelli che risultano dalla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1970, durante la quale è stato stabilito il testo del quarto Accordo internazionale sullo stagno. L'elenco e le cifre sono soggetti a revisione periodica, nell'ambito dell'applicazione delle disposizioni dell'Accordo.

ALLEGATO *C*

Parte I

Condizioni alle quali si ritiene che lo stagno sia stato esportato per le necessità di controllo delle esportazioni

Il testo dell'Allegato C del presente Accordo sarà il testo riveduto dell'Allegato C in vigore alla data di scadenza del terzo Accordo internazionale sullo stagno.

Nel caso dell'Australia, si ritiene che lo stagno sia esportato alla data di spedizione indicata sul Permesso di esportazione delle merci sottoposte a restrizione (*Restricted Goods Export Permit*), rilasciato in applicazione del Regolamento doganale (Esportazioni vietate), a condizione che la spedizione effettiva abbia luogo entro i quattordici giorni successivi alla data in oggetto.

Parte II

Importazioni nei paesi produttori

Allo scopo di determinare le esportazioni nette di stagno ai sensi dell'articolo 33, le importazioni da detrarre dalle esportazioni per un periodo di controllo sono costituite dal tonnellaggio importato nel paese produttore interessato nel trimestre immediatamente precedente la data alla quale è stato dichiarato detto periodo di controllo, restando inteso che lo stagno importato per lavorazione ed esportato non è preso in considerazione.

ALLEGATO *D*

Condizioni per le esportazioni speciali

Le condizioni menzionate all'articolo 34 sono le seguenti: le esportazioni speciali sono destinate ad essere versate ad una scorta governativa e non saranno verosimilmente impiegate a fini commerciali o industriali per la durata del presente Accordo.

ALLEGATO *E*

Scorte nei paesi produttori ai sensi dell'articolo 36

PAESE	Tonnellaggio (tonnellate metriche)
Australia	2.200
Bolivia	7.511
Congo (Repubblica democratica del)	2.000
Indonesia	4.126
Malaysia	18.331
Nigeria (Repubblica federale della)	2.185
Tailandia	5.298

ALLEGATO *F*

Scorte supplementari necessariamente estratte

PAESE	Altro minerale	Stagno contenuto nei concentrati che possono essere immagazzinati in supplemento per ogni tonnellata di altro minerale estratto Tonnellate
Australia	Tantalo-colombite	1,5
Congo (Repubblica democratica del)	Tantalo-colombite	1,5
Nigeria (Repubblica federale della)	Colombite	1,5
Tailandia	Wolfram-scheelite	1,5

ALLEGATO *G*

Norme per l'adeguamento delle percentuali attribuite ai paesi produttori

Norma 1

Il primo adeguamento delle percentuali attribuite ai paesi produttori avrà luogo durante la prima sessione che il Consiglio terrà in virtù del presente Accordo. Tale adeguamento sarà fatto sulla base degli ultimi quattro trimestri per i quali saranno noti i dati relativi alla produzione di stagno di ogni paese produttore.

Norma 2

Le ulteriori operazioni di adeguamento delle percentuali sono effettuate ad intervalli di un anno, a decorrere dal primo adeguamento, a patto che nessun periodo posteriore ai trimestri considerati dalle disposizioni della norma 1 sia stato dichiarato periodo di controllo.

Norma 3

Qualora un periodo sia dichiarato periodo di controllo, le percentuali saranno modificate solo al termine di un nuovo periodo di quattro trimestri consecutivi che non siano stati dichiarati periodi di controllo; un nuovo adeguamento ha allora luogo a partire dal momento in cui sono noti i dati relativi alla produzione di stagno di ogni paese produttore per i quattro trimestri consecutivi in oggetto, e le ulteriori operazioni di adeguamento sono quindi effettuate ad intervalli di un anno fino a che nessun periodo sia stato dichiarato periodo di controllo. La stessa procedura è di applicazione qualora un altro periodo sia in seguito dichiarato periodo di controllo.

Norma 4

Ai sensi delle norme 2 e 3, le operazioni di adeguamento si ritengono effettuate ad intervalli di un anno se hanno avuto luogo nello stesso trimestre dell'anno civile delle precedenti operazioni di adeguamento.

Norma 5

Alla prima operazione di adeguamento prevista alla norma 1, le nuove percentuali attribuite ai paesi produttori saranno determinate in modo direttamente proporzionale alla produzione di stagno in ciascuno di essi nei quattro trimestri menzionati alla norma 1.

Norma 6

Per le ulteriori operazioni di adeguamento di cui alla norma 2, le nuove percentuali sono calcolate nel modo seguente:

i) Per quanto riguarda il secondo adeguamento, le percentuali sono fissate in modo direttamente proporzionale alla produzione di stagno in ciascun paese produttore nel periodo più recente di ventiquattro mesi consecutivi per il quale siano noti i dati;

ii) Per quanto riguarda il terzo e tutti gli ulteriori adeguamenti, le percentuali sono fissate in modo direttamente proporzionale alla produzione di stagno in ciascun paese produttore nel periodo più recente di trentasei mesi consecutivi per il quale siano noti i dati.

Norma 7

Per le ulteriori operazioni di adeguamento di cui alla norma 3, le nuove percentuali sono calcolate nel modo seguente:

i) Per quanto riguarda il primo adeguamento ulteriore, le percentuali sono fissate in modo direttamente proporzionale all'importo globale della produzione di stagno in ciascun paese produttore nel periodo più recente di dodici mesi consecutivi per il quale siano noti i dati e per i quattro trimestri che hanno immediatamente preceduto il periodo di controllo previsto;

ii) Per quanto riguarda gli adeguamenti seguenti, le percentuali, a patto che nessun periodo sia stato dichiarato periodo di controllo, sono fissate in modo direttamente proporzionale alla produzione di stagno in ciascun paese produttore nei periodo più recenti rispettivamente di ventiquattro e di trentasei mesi consecutivi, per i quali siano noti i dati.

Norma 8

Ai fini delle norme precedenti, qualora un paese produttore non abbia comunicato al Consiglio, un mese dopo la data in cui quattro paesi produttori hanno reso noti i loro dati di produzione, i propri dati di produzione per un periodo qualunque di dodici mesi consecutivi, si calcola la sua produzione per detto periodo di dodici mesi moltiplicando per dodici la quantità media prodotta mensilmente in tale periodo, quale essa risulta dai dati noti, deducendo il cinque per cento dall'importo così stabilito.

Norma 9

I dati relativi alla produzione di stagno di un paese produttore per un periodo anteriore ai quarantadue mesi precedenti alla data di adeguamento delle percentuali non sono considerati ai fini delle operazioni di adeguamento.

Norma 10

Nonostante le disposizioni delle precedenti norme, il Consiglio può diminuire la percentuale attribuita a qualsiasi paese produttore che non abbia esportato il tonnellaggio totale autorizzato fissato in conformità del paragrafo *k*) dell'articolo 33 od ogni tonnellaggio superiore da esso accettato conformemente al paragrafo *n*) di detto articolo. All'atto della decisione, il Consiglio accetta come circostanza attenuante il fatto che il paese produttore interessato abbia rinunciato, in conformità del paragrafo *n*) dell'articolo 33, ad una parte del tonnellaggio delle sue esportazioni autorizzate, ad una data che consenta agli altri paesi di prendere ogni misura necessaria per colmare tale disavanzo, o il fatto

che il paese produttore interessato, pur non avendo esportato il tonnellaggio fissato in conformità del paragrafo *o*) dell'articolo 33, abbia tuttavia esportato la totalità del tonnellaggio delle esportazioni autorizzate fissato conformemente alle disposizioni del paragrafo *k*) o del paragrafo *n*) dell'articolo 33.

Norma 11

Qualora la percentuale attribuita ad un paese produttore sia diminuita ai sensi della norma 10, la percentuale così resa disponibile è ripartita tra gli altri paesi produttori proporzionalmente alle percentuali in vigore alla data in cui viene presa la decisione di procedere alla diminuzione summenzionata.

Norma 12

Se, in applicazione delle norme precedenti, la percentuale di un paese produttore scende al di sotto della cifra minima autorizzata in virtù della condizione di cui al comma i) del paragrafo *m*) dell'articolo 33, essa viene ricondotta a tale cifra minima e le percentuali degli altri paesi produttori sono ridotte proporzionalmente, in modo che il totale delle percentuali sia di nuovo uguale a cento.

Norma 13

Ai sensi del comma ii) del paragrafo *m*) dell'articolo 33, i seguenti avvenimenti possono essere considerati come situazioni eccezionali: una catastrofe nazionale, uno sciopero importante che abbia paralizzato l'industria per l'estrazione dello stagno per un periodo considerevole, una seria interruzione nell'erogazione di energia o nei trasporti sulla principale via di comunicazione verso la costa.

Norma 14

Ai sensi delle presenti norme, il calcolo relativo ai paesi produttori che sono grandi consumatori di stagno proveniente dalla loro produzione mineraria interna sarà basato sulle loro esportazioni di stagno e non sulla produzione mineraria di stagno. All'atto del primo adeguamento dell'Allegato A effettuato in virtù della norma 1, il calcolo relativo all'Australia sarà fatto sulla base degli ultimi quattro trimestri per i quali siano noti i dati relativi alle esportazioni di stagno, purché la percentuale ottenuta corrisponda ad un tonnellaggio non inferiore a 4.572 tonnellate.

Norma 15

Nel presente allegato l'espressione « produzione di stagno » è da considerarsi come riferentesi esclusivamente alla produzione mineraria; non sarà dunque tenuto conto della produzione delle fonderie.

ALLEGATO *H*

Procedura da seguire per stabilire le parti nelle scorte regolatrici

Per stabilire la parte di ogni paese che contribuisce alle scorte regolatrici, il Direttore procederà come segue:

i) I contributi alle scorte regolatrici di ogni paese contribuente (escluso un contributo volontario o parte di contributo volontario fatto ai sensi del paragrafo *a*) dell'articolo 22 e rimborsato in conformità dal paragrafo *c*) dello stesso articolo) saranno valutati; a tale scopo il valore di un contributo o parte di contributo fatto in metallo da parte di un paese contribuente sarà calcolato al prezzo minimo esistente alla data d'entrata in vigore del presente Accordo e verrà aggiunto ai contributi totali effettuati in contanti da parte di detto paese.

ii) Il valore di tutto lo stagno-metallo detenuto dal Direttore alla data in cui l'Accordo scadrà o sarà rescisso, sarà calcolato sulla base del corso di compensazione in contanti dello stagno alla Borsa dei metalli di Londra alla stessa data; dopo che la somma prevista al paragrafo *a*) dell'articolo 31 sarà stata accantonata in riserva, l'importo corrispondente a tale valore sarà aggiunto al totale dei contanti da lui detenuti alla stessa data.

iii) Qualora la somma totale stabilita in conformità della clausola ii) del presente Allegato sia superiore alla somma totale di tutti i contributi fatti alle scorte regolatrici dai paesi contribuenti (calcolata conformemente alla clausola i) del presente Allegato), l'eccedenza sarà ripartita tra i paesi contribuenti, proporzionalmente ai contributi totali fatti alle scorte regolatrici da ciascuno di essi, moltiplicati per il numero di giorni per i quali detti contributi sono rimasti a disposizione del Direttore, e ciò fino alla scadenza od alla rescissione dell'Accordo. A tale scopo, i contributi in stagno-metallo saranno valutati conformemente alle disposizioni della clausola i) del presente Allegato, ed ogni contributo individuale (in metallo o in contanti) sarà moltiplicato per il numero di giorni per i quali esso è rimasto a disposizione del Direttore; per calcolare il numero di giorni per i quali un contributo è rimasto a disposizione del Direttore non sarà tenuto conto né dal giorno in cui il contributo è stato da lui percepito né del giorno di scadenza o rescissione dell'Accordo. L'importo dell'eccedenza così attribuita ad ogni paese contribuente sarà aggiunto al totale dei contributi di tale paese (calcolato secondo la clausola i) del presente Allegato), restando inteso che, nello stabilire la ripartizione di tale eccedenza, un contributo di un paese decaduto dai suoi diritti non sarà considerato essere stato a disposizione del Direttore per tutta la durata del periodo di decadenza.

iv) Qualora l'importo totale stabilito conformemente alle disposizioni della clausola ii) del presente Allegato sia inferiore alla somma totale di tutti i contributi fatti alle scorte regolatrici da parte di tutti i paesi contribuenti, il disavanzo sarà ripartito tra i paesi contribuenti proporzionalmente ai loro contributi globali. L'importo del disavanzo addebitato ad ogni paese contribuente sarà dedotto dal totale dei contribuenti di tale paese. I contributi considerati nella presente clausola saranno calcolati secondo la clausola i) del presente Allegato.

v) Il risultato dei calcoli di cui sopra sarà considerato, per ogni paese contribuente, come la parte di tale paese nelle scorte regolatrici.

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(3651150/11) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.